ORIENTATIONS

REVUE CULTURELLE PLURIDISCIPLINAIRE
Numéro 8 Novembre-décembre 1986 200 FB-35 FF-8 FS-10 DM-6500
Lire-3£-5 US$-650 pesetas-66 öSCH



 Proche-Orient

Les plaques tournantes du Vieux Monde

 Cercle de l'ensemble du Vieux Monde (Centre : Inde)

 Cercle du monde méditerranéen élargi à l'Inde (Centre : le Sinaï)

 Cercle du Vieux Monde sans l'Australie (centre : la Perse)

 Cercle opposé des régions australo-sud-asiatiques (Centre : Singapour)

Problèmes actuels



page 5: Géopolitique de l'Océan Indien et destin européen. Pour une doctrine de Monroe eurasienne, par Robert STEUCKERS.
page 20: "Un point d'appui pour soulever le monde". Géopolitique de l'Afrique australe, par Robert STEUCKERS.
page 28: Contre l'intégration mondialiste, pour un développement auto-centré, par Stefan FADINGER.
page 33: José Antonio et le National-Syndicalisme, 50 ans après, par Frédéric MEYER.
page 39: Radicalismes islamiques, par Ange SAMPIERU.
page 45: De la mer et de sa stratégie, à propos d'un livre de Philippe Masson, par Ange SAMPIERU.
page 50: Bibliographie.



The Scorpion

ISSUE No. 10: £2
USA & Canada: $3
France: 25F
Germany: 7DM

AGAINST ALL TOTALITARIANISMS

Dans ce numéro: Against All Totalitarianisms (M. Walker), Spotlight on the French New Right (M. Walker), Fascism, Racism and the "Extreme Right" (Douglas MacEwan), The New Right: Aims and Reality (Marco Tarchi), GRECE Right Side Up (Harold T. Hewitson), Interview with Alain de Benoist (Michel Marmin), An Introduction to the Conservative Revolution in Germany (Frank Goovaerts), The Bretons (Richard Lawson), etc. **Disponible à notre service librairie: 130 FB (+15 FB port) ou 22 FF (+3 FF port).**

SOMMAIRE

page 5: Géopolitique de l'Océan Indien et destin européen. Pour une doctrine de Monroe eurasienne, par Robert STEUCKERS.
page 20: "Un point d'appui pour soulever le monde". Géopolitique de l'Afrique australe, par Robert STEUCKERS.
page 28: Contre l'intégration mondialiste, pour un développement auto-centré, par Stefan FADINGER.
page 33: José Antonio et le National-Syndicalisme, 50 ans après, par Frédéric MEYER.
page 39: Radicalismes islamiques, par Ange SAMPIERU.
page 45: De la mer et de sa stratégie, à propos d'un livre de Philippe Masson, par Ange SAMPIERU.
page 50: Bibliographie.

ORIENTATIONS

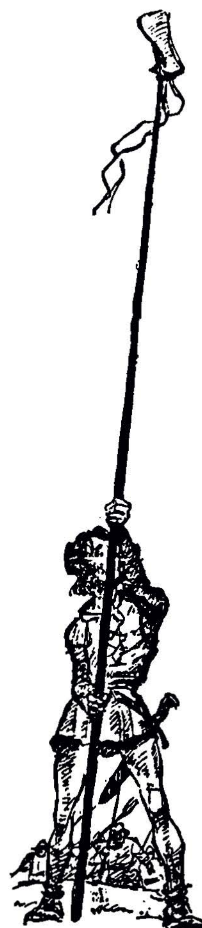
ORIENTATIONS/Numéro 8/Novembre-Décembre 1986

Orientations paraît conjointement à un supplément mensuel, VOULOIR. L'abonnement à ORIENTATIONS (quatre numéros) est de 680 FB (ou 110 FF). L'abonnement au seul supplément mensuel (douze numéros de VOULOIR) s'élève à 520 FB (ou 90 FF). L'abonnement à VOULOIR (12 numéros) et à ORIENTATIONS (4 numéros) est de 1050 FB (ou 180 FF).

ORIENTATIONS est une revue culturelle pluridisciplinaire dirigée par Robert STEUCKERS qui en réalise la maquette et choisit les textes. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ces derniers n'avalisent pas nécessairement les opinions et les thèses formulées par leurs autres collègues au sein du comité de rédaction d'ORIENTATIONS et de VOULOIR.

DIRECTION: Robert STEUCKERS.
SECRETAIRE de REDACTION: Georges ROBERT.
ADMINISTRATION: Willy PIETERS.

ADRESSE de la REVUE:
ORIENTATIONS,
Robert STEUCKERS,
BPB 41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.

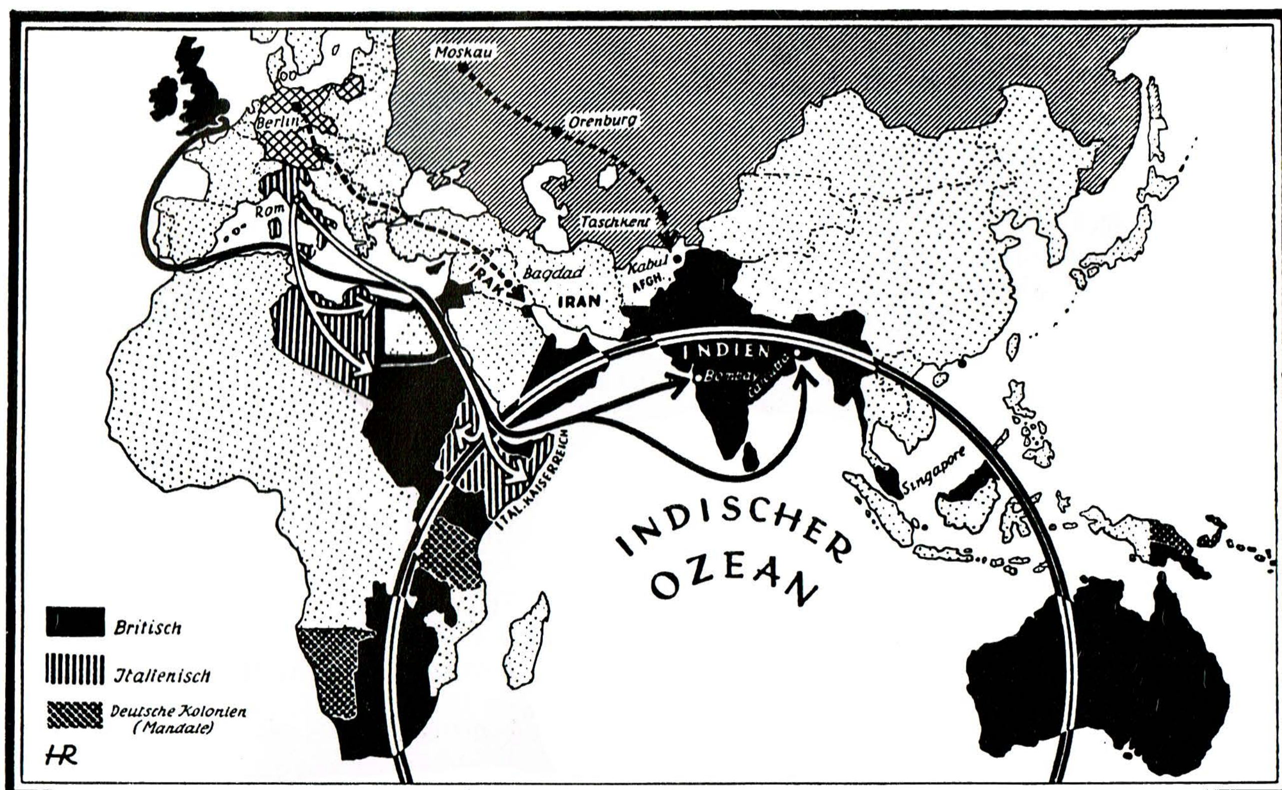


La rédaction d'ORIENTATIONS travaille en étroite collaboration avec les Cer cles Georges Sorel (Grenoble), Proudhon (Genève), avec le Forum-Provence (Marseille), avec les équipes des revues "The Scorpion" (Londres), "Koord en Noodzakelijkheid" (Gand), "L'Anneau" (Bruxelles) et "Orientamenti" (Adane, Sicile).

COMITE DE REDACTION

Librairies où l'on peut se procurer ORIENTATIONS:

BEZIERS:
Le Partisan Européen, BP 41, F-34.502 Béziers-Cédex.
BRUXELLES:
Librairie du "Passage 44", Boulevard du Botanique, 1000 Bruxelles.
Librairie Lefèvre, rue des Colonies 5-7, 1000 Bruxelles.
Librairie "La Borgne Agasse", rue de l'Athenée 19, 1050 Bruxelles-Ixelles.
GENEVE:
Diffusion Thulé, Centre National de la Pensée Européenne, Case Postale 525, CH-1211 Genève 6.
FLORENCE:
Centro di diffusione librario "La Roccia di Erec", c/o Diorama Letterario, Casella postale 1364, I-50.122 Firenze 7.
PARIS:
Librairie Française, 27 rue de l'Abbé-Grégoire, 75.006 Paris.
Librairie Ogmios, 10 rue des Pyramides, 75.001 Paris.
Libraire Gregori, 26 rue du Bac, 75.007 Paris.



Carte tirée d'un atlas historique de Walther Pahl (1937). Elle indique parfaitement que l'Inde constitue la clef de voûte du système impérial britannique.

Géopolitique de l'Océan Indien et destin européen.

Pour une doctrine de Monroe eurasienne

par Robert Steuckers

Aborder la géopolitique de l'Océan Indien, c'est, en apparence, aborder un sujet bien éloigné des préoccupations de la plupart de nos concitoyens. C'est, diront les esprits chagrins et critiques, sacrifier à l'exotisme... Pourtant, l'Océan Indien mérite, plus que toute autre région du globe, de mobiliser nos attentions. En effet, il est la clef de voûte des relations entre l'Europe et le Tiers-Monde; son territoire maritime et ses rives sont l'enjeu du non-alignement, option que l'Europe aurait intérêt à choisir et, sur le plan historique, cet océan du milieu (entre l'Atlantique et le Pacifique) a été l'objet de convoitises diverses, convoitises qui ont suscité, partiellement, la première guerre mondiale, dont l'issue pèse encore sur notre destin.

Le Cadre de cette étude

En nous situant en dehors de la dichotomie gauche/droite, qui stérilise les analyses politiques et leur ôte bien souvent toute espèce de sérieux, nous suivons attentivement les travaux d'organismes, cénacles, sociétés de pensée, etc. qui posent comme objet de leurs investigations les relations entre notre Europe et les Pays du "Tiers-Monde". Au-delà de la dichotomie sus-mentionnée, nous avons, sans a priori, étudié les ouvrages publiés aux Editions La Découverte, ceux du CEDETIM, de *La Revue Nouvelle* (Bruxelles), du *Monde Diplomatique,* les travaux d'écrivains, sociologues, philosophes ou journalistes comme Yves LACOSTE, Alain de BENOIST, Guillaume FAYE, Rudolf WENDORFF, Paul-Marie de la GORCE, Claude JULIEN, etc. Dans un réel souci d'éclectisme, nous avons couplé ces investigations contemporaines aux travaux des géopoliticiens d'hier et d'aujourd'hui.

Etudier les rapports entre l'Europe et le Tiers-Monde, comporte un risque majeur: celui de la dispersion. En effet, derrière le vocable "Tiers-Monde", se cache une formidable diversité de cultures, de religions, d'univers politiques, de sensibilités. Le vocable "Tiers-Monde" recouvre des espaces civilisationnels aussi divers et hétérogènes que l'Afrique, l'Amérique Latine, l'Asie chinoise, indochinoise, indonésienne, le pourtour de l'Océan Indien, le monde arabo-musulman (les "Islams", dirait Yves LACOSTE). Le vocable "Tiers-Monde" recouvre donc une extrême diversité. Sur le plan strictement économique, cette diversité comprend déjà quatre catégories de pays: 1) les pays pauvres (notamment ceux du Sahel); 2) les pays ayant pour seules richesses les matières premières de leur sous-sol; 3) les pays pétroliers ayant atteint un certain niveau de vie; 4) les pays pauvres disposant d'une puissance militaire autonome, avec armement nucléaire (Inde, par exemple).

Pourquoi choisir l'Océan Indien?

En effet, pourquoi ce choix? Nos raisons sont triples. Elles sont d'abord d'ordre historique; l'Océan Indien a excité les convoitises des impérialismes européens et la dynamique du 19ème siècle "anglo-centré", avec prédominance de la Livre Sterling, s'explique par la maîtrise de ses eaux par la Grande-Bretagne. Cette dynamique a été contestée par toutes les puissances du globe, ce qui, ipso facto, a engendré des conflits qui ont culminé aux cours des deux guerres mondiales du 20ème siècle. Notre situation actuelle d'Européens colonisés, découle donc partiellement de déséquilibres qui affectaient jadis les pays baignés par l'Océan Indien.

Deuxième raison de notre choix: l'Océan Indien est un microcosme de la planète du fait de l'extrême diversité des populations qui vivent sur son pourtour. Il est l'espace où se sont rencontrées et affrontées les civilisations hindoue, arabo-musulmane, africaine et extrême-orientale. Si l'on souhaite échapper aux universalismes stérélisants qui veulent réduire le monde au commun dénominateur du consumérisme et du monothéisme des valeurs, l'étude des confrontations et des syncrétismes qui forment la mosaïque de l'Océan Indien est des plus instructives.

Troisième raison de notre choix: éviter une lecture trop européo-centrée des dynamiques politiques internationales. Le sort de l'Europe se joue actuellement sur tous les points du globe et, vu la médiocrité du personnel politique européen, les indépendantistes de notre continent, les esprits libres, trouveront tout naturellement une source d'inspiration dans le non-alignement préconisé jadis par le Pandit Nehru, Soekarno, Mossadegh, Nasser, etc. Le style diplomatique indien s'inspire encore et toujours des principes posés dans les années cinquante par Nehru. Une Europe non-alignée aura comme partenaire inévitable cette Inde si soucieuse de son indépendance. La diplomatie indienne s'avère ainsi pionnière et exemplaire pour les indépendantistes européens qui, un jour, sous la pression des nécessités, secoueront le joug américain et le joug soviétique.

Une histoire mouvementée

Pour les Européens, l'Océan Indien devient objet d'intérêt à l'âge des grandes découvertes, quand Christophe Colomb aborde le Nouveau Monde en croyant aborder aux Indes, territoire où croissent les épices, pactole de l'époque. La perspective des Européens s'élargit brusquement. Le monde leur apparaît plus grand. En 1494, le Pape partage les nouvelles terres entre Portugais et Espagnols. Les géographes au service du pontife catholique tracent une ligne qui traverse l'Atlantique du Nord au Sud. Ce qui est à l'Ouest de cette ligne revient à l'Espagne; ce qui est à l'Est échoit au Portugal. C'est ainsi que le Brésil devient portugais et le reste des Amériques, espagnol. L'Océan Indien et l'Afrique reviennent, en vertu de ce partage, aux rois du Portugal. Les marins lusitaniens exploreront donc les premiers les eaux de l'Océan Indien.

La décision du Pape n'avait pas plu aux autres Européens, exclus du partage. Anglais et Néerlandais entreront en conflit avec les deux monarchies catholiques. L'objet de ce conflit inter-européen, ce sont bien entendu les nouvelles terres à conquérir. Rapidement, les



Sikhs révoltés; l'Inde est actuellement une fédération en théorie, un système assez centralisé en pratique. Le pays menace sans cesse d'éclater; ce qui arrangerait la politique américaine, soucieuse de se débarrasser d'une forte puissance neutre dans la région.

Hollandais prennent la place des Portugais, incapables de se maintenir aux Indes et dans les Iles. Après les Hollandais, viendront les Anglais qui affermiront progressivement, en deux siècles, leur mainmise sur l'Océan.

La compétition engagée entre Catholiques et Protestants ouvre une ère nouvelle: celle de la course aux espaces vierges et aux comptoirs commerciaux. L'ère coloniale de l'expansion européenne s'ouvre et ne se terminera qu'en 1885, au Congrès de Berlin qui attribuera le Congo à Léopold II. A partir de 1885, les Congrès internationaux ne réuniront plus seulement des Européens, comme à Vienne en 1815. Désormais, tous les territoires du monde sont occupés et la course aux espaces est arrêtée. Le Japon, le Siam, la Perse, le Mexique et les Etats-Unis participent à diverses conférences internationales, notamment celle qui institue le système postal. Le monde cesse d'être européo-centré dans l'optique des Européens eux-mêmes. Ceux-ci ne déterminent plus seuls la marche du monde. Déjà un géant s'était affirmé: les Etats-Unis qui s'étaient posés comme un deuxième centre en proclamant dès 1823, la célèbre "Doctrine de Monroe". Les centres se juxtaposent et le "droit international", créé au XVIIème siècle pour règler les conflits inter-européens avec le maximum d'humanité, perd sa cohésion civilisationnelle. Dans ce "jus publicum europaeum" (Carl SCHMITT), les guerres étaient perçues comme des règlements de différends, rendus inévitables par les vicissitudes historiques. L'ennemi n'était plus absolu mais provisoire. On entrait en conflit avec lui, non pour l'exterminer, pour éradiquer sa présence de la surface de la Terre, mais pour règler un problème de mitoyenneté, avant d'éventuellement envisager une alliance en vue de règler un différend avec une tierce puissance. La civilisation européenne acquérait ainsi une homogénéité et les conflits ne pouvaient dégénérer en guerres d'extermination.

La révolution française, avec son idéologie conquérante, avait porté un coup à ces conventions destinées à humaniser la guerre. A Vienne, les puissances restaurent le statu quo ante. Mais les Etats-Unis, avec leur idéologie puritaine, actualisant une haine vétéro-testamentaire en guise de praxis diplomatique (les récents événements du Golfe de Syrte le prouvent), n'envisagent pas leurs ennemis avec la même sérénité. Les ennemis de l'Amérique sont les ennemis de Yahvé et méritent le sort infligé à Sodome et Gomorrhe. Les autres puissances extra-européennes n'ont pas connu le cadre historique où le "jus publicum europaeum" a émergé. Avec l'entrée des Etats-Unis sur la scène internationale, la guerre perd

ses limites, ses garde-fous et redevient "exterminatrice".

Pendant que ces mutations s'opèrent sur le globe, l'Océan Indien vit à l'heure de la Pax Britannica. Les Européens y règlent leurs conflits selon les principes de courtoisie diplomatique du "jus publicum europaeum".

La Pax Britannica

Arrivés dans l'Océan Indien dès le milieu du XVIIème, les Anglais consolideront très progressivement leurs positions et finiront par faire des Indes la clef de voûte de leur système colonial, le plus perfectionné que l'histoire ait connu. Avec la capitulation de la France, qui abandonne ses positions indiennes à l'Angleterre en 1763 (mis à part quelques comptoirs comme Pondichéry), la Couronne britannique peut prendre pied successivement à Singapour, à Malacca, à Aden, en Afrique du Sud. En 1857, les Indes passent sous contrôle colonial direct et en 1877, Victoria est proclamée Impératrice des Indes. L'Angleterre poursuit alors sa progression en Afrique Orientale (Kenya, Zanzibar).

La France, en 1763, a commis une erreur fatale: elle a sacrifié ses potentialités mondiales au profit d'une volonté d'hégémonie en Allemagne. Elle a négligé deux atouts: celui qu'offraient les peuples de marins de ses côtes atlantiques, Bretons, Normands et Rochellois. Et celui qu'offraient son hinterland boisé (matières premières pour construire des flottes) et ses masses paysannes (réserves humaines), alors les plus nombreuses d'Europe.

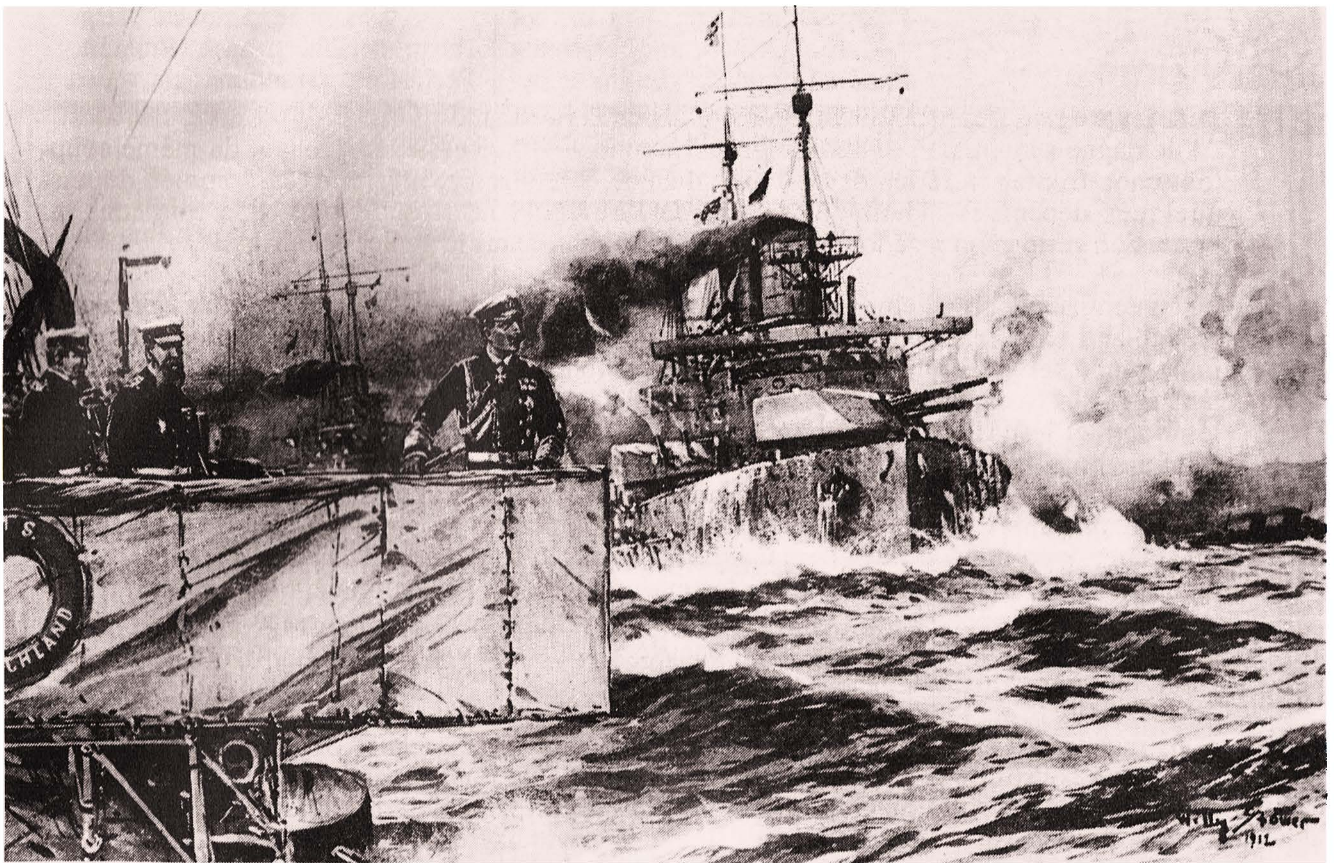
Ce seront donc les Anglais qui occuperont le pourtour de l'Océan Indien. Cette occupation impliquera la protection du statu quo contre de nouveaux ennemis: les Russes, les Allemands, les Italiens et les Japonais.

Albion contre l'Empire des Tsars

Au XIXème siècle, la Russie, qui connaît une explosion démographique spectaculaire, entreprend la conquête de l'Asie Centrale, peuplée par les ethnies turques (Tadjiks, Turkmènes, Ouzbekhs, etc.). Cette avance slave vers le centre de la masse continentale asiatique répond à un désir d'empêcher définitivement les invasions turco-mongoles dont la Russie a eu à souffrir tout au long de notre Moyen Age. Mais en progressant ainsi selon l'axe Aral-Pamir, la poussée russe butera contre les possessions britanniques qui lui barrent la route vers l'Océan Indien. La Russie, en effet, caresse depuis des siècles le désir de posséder des installations portuaires donnant sur une "mer chaude". Les deux impérialismes se rencontreront et s'affronteront (souvent par ethnies locales interposées) en Afghanistan. Le scénario s'est partiellement répété en 1978, quand la thalassocratie américaine, appuyant le Pakistan et les rebelles anti-soviétiques d'Afghanistan, s'opposait à l'URSS, appuyant, elle, sa stratégie sur certaines ethnies afghanes et sur le gouvernement pro-soviétique officiel.

Avec ces événements qui s'étendent sur quelques décennies (de 1830 à 1880), la Russie et l'Angleterre acquièrent une claire conscience des enjeux géopolitique de la région. Le géopoliticien britannique Homer LEA se rend compte que les Indes forment réellement la clef de voûte du système colonial britannique. Il écrivit à ce propos: "Mis à part une attaque directe et une conquête militaire des Iles Britanniques elles-mêmes, la perte des Indes serait le coup le plus mortel pour l'Empire Britannique". Plus tard, il confirmera ce jugement et lui donnera même plus d'emphase, en déclarant que l'Empire constituant un tout indivisible, les Iles Britanniques ne sont plus que quelques îles parmi d'autres et que la masse territoriale la plus importante, le centre du système colonial, ce sont les Indes. Par conséquence, la perte des Indes serait plus grave que la perte des Iles Britanniques.

Les Indes permettaient à l'Empire Britannique de surveiller la Russie qui dominait (et domine toujours) le *Heartland* -la Terre du Milieu sibérienne- et de contrôler la *Heartsea,* c'est-à-dire l'Océan du Milieu qui est l'Océan Indien situé entre l'Atlantique et le Pacifique. Le contrôle de "l'Océan du Milieu" permet de *contenir* la puissance continentale russe dans les limites sibériennes que lui a données l'histoire. La Russie, de son côté, se rend compte que si l'Inde lui échoit par conquête, par alliance ou par hasard, elle contrôlera *et* la Terre du Milieu *et*



La grande menace pour l'Empire britannique au début du siècle a été la construction, sous l'impulsion de Tirpitz et de l'Empereur Guillaume II, d'une flotte de guerre allemande. Nous apercevons ici, le Kaiser lors de manœuvres en Mer du Nord. Malgré la naissance d'une flotte puissante en Mer du Nord, les Britanniques préféreront garder Zanzibar et céder Heligoland au Reich. L'Océan Indien revêtait plus d'importance pour eux que la Mer du Nord.

l'Océan du Milieu et qu'elle deviendra ainsi, ipso facto, la première puissance de la planète.

La configuration géographique de l'Afghanistan a permis à ce pays d'échapper à l'annexion pure et simple à l'un des deux Empires. De surcroît, Russes et Anglais avaient intérêt à ce qu'un Etat-tampon subsiste entre leurs possessions. En Perse, le nationalisme local émergera en déployant une double désignation d'ennemis: le Russe qui menace la frontière septentrionale et l'Anglais qui menace le Sud avec sa flotte et le Sud-Est avec son armée des Indes. Ce n'est pas un hasard si le nationalisme perse s'est toujours montré germanophile et si, aujourd'hui, l'intégrisme musulman de Khomeiny se montre également hostile aux Soviétiques et aux Américains qui, eux, ont pris le relais des Anglais.

L'avance allemande vers le Golfe Persique

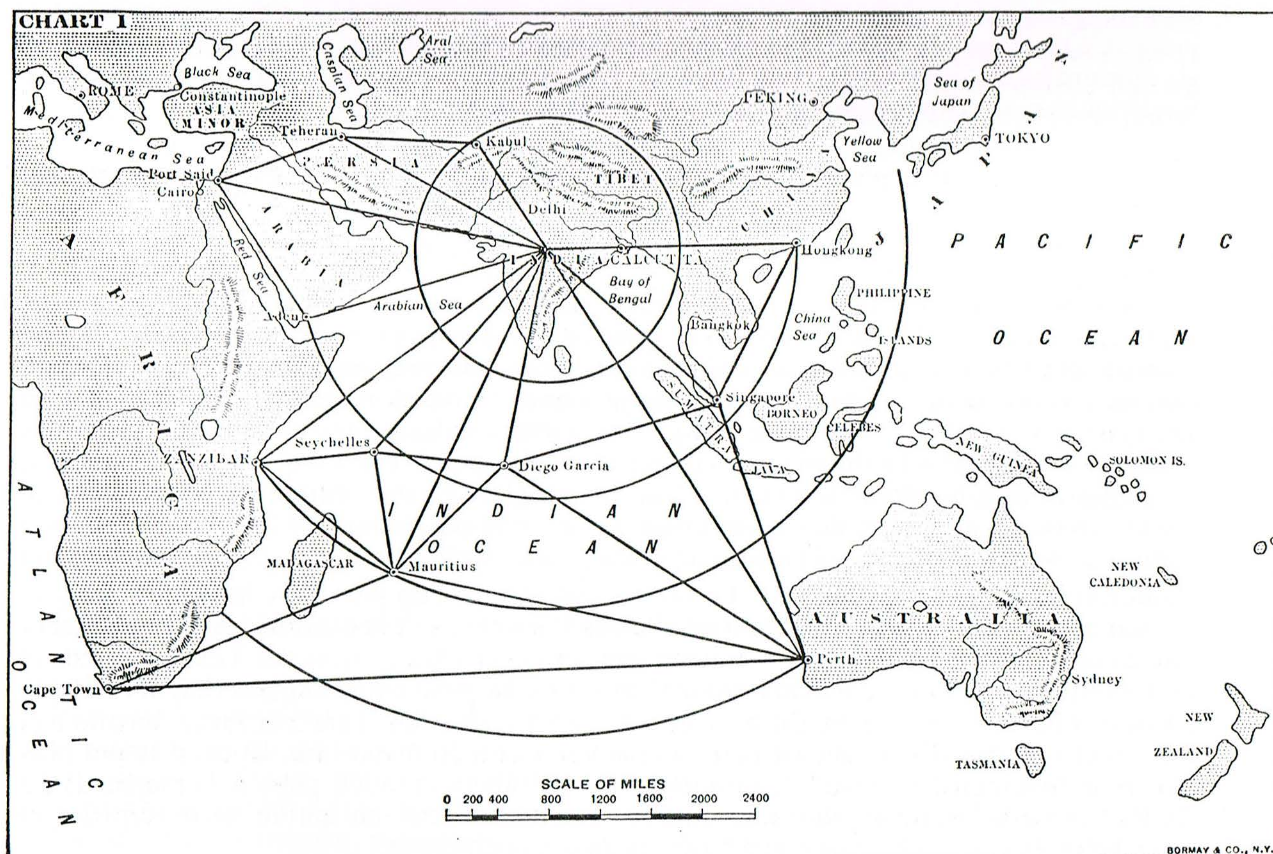
Les Anglais percevaient la politique "orientale" de Guillaume II comme une menace envers leur hégémonie dans l'Océan Indien. Cette menace prend corps par la politique de coopération amorcée entre le Reich, qui s'industrialise et concurrence sévèrement l'Angleterre, et l'Empire Ottoman. Les accords militaires et économiques entre l'Empire allemand, né à Versailles en 1871, et le vieil Empire Ottoman, usé par les guerres balkaniques et par les corruptions internes, permettent à l'industrie germanique en pleine expansion d'acquérir des débouchés, en passant outre les protectionnismes français, anglais et américains. La coopération se concrétisera par le projet de construction d'une ligne de chemin de fer reliant Berlin à Constantinople, Constantinople à Bagdad et Bagdad au Golfe Persique. Ce projet, strictement économique, inquiète les Anglais. En effet, l'émergence d'un port dans le Golfe Persique, qui tomberait partiellement sous contrôle allemand, impliquerait la maîtrise par l'axe germano-turc de la péninsule arabique, alors entièrement sous domination ottomane. Les Allemands et les Ottomans perceraient ainsi une "trouée" dans l'arc en plein cintre anglais, reliant l'Afrique australe à Perth en Australie. De plus, un autre point faible de "l'arc", la Perse, hostile aux Russes et aux Anglais, risque de basculer dans le camp germano-turc. Et ce, d'autant plus que la germanophilie faisait des progrès considérables dans ce pays à l'époque. Lord CURZON sera l'homme politique anglais qui mettra tout en œuvre pour torpiller la consolidation d'un système de coopération germano-turco-perse.

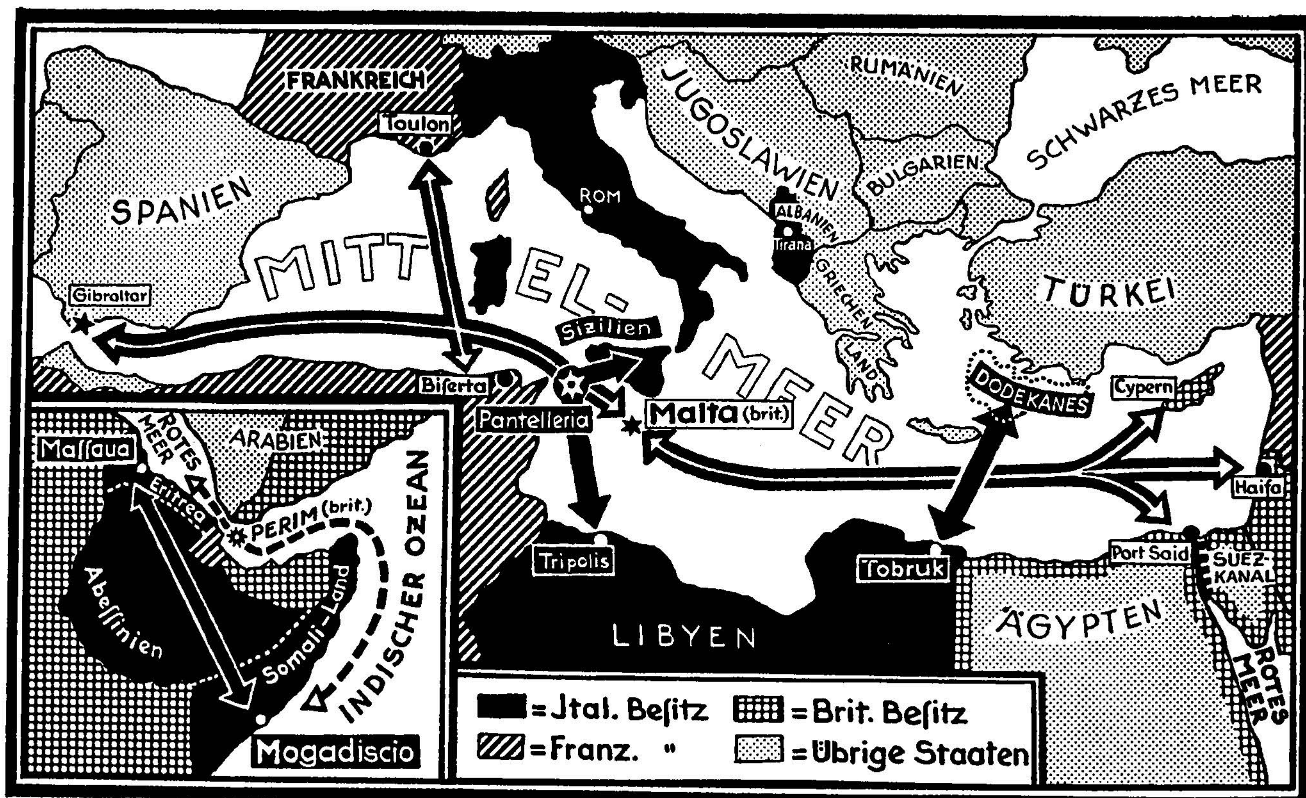
Pour les Anglais germanophiles, cette collaboration germano-turque était positive, car, ainsi, l'Allemagne s'intercalait entre l'Empire britannique et la Russie, empêchant du même coup tout choc frontal entre les deux impérialismes. La Turquie, affaiblie, surnommée depuis quelques décennies "l'homme malade de l'Europe", ne risquait plus, une fois sous la protection germanique, de tomber comme un fruit mûr dans le panier de la Russie.

Le contentieux anglo-allemand s'est également porté en Afrique. L'Angleterre échangera ainsi Heligoland en Mer du Nord contre Zanzibar, prouvant par là que l'Océan Indien était plus important à ses yeux que l'Europe. Ce qui corrobore les thèses d'Homer LEA. Lorsqu'éclate la Guerre des Boers en Afrique Australe, l'Angleterre craint que ne se forge une alliance entre les Boers et les Allemands, alliance qui ferait basculer l'ensemble centre-africain et sud-africain hors de sa sphère d'influence. L'hostilité à l'indépendance sud-africaine et à l'indépendance rhodésienne (à partir de 1961 et 1965) dérive de la crainte de voir s'instaurer un ensemble autonome en Afrique australe, qui romperait tous ses liens avec la Couronne et s'instaurerait comme un pôle germano-hollando-anglo-saxon aussi riche et aussi attirant que les Etats-Unis. En 1961 et en 1965, les craintes de l'Angleterre étaient déjà bien inutiles (l'Empire glissait petit à petit dans l'oubli); en revanche, les Etats-Unis ont tout intérêt à ce qu'un tel pôle ne se constitue pas car, pacifié, il attirerait une immigration européenne qui n'irait plus enrichir le Nouveau Monde.

Mais revenons à l'aube du siècle. Offensive, la diplomatie anglaise obligera l'Allemagne à renoncer à construire le chemin de fer irakien au-delà de Basra, localité située à une centaine de kilomètres des rives du Golfe Persique. De surcroît, l'Angleterre impose ses compagnies privées pour l'exploitation des lignes fluviales sur le Tigre et l'Euphrate. L'Allemagne est autorisée à jouer un rôle entre le Bosphore et Basra, mais ce rôle est limité; il est celui d'un "junior partner" à la remorque de la locomotive impériale britannique. L'analogie entre cette politique anglaise d'avant 1914 et celle, actuelle, des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe est similaire.

L'Océan Indien vu par Homer Lea. Cette carte (datant de 1912) garde toute sa validité. L'Inde reste la clef de voûte de la zone couverte par l'Océan Indien. On aperçoit la ligne Port Saïd-Téhéran-Kaboul que ne devaient franchir ni les Russes ni les Allemands. Diego Garcia constitue réellement le point central de la masse océanique représentée par l'Océan Indien, et cette position demeure toujours d'une haute importance stratégique. Homer Lea avait également découvert l'importance du triangle Seychelles-Diego Garcia-Maurice. Les stratèges américains actuels semblent avoir médité scrupuleusement ses écrits.





Vu par Walther Pahl en 1937, le rôle de l'Italie dans l'espace méditerranéen. Rome coupe la ligne Gibraltar-Port Saïd à hauteur de Pantelleria, position aussi importante stratégiquement que Malte, aux mains des Britanniques. La ligne Gibraltar-Port Saïd constituait, pour la Grande-Bretagne impériale, le point le plus névralgique de la route des Indes. Le souci des Britanniques était d'assurer la fluidité de cette ligne et d'éliminer les obstacles qui pourraient y survenir. Quand l'Italie mussolinienne s'empare de l'Ethiopie, la Grande-Bretagne doit constater que Rome risque d'être présente sur la façade ouest de l'Océan Indien.

La règle d'or de la stratégie britannique concernant la rive nord de l'Océan Indien se résume à ceci: l'Allemagne ne doit pas franchir la ligne Port-Saïd/ Téhéran et la Russie ne doit pas s'étendre au-delà de la ligne Téhéran/Kaboul. Cette politique anglaise est une politique de "containment" avant la lettre.

Dominer le sous-continent indien implique de dominer un "triangle" maritime dont les trois sommets sont les Seychelles, l'Ile Maurice et Diego Garcia. Homer LEA a dressé une carte remarquable, nous montrant les lignes de force "géostratégiques" de l'Océan Indien et l'importance de ce "triangle" central. Rien n'a changé depuis et les Américains le savent pertinement bien. La puissance qui deviendra maîtresse des trois sommets de ce triangle dominera toute la "Mer du Milieu", autrement dit l'Océan Indien. Et si, par hasard, c'était l'URSS qui venait à dominer ce "triangle" et à coupler cette domination maritime à la domination continentale qu'elle exerce déjà en Asie Centrale et en Afghanistan, on imagine immédiatement le profit qu'elle pourra en tirer.

"Le danger italien"

L'Italie devient "dangereuse", aux yeux de l'Angleterre, à partir du moment où elle tente d'entreprendre ou entreprend la conquête de l'Ethiopie. Par cette conquête, elle confère un "hinterland" à sa colonie somalienne et consolide, dans la foulée, sa position sur l'Océan Indien, opérant une percée dans "l'arc" Port Elisabeth/Perth, équivalente à la percée allemande dans le Golfe Persique et dans la Péninsule Arabique. Par ailleurs, la politique italienne de domination de la Méditerranée menace, en cas de conflit, de couper la "route des Indes", c'est-à-dire la ligne Gibraltar/Suez. Cette éventualité, c'était le cauchemar de l'Angleterre.

La menace japonaise

Quant au danger japonais, il résultait de l'acquisition, par le Japon, après la première guerre mondiale, de la Micronésie auparavant allemande. Au milieu de cette immense Micronésie, se situait la base de Guam, américaine depuis le conflit de 1898 entre les Etats-Unis et l'Espagne. Entre Guam et les Philippines, également américaines, les Japonais avaient construit la base aéronavale de Palau, proche des avant-postes britanniques de Nouvelle-Guinée et au centre du triangle Guam-Darwin (en Australie)-Singapour. Comme le Japon souhaitait la création d'une vaste zone de co-prospérité asiatique, risquant d'englober l'Indonésie et ses champs pétrolifères susceptibles d'alimenter l'industrie japonaise naissante, les Anglais craignaient à juste titre une "menace jaune" sur l'Australie et la conquête de la façade orientale de l'Océan Indien, moins solidement gardée que la façade afro-arabe.

Mais la menace qui pesait sur l'équilibre impérial britannique ne provenait pas seulement des agissements japonais ou italiens, mais aussi et surtout des mouvements de libération nationale qui s'organisaient dans les pays arabe (et notamment en Egypte) et dans les pays de l'Asie du Sud-Est. Les Anglais savaient très bien que les Allemands (très populaires auprès des Arabes et des Indiens), les Italiens et les Japonais n'auraient pas hésité à soutenir activement les révoltes "anti-impérialistes" voire à s'en servir comme "chevaux de Troie". Et effectivement, pendant la seconde guerre mondiale, Japonais et Allemands ont recruté des légions indiennes ou soutenu des révoltes comme celle des officiers irakiens en 1941.

La géopolitique de Haushofer

Indépendamment des idées fixes d'Hitler, la géopolitique allemande, impulsée par Karl Ernst HAUSHOFER, esquisse, entre 1920 et 1941, un projet continental eurasien, c'est-à-dire un élargissement du "jus publicum europaeum" à toute le masse continentale eurasienne et africaine. Ce "jus publicum europaeum", défini par le juriste Carl SCHMITT, implique la création d'un espace sur lequel les différends politiques entre les Etats sont atténués selon des règles de courtoisie, éliminant les volontés exterminatrices et posant l'adversaire comme un adversaire temporaire et non un adversaire absolu. La géopolitique de HAUSHOFER comprenait notamment les trois projets suivants:

1) Gestion du Pacifique par le Japon, suivant le principe qu'une zone de co-prospérité économique ne doit jamais être unifiée sous l'égide d'une puissance étrangère à cet espace.

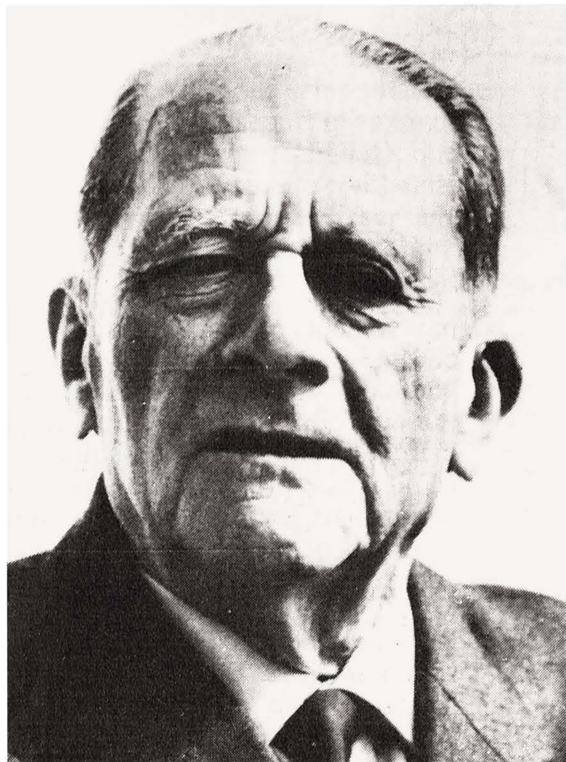
2) Alliance des Européens avec les indépendantistes turcs, iraniens, afghans et indiens, de façon à élargir la zone de sécurité européenne. Avec ce projet naît l'idée d'un axe "alexandrin", partant des Balkans pour s'élancer vers l'Indus et même au-delà. Nous l'appeleront "diagonale", car cette ligne part de l'Islande et traverse en diagonale la masse continentale eurasienne, telle qu'elle se perçoit sur une planisphère à la Mercator.

3) Formation d'un bloc eurasien porté sur trois piliers: l'Allemagne avec son armée de terre et sa flotte, constituée selon les règles de Tirpitz; l'URSS comme gardienne du cœur de la masse continentale; le Japon comme organisateur du Pacifique. Cette triple alliance doit créer une "Doctrine de Monroe" eurasienne, dirigée contre les immixtions américaines en Europe et en Asie.

Pour HAUSHOFER comme pour SCHMITT, ce projet vise la constitution d'un "nomos" eurasien où l'Europe (Russie comprise) pratiquerait une économie de semi-autarcie et d'auto-centrage, selon les critères en vigueur dans l'Empire Britannique. Fédéraliste à l'échelle de la grande masse continentale, ce projet prévoit l'autonomie culturelle des peuples qui y vivent, selon les principes en vigueur en Suisse et en URSS (qui est, ne l'oublions pas, une confédération d'Etats). Même si en URSS, le principe fédéral inscrit dans la constitution et hérité de la pensée de LENINE a connu des entorses déplorables, dont souffre d'ailleurs l'ensemble, surtout sur le plan du développement économique. HAUSHOFER agit ici en conformité avec les désirs de la "Ligue des Peuples Opprimés", constituée en Allemagne et à Bruxelles au début des années 20. HAUSHOFER pratiquait, à son époque, un "tiers-mondisme" réaliste et non misérabiliste, c'est-à-dire réellement anti-colonialiste. Le "tiers-mondisme" des Occidentaux, chrétiens ou laïcs, d'après 1945 cache, derrière un moralisme insipide, la volonté d'imposer aux peuples d'Afrique et d'Asie un statut de néo-colonialisme.

HAUSHOFER se heurtera à HITLER qui souhaite l'alliance anglaise ("Les Anglais sont des





Trois figures allemandes hostiles à l'impérialisme britannique: Haushofer, le Général géopoliticien; Tirpitz, l'Amiral père de la flotte impériale allemande chère au Kaiser et Carl Schmitt, auteur de "Terre et Mer" (trad. franç.: Le Labyrinthe, Paris, 1985), petit ouvrage signalant l'opposition pluriséculaire entre la puissance continentale et la puissance maritime. Une méditation sur le devenir du monde qui prendrait assise sur leurs travaux permettrait de sortir de l'impasse actuelle.

Nordiques") et la colonisation de la Biélorussie et de l'Ukraine ("Espace vital pour l'Allemagne"). Ce double choix de HITLER ruine le projet d'alliance avec les indépendantistes arabes et indiens et saborde la "Triplice" eurasienne, avec l'Allemagne, l'URSS et le Japon. Alors que STALINE était un chaleureux partisan de cette solution. C'est dans ces erreurs hitlériennes qu'il faut percevoir les raisons de la défaite allemande de 1945. ROOSEVELT, grand vainqueur de 1945, avait parfaitement saisi la dynamique et cherché à l'enrayer. Il a poursuivi deux buts: abattre l'Allemagne et le Japon, puissances gardiennes des façades océaniques (Atlantique et Pacifique) et éliminer l'autonomie économique du "Commonwealth". Face aux Etats-Unis, il ne resterait alors, espérait Roosevelt, qu'une URSS affaiblie par sa guerre contre l'Allemagne et les divisions de chars de von MANSTEIN.

Le rôle des Etats-Unis dans l'histoire de ce siècle est d'empêcher que ne se constituent des zones de co-prospérité économique. La guerre contre Hitler et la nazisme, la guerre contre le Japon le confirment. Immédiatement après la deuxième guerre mondiale, la guerre froide cherchait à mettre l'URSS à genoux car elle refusait le Plan Marshall, conjointement avec les pays est-européens. Ipso facto, une sphère de co-prospérité est-européenne voyait le jour, ce qui portait ombrage aux Etats-Unis. Face à la CEE, autre sphère économique plus ou moins auto-centrée, l'attitude des Etats-Unis sera ambigüe: elle favorise sa création de façon à rationaliser l'application du Plan Marshall mais s'inquiète régulièrement des tendances "gaullistes" ou "bonaparto-socialistes" (l'expression est de l'économiste britannique Mary KALDOR). Actuellement, la guerre économique bat son plein entre les Etats-Unis et la CEE dans les domaines de l'acier et des denrées agricoles. La nouvelle guerre froide inaugurée par REAGAN vise à empêcher un rapprochement entre Européens de l'Est et Européens de l'Ouest, donc à renouer avec la tradition haushoferienne ou avec une interprétation plus radicale de la Doctrine HARMEL.

Cette synthèse entre l'analyse géopolitique haushoférienne, le gaullisme de gauche et la Doctrine Harmel, nous espérons ardemment qu'elle se réalise pour le salut de nos peuples. Nous voulons une politique d'alliance systématique avec les peuples de la Diagonale, que nous évoquions plus haut. L'Océan Indien doit être libéré de la présence américaine au même titre que l'Europe de l'Ouest, ce qui réduira à néant la psychose de l'encerclement qui sévit en URSS et fera donc renoncer ce pays aux implications désastreuses de l'aventure afghane; ainsi, Moscou pourra s'occuper de son objectif n°1: la rentabilisation de la Sibérie.

Après 1945, l'Europe a perdu ce réalisme géopolitique. Le réalisme, dans sa traduction "nationaliste", est en revanche réapparu dans le "Tiers-Monde". Il était l'héritier direct des mouvements qui, aux Indes ou dans le monde arabo-musulman, s'étaient dressés entre 1919 et 1945 contre la tutelle britannique. En 1947, l'Inde acquiert l'indépendance. La clef de voûte du système impérial britannique s'effondre, entraînant le reste à sa suite. En 1949, la victoire de MAO en Chine empêche les Etats-Unis d'organiser la Chine comme un marché/débouché de 700 millions de consommateurs, au profit de l'industrie américaine. L'Indonésie proclame elle aussi son indépendance. En 1952, MOSSADEGH cherche à nationaliser les pétroles anglo-américains d'Iran. En 1954, les populations rurales d'Algérie se révoltent contre l'Etat Français qui s'était servi de leurs meilleurs hommes pour lutter contre l'Allemagne (par ailleurs alliée des Arabes) et n'accordait pas l'égalité des droits entre Musulmans d'une part et Juifs et Chrétiens d'autre part. La même année, NASSER renverse la monarchie corrompue du roitelet FAROUK et annonce son intention de nationaliser le Canal de Suez. En 1955, les non-alignés se réunissent à Bandoeng pour proclamer leur "équi-distance" à l'égard des blocs. A partir de 1960, l'Afrique se dégage des tutelles européennes, pour retomber rapidement sous la férule des multinationales néo-colonialistes. En Amérique Latine, les nationalismes de libération s'affirment, surtout à l'ère péroniste en Argentine. Tous ces mouvements contribuent à venger la défaite de l'Europe et continuent la lutte contre l'idéologie du "One-World" de ROOSEVELT. Même sous l'étiquette communiste comme au Vietnam.

Dans cette lutte globale, que se passera-t-il plus particulièrement dans l'Océan Indien? Le retrait des Britanniques laisse un "vide". Cette crainte du "vide" est le propre des impérialismes. En effet, pourquoi n'y aurait-il pas un "vide" dans l'Océan Indien? Dans l'optique des "super-gros", les vides génèreraient des guerres et la "sécurité internationale" risquerait de s'effondrer s'il n'y a pas arbitrage d'un super-gros. Les Etats riverains de l'Océan Indien ont certes connu des conflits dans la foulée de la décolonisation mais ces conflits n'ont pas l'ampleur d'une guerre mondiale et sont restés limités à leurs cadres finalement restreints. Le risque de voir dégénérer un conflit en cataclysme mondial est bien plus grand quand une super-puissance s'en mêle directement. La meilleure preuve en sont les deux guerres mondiales où l'Empire Britannique exerçait trop de responsabilités politiques et militaires dans l'Océan Indien et ailleurs, sans avoir toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour une tâche d'une telle ampleur. Toute concurrence, même légitime, toute velléité d'indépendance de la part des peuples colonisés étaient perçues comme "dangereuses". Derrière le mythe éminement "moral" de la sécurité internationale arbitré obligatoirement par Washington ou par Moscou (et finalement plus souvent par Washington que par Moscou) se cache une volonté hégémonique, une volonté de geler toute évolution au profit du duopole issu de Yalta et de Potsdam. Il n'y a "danger" que si l'on considère "sacré"



Le Ministre iranien Mossadegh qui, dès 1952, souhaitait la nationalisation des pétroles persans et le départ des Britanniques et des Américains. Ces derniers ont tout mis en œuvre pour qu'il quitte le pouvoir. Les indépen-dantistes iraniens sont revenus au pouvoir avec Khomeiny, en abandonnant, dans la foulée, le laïcisme de Mossadegh et en adoptant un discours religieux.

l'ordre économique mondialiste, intolérant à l'égard de toute espèce de zone semi-autarcique auto-centrée, à l'égard de toute zone civilisationnelle imperméable aux discours et aux modes d'Amérique. HAUSHOFER croyait, à l'instar de SCHMITT ou de Julien FREUND, que la conflictualité était une donnée incontournable et que les volontés de biffer cette conflictualité constituaient un refus du devenir du monde, de la mobilité et de l'évolution. Ainsi, sur la base de cette philosophie de la conflictualité, la diversité issue des indépendances nationales acquises par les pays riverains de l'Océan Indien est la seule légitime, même si elle engendre des conflits localisés.

C'est parce qu'ils ne voulaient pas qu'une autre grande puissance prenne le relais des Britanniques que GANDHI et NEHRU proclamaient que la souveraineté était leur but principal. Mais, cette souveraineté indienne, optimalement viable que si les eaux de l'Océan Indien ne sont pas sillonnées par les flottes des super-puissances, s'est revue menacée par l'arrivée, d'abord discrète, des Américains et des Soviétiques. Les Américains s'empareront de Diego Garcia, îlot dont nous avons déjà évoqué l'importance stratégique. Or qui tient Diego Garcia, tient un des sommet du triangle océanique qui assure la maîtrise de la Mer du Milieu. Les USA reprennent ici pleinement le rôle de la thalassocratie britannique. A cette usurpation, les riverains ne pourront opposer qu'une philosophie du désengagement, du non-alignement. Ainsi, l'Ile Maurice, soutenue par l'Inde, revendiquera la pleine possession de Diego Garcia. Le Président malgache Didier RATSIRAKA réduira à 2,5% la part du commerce extérieur de son pays avec les super-gros. Le Président des Seychelles, France-Albert RENE, a pris pour devise: "Commercer beaucoup avec les petits, très peu avec les gros". Les Maldives accorderont une base navale à l'Inde. L'Inde s'est donné l'armement nucléaire pour protéger son non-alignement.

Quelles attitudes prendre en Europe?

Face à ce courageux indépendantisme des Malgaches, Seychellois et Maldiviens, quelle attitude doit prendre l'Europe? Les choix positifs possibles sont divers.
1. Il y a l'option dite "gaulliste de gauche" qui reste exemplaire même si, en France, l'indépendantisme gaulliste est bel et bien mort. L'écrivain politique qui exprime le mieux cette option est Paul-Marie de la GORCE. Il se réfère au discours prononcé par DE GAULLE à Pnom-Penh en 1966 et estime que la France doit se positionner contre les Empires, aux côtés des peuples opprimés. P.M. de la GORCE rejoint ici l'option de HAUSHOFER et de la Ligue des peuples opprimés. Pour Edmond JOUVE, avocat du dialogue euro-arabe, il faut opposer une philosophie du droit des peuples à la philosophie individualiste et occidentale des droits de l'homme. Ces deux auteurs, situés dans la mouvance du "gaullisme de gauche", doivent nous servir de référence dans l'élaboration de notre géostratégie.

2. Il y a l'option suédoise, portée par Olof PALME, récemment assassiné. La Suède a ainsi préconisé le non-alignement, s'est donné une industrie militaire autonome et s'est faite l'avocate de la création, en Europe, de "zones de Paix". Malheureusement, cette option suédoise, contrairement à l'option gaulliste, a avancé ses pions sous le déguisement de l'idéologie iréniste soixante-huitarde, décriée et démonétisée aujourd'hui. Cette politique poursuivie par PALME doit désormais être analysée au-delà des manifestations de cette idéologie dépassée et finalement fort niaise. Derrière le visage d'un PALME arborant la petite main des One-Worldistes de SOS-Racisme ("Touche pas à mon pote"), il faut reconnaître et analyser sa politique d'indépendance. PALME cherchait des débouchés pour ses industries dans le Tiers-Monde, de manière à assurer leur viabilité parce que d'autres pays européens refusaient de collaborer avec les Suédois. On l'a vu chez nous avec le "marché du siècle" où trois avions étaient en lice pour figurer aux effectifs des aviations néerlandaise, belge, danoise et norvégienne. Un SAAB suédois, un Mirage français et le F-16 américain. C'est bien entendu ce dernier qui a été choisi. Si les Etats scandinaves et bénéluxiens avaient choisi l'appareil suédois, il se serait créé en Europe une industrie autonome d'aéronautique militaire. Aujourd'hui, SAAB ne peut plus concurrencer les firmes américaines qui, grâce à ce contrat, ont pu financer une étape supplémentaire dans l'électronique militaire. Pour sauver les meubles, la Suède a dû pratiquer une fiscalité hyper-lourde qui donne l'occasion aux écœurants adeptes du libéralisme égoïste et anti-politique de dénigrer systématiquement Stockholm. Quand PALME et les Suédois parlaient de "zones de Paix", ils voulaient des zones dégagées de l'emprise soviétique et américaine où les industries intérieures à ces zones collaboreraient entre elles. Pour les Suédois, la Scandinavie ou les Balkans pouvaient

constituer pareilles zones. Vu la politique militaire suédoise, ces zones auraient dû logiquement se donner une puissance militaire dissuasive et non végéter dans l'irréalisme pacifiste.

Pour l'Europe: un programme de libération continentale

Favoriser un changement en Europe, c'est déployer un programme de libération continentale. Il n'y a pas de changement possible sans grand dessein de ce type. La libération de notre continent implique comme premier étape la constitution de zones confédératives comme la Scandinavie (Islande, Norvège, Suède, Danemark, Finlande), les Balkans (Grèce, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie), la Mitteleuropa (Bénélux, RDA, RFA, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Autriche). L'Italie, l'Espagne (avec le Portugal) et la France constituant des espaces suffisamment grands dans l'optique de cette première étape. L'idée d'une confédération scandinave a été l'axe central de la politique suédoise depuis 1944. La découverte d'archives datant de cette année vient de prouver que la Suède comptait mobiliser 550.000 soldats pour libérer le Danemark et la Norvège et pour éviter, par la même occasion, qu'Américains, Britanniques et Soviétiques ne s'emparent de territoires scandinaves. Dans cette optique, la Scandinavie devait rester aux Scandinaves.

Depuis l'économiste NAUMANN, qui rédigea un projet de "Mitteleuropa" en 1916, l'idée d'une confédération de type helvétique s'appliquant aux pays du Bénélux, aux Allemagnes et aux restes de la monarchie austro-hongroise s'était évanouie dans le sillage du Traité de Versailles, des crises économiques (1929) et de la parenthèse hitlérienne. Les Etats du Bénélux avaient préféré se retirer du guêpier centre-européen et opté pour le rapprochement avec les monarchies scandinaves. Albert Ier soutenait le Pacte d'Oslo (1931) et le futur Léopold III épouse une princesse suédoise, Astrid, pour sceller ce projet. Aujourd'hui, en Allemagne, l'idée d'une confédération centre-européenne revient dans les débats. Ce sont le Général e.r. Jochen LöSER et Ulrike SCHILLING qui ont rédigé un premier manifeste, visant en fait à élargir le statut de neutralité de l'Autriche aux deux Allemagnes, à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie, à la Pologne et aux Etats du Bénélux. Cette zone assurerait par elle-même sa défense selon le modèle suisse et les théories militaires élaborées par le Général français BROSSOLET, par l'ancien chef d'Etat-Major autrichien Emil SPANOCCHI, par LöSER lui-même et par le polémologue Horst AFHELDT. L'armée serait levée sur place, les communes seraient responsables de la logistique et d'un matériel entreposé aux commissariats de police ou de gendarmerie. Les missiles anti-chars, type MILAN, constitueraient l'armement des fantassins, de même que des missiles anti-aériens, types SAM 7 ou Stinger. Ces troupes, en symbiose avec la population, disposeraient également de chars légers, types Scorpion ou Wiesel (aéroportables). La réorganisation des armées centre-européennes aurait ainsi pour objectif de transformer le cœur géopolitique de notre continent en une forteresse inexpugnable, à lui impulser la stratégie du "hérisson", contre lequel tout adversaire buterait. Cette logique strictement défensive se heurte surtout au refus de Washington et à la mauvaise volonté américaine car la hantise de la Maison Blanche, c'est de voir se reconstituer une Europe semi-autarcique, capable de se passer des importations américaines, agricoles ou industrielles.

Dans les Balkans, les projets de rapprochement ont été sabotés par Moscou dès 1948, lors du schisme "titiste". TITO accepte le Plan Marshall et prône les voies nationales vers le socialisme. Il vise le regroupement des Etats balkaniques en une confédération autonome, calquée sur le modèle du fédéralisme yougoslave. L'URSS craignait surtout l'intervention britannique dans cette zone: c'est ce qui explique son hostilité au titisme. Aujourd'hui, après les incessantes velléités roumaines d'indépendance, Moscou semble prête à assouplir sa position. Washington, en revanche, voit d'un très mauvais oeil la bienveillance de PAPANDREOU à l'endroit du projet de confédération balkanique. D'où la propagande anti-grecque, orchestrée dans les médias occidentaux.

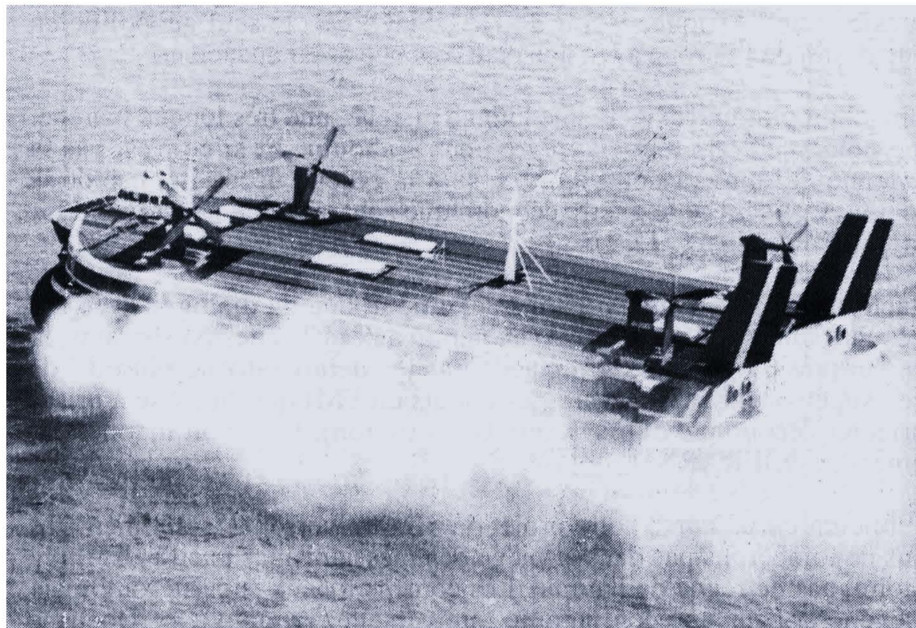
La France a connu la "troisième voie" gaullienne, a mis l'accent sur sa souveraineté. Cette option gaullienne bat de l'aile aujourd'hui. Pour la concrétiser, la France devrait adopter le projet de "parlement des régions et des professions" de certains cercles gaullistes, mode de gestion qui rapprocherait les gouvernés des gouvernants de manière plus directe que l'actuelle partitocratie ("La Bande des Cinq", LE PEN inclu). Ce rapprochement permettrait également d'adopter le système militaire par "maillage du territoire national", préconisé par

BROSSOLET ou COPEL. Ce système transformerait le territoire français en une forteresse pareille au "Burg" helvétique. De plus, les jeunes conscrits français effectueraient leur service militaire près de leur domicile et l'ensemble du territoire serait également défendu, en évitant la concentration de troupes en Alsace et en Lorraine. Car pour la France comme pour l'Europe, le danger ne vient plus de l'Est mais de l'Ouest. En prenant acte de cette évidence, la France hérite d'une mission nouvelle: celle d'être la gardienne de la façade atlantique de l'Europe. Sa Marine a un rôle européen capital à jouer. Ses sous-marins nucléaires seront les fers de lance de la civilisation européenne, les épées du nouveau "jus publicum europaeum" contre les menaces culturelles, économiques et militaires venues de Disneyland, de la Silicon Valley, du Corn Belt et du Pentagone. Parallèlement, la France doit reprendre ses projets d'aéroglisseurs et de navires à effet de surface ("NES" et "Jet-foils"). Ces projets ont été honteusement abandonnés, alors que les Américaines et les Soviétiques misent à fond sur ces armes du XXIème siècle. La France déployerait ainsi ses sous-marins et sa flotte et rendrait l'approche de ses côtes impossible grâce à une "cavalerie marine" de NES et d'aéroglisseurs. La figure symbolique du combattant français de demain doit absolument devenir le soldat de la "Royale", le sous-marinier, le cadet de la mer, le fusilier-marin, le "missiliste" des NES. Le théoricien militaire de cette revalorisation du rôle de la marine française est l'Amiral Antoine SANGUINETTI.

Telles sont les prémisses de notre "nouvelle doctrine HARMEL". Une doctrine qui, comme celle qu'avait élaborée le conservateur liégeois dans les années 60, se base sur un concept d'Europe Totale et cherche à détacher les Européens (de l'Est comme de l'Ouest) de leurs tuteurs américains et soviétiques. Cette doctrine préconise le dialogue inter-européen et rejette la logique de la guerre froide. Elle implique, parallèlement, une diplomatie de la main ouverte aux peuples qui veulent, partout sur la planète, conserver leur autonomie et leurs spécificités. En conclusion: la collaboration harmonieuse entre l'Europe et le "Tiers-Monde" passe par l'effondrement du statu quo en Europe. Par la mort de Yalta.

Que faire?
Notre projet de "paix universelle"

Les hommes et les femmes lucides d'Europe doivent dès aujourd'hui se poser la question de LENINE: *que faire?* Eh bien, il faut lutter contre le statu quo, puis reprendre la perspective de HAUSHOFER. Il faut viser la libération de la "diagonale", depuis l'Islande jusqu'à la Nouvelle Zélande. Sur cette ligne, devront se créer des zones semi-autarciques auto-centrées, indépendantes de Washington et de Moscou avec, en Afrique: une confédération saharienne (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye), avec, en Europe, neuf confédérations se juxtaposant (Iles Britanniques, Scandinavie, Mitteleuropa, France, Ibérie, Italie, Suisse, Balkans, URSS), avec une Turquie libérée de sa sanglante dictature otanesque, un Moyent-Orient soudé selon les principes nasseriens, un Iran stabilisé dans la "troisième voie" qu'il s'est choisie en



Une arme de demain: les aéroglisseurs militaires. Les Soviétiques ont le plus d'avance en cette matière, mais les Américains les talonnent de très près depuis quelques années. L'Europe est à la traine: les Britanniques abandonnent leurs projets et les Français, dont la vocation devrait être de protéger la façade atlantique de la forteresse Europe, n'y consacrent que trop peu d'attention.




L'expédiant à l'Ouest comme à l'Est: les dictatures militaires pour sauver des régimes économiques désuets, obsolètes et moribonds. Le Polonais Jaruselsky et le Turc Evren servent à maintenir un statu quo, à mettre l'histoire au frigo, au bénéfice des super-gros.

expulsant son Bokassa de "Shah", un Afghanistan libre de toute tutelle (c'est là notre principal litige avec l'URSS), un Pakistan débarrassé de l'influence américaine (ce qui ne sera possible que si les Soviétiques évacuent l'Afghanistan), une Fédération Indienne dotée de son armement nucléaire, de son arsenal autonome en croissance progressive et son armée magnifiquement disciplinée de plus d'un million de soldats, avec une zone de coprospérité dans l'Océan Indien (Seychelles, Maldives, Maurice, Réunion, Madagascar, Somalie, Yémen), avec, enfin, une zone de co-prospérité australo-néo-zélandaise. Cette dernière zone constitue un souhait de plus en plus répandu en Australie et en Nouvelle-Zélande, où la population n'a nulle envie de troquer la tutelle britannique défunte contre une nouvelle tutelle américaine. Tel est le vœu de David Lang, Premier Ministre néo-zélandais et de la gauche neutraliste australienne. L'éclatement de l'ANZUS (pacte unissant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis) est souhaitable dans la mesure où il permettrait un développement semi-autarcique des Etats océaniens et la création de nouveaux flux d'échanges, non directement déterminés par les USA. Ces flux d'échanges pourraient éventuellement s'effectuer avec un Pacifique Nord dominé par le Japon et détacher partiellement ainsi l'Empire du Soleil Levant du système économique que lui imposent les Etats-Unis, avec la complicité de NAKASONE.

C'est par le désengagement de la "diagonale" Islande-Nouvelle-Zélande que s'affirmera l'indépendance de l'Eurasie et de l'Afrique, espoir de HAUSHOFER, le seul géopoliticien qui ait, jusqu'ici, pensé le destin de l'Europe avec une clairvoyance aussi audacieuse.

Certes, la réalisation d'un tel programme exigera une longue marche, une très longue marche. Mais l'avenir exige que nous mettions tout en œuvre pour y aboutir. Et si ce n'est pas la clairvoyance haushoferienne qui dictera notre agir, ce sera la cruelle nécessité, née de la misère économique que nous infligera cette guerre économique acharnée que nous livrent les Etats-Unis, épaulés par leurs séides.

Il y a bien sûr des obstacles: les Etats-Unis, l'Etat d'Israël qui, au lieu du dialogue avec ses voisins arabes et avec les Palestiniens, a choisi d'être un pantin aux mains des Américains, la dictature d'EVREN en Turquie (depuis lors remplacée par le "démocratisme musclé" de Turgut ÖZAL, politicien super-obéissant à l'égard des diktats du FMI qui, lui, vise à briser l'autarcie turque et à orienter l'économie du pays vers l'exportation), le verrou indonésien, oublieux du non-alignement de SOEKARNO.

La création d'un "jus publicum *eurasium* ", notre projet de paix universelle, n'éliminera pas les conflits locaux. Nous ne tomberons pas dans le piège des messianismes pacifistes. Il n'y aura pas de fin de l'histoire, pas de règne de l'utopie. Les conflits locaux subsisteront, mais en risquant moins de dégénérer dans une conflagration universelle. La nouvelle "Doctrine

REAGAN", qui prône un soutien aux peuples en révolte contre les amis de l'URSS ("Contras" au Nicaragua, rebelles afghans, Khmers hostiles aux Nord-Vietnamiens), est basée, elle aussi, sur l'idée qu'un monde irénique est une chimère. Pour l'Eurasie, un principe cardinal doit gérer le "jus publicum" que nous envisageons: la non-intervention des USA. A la "Doctrine de Monroe" américaine, il faut rétorquer par une "Doctrine de Monroe" eurasienne et africaine.

Robert STEUCKERS,
mai 1986.

Bibliographie

Robert CORNEVIN, *Histoire de la colonisation allemande*, PUF, Que sais-je? n°1331, Paris, 1969.
Paul-Marie de la GORCE, *La France contre les Empires*, Grasset, Paris, 1969.
Mohammad-Reza DJALILI, *L'Océan Indien*, PUF, Que sais-je? n°1746, Paris, 1978.
Guido GIANNETTINI, *Dietro la Grande Muraglia, la rivoluzione culturale, Il conflitto russo-cinese, La liquidazione del maoismo*, Ciacci Editore, Catanzaro, 1979.
Max GRÜHL, *Die Wiedergeburt des Imperiums. Entscheidungskampf im Mittelmeer? Eine geopolitische Abhandlung*, Schlieffen-Verlag, Berlin, 1937.
Karl HAUSHOFER, *Panasien*, in: *Jenseits der Großmächte*, B.G.Teubner, Leipzig/Berlin, 1932.
Karl HAUSHOFER, *Erfahrungs-Leitlinien zur Wehrgeopolitik des Indo-Pazifischen Raumes*, in: *Wehr-Geopolitik*, 1941.
Jochen HIPPLER, *"Amerika muß die Führung übernehmen...". USA, Militärpolitik und Dritte Welt. Ausgewählte Beiträge aus der amerikanischen Zeitschrift Counterspy*, Trikont Duisburg Verlagsgesellschaft, Duisburg, 1983. Plus particulièrement dans ce recueil: XXX, *David und Goliath im Indischen Ozean: Mauritius verlangt die Rückgabe des Stützpunktes Diego Garcia.*
Edmond JOUVE, *Le Tiers-Monde dans la vie internationale*, Berger-Levrault, Coll. "Mondes en devenir", Paris, 1983.
Homer LEA, *The Day of the Saxon*, Harper & Brothers, London/New York, 1912.
Homer LEA, *Vergessene weltpolitische Einsichten*, HeCHt-Verlag, Zürich, 1980. (traduction allemande remise à jour de "The Day of the Saxons").
Daniel LECOMTE, *La politique indépendantiste des Seychelles*, in: *Volonté Européenne*, n°9, Janvier 1985 (Bruxelles).
Bradford G. MARTIN, *German-Persian Diplomatic Relations, 1873-1912*, Mouton, 's Gravenhagen (Netherlands), 1959.
Claude NIGOUL / Maurice TORRELLI, *Les mystifications du nouvel ordre international*, PUF, Paris, 1984.
Walther PAHL, *Das politische Antlitz der Erde. Eine weltpolitische Atlas*, Wilhelm Goldmann Verlag, Leipzig, 1938.
Paul PEDECH, *La géographie des Grecs*, PUF, Paris, 1976.
Dr. Henri SCHMITTHENNER, *Les espaces vitaux et le conflit des civilisations*, Payot, Paris, 1953.
Gregor SCHÖLLGEN, *Imperialismus und Gleichgewicht. Deutschland, England und die orientalische Frage, 1871-1914*, R. Oldenburg Verlag, München, 1984.





"Un point d'appui pour soulever le monde" Géopolitique de l'Afrique australe

par Robert STEUCKERS

Depuis l'accession de Reagan au pouvoir, les Etats-Unis ont adopté une attitude "pragmatique" à l'égard de la RSA, ont décidé de pratiquer "a constructive engagement", à la condition expresse toutefois que l'Afrique du Sud renonce à son modèle de développement autonome et accepte les critères économiques dictés par l'Amérique, critères que celle-ci drape dans la "moralité". De manière expresse, les porte-paroles de la Maison Blanche ont déclaré que les propositions sud-africaines en matière de défense commune des eaux de l'Atlantique Sud et de l'Océan Indien passaient au second plan et que les réformes intérieures, c'est-à-dire l'abrogation de l'apartheid, constituaient l'objectif numéro un de la diplomatie américaine dans cette région du monde (Cf. "US policy on SA has a basic condition", *The Sunday Times*, 4/11/1984). C'est pourquoi, en dépit des propositions d'alliances militaires suggérées par la RSA, les Etats-Unis font pression sur leurs propres firmes pour qu'elles cessent d'investir en Afrique Australe.

Une subordination du militaire à la "morale"?

En guise de conclusion, nous serions tentés de dire que les Etats-Unis placent la "morale" au-dessus de leurs intérêts militaires les plus évidents... Mais une telle attitude contredit de manière trop flagrante les principes d'action les plus naturels de la diplomatie et les règles les plus élémentaires du "struggle for life" entre les nations. Il serait naïf de déclarer que les Etats-Unis pratiquent en Afrique Australe une diplomatie masochiste, contraire à leurs intérêts de grande puissance. Si les Etats-Unis placent aujourd'hui avec Reagan comme hier avec Carter la "morale" au-dessus d'une politique d'alliance militaire, c'est que leurs intérêts nationaux, en l'occurrence leurs intérêts économiques, coïncident avec cette subordination du militaire à la "morale".

Comment expliquer cette subordination, en apparence contraire à toute saine logique politique? Par l'histoire même de l'Afrique du Sud. Les "treks" des Boers entre 1835 et 1837 correspondent à une vieille nostalgie européenne, celle de former des républiques paysannes libres, autonomes, économiquement auto-centrées, purement agraires et libres de toute immixtion étrangère, notamment celle de la couronne britannique qui venait de s'arroger la Province du Cap. Une première guerre des Boers, en 1881, se termine par la déconfiture britannique. Entre-temps, les mines d'or connaissent

une expansion croissante, ce qui attire les capitaux internationaux et les convoitises des banquiers de Lombardstreet (la Wall Street du XIXème). Ce monde de la finance internationale incitera le gouvernement britannique à déclencher une seconde guerre des Boers, la plus connue, afin de s'emparer définitivement des deux républiques paysannes libres de l'Etat d'Orange et du Transvaal. Cette guerre atroce, qui inaugure tristement l'ère concentrationnaire, détruit 60% de la richesse nationale des républiques boers. La "liberté" au vieux sens européen du terme cède le pas à l'économie mondialiste: les républiques sont englobées dans le système économique mondial et perdent ipso facto leur autonomie. La famille Oppenheimer peut commencer à construire son empire capitaliste. Mais, dans les quatre "colonies" britanniques, la résistance nationale va contrecarrer ce projet. De 1910, année où ces quatre colonies deviennent un dominion, celui de l'Union Sud-africaine, jusqu'en 1961, où cette union proclame son indépendance totale à l'égard de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, le combat Boer n'a pas cessé contre le libéralisme mondialiste britannique.

L'affrontement de deux économies

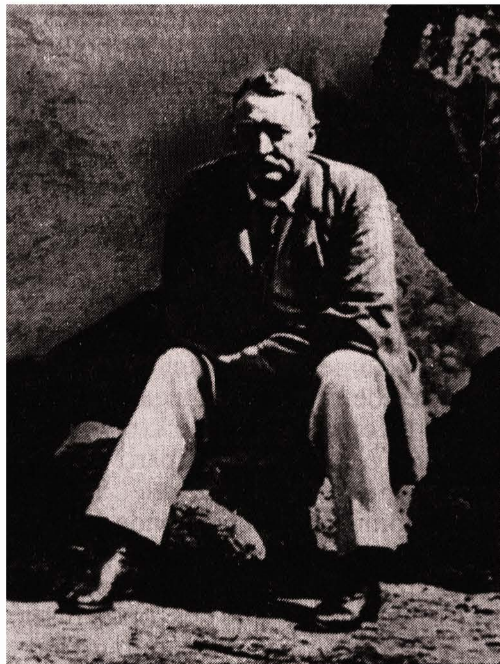
Aux Volkskongressen (congrès du Peuple) de 1938 et 1939, les nationalistes Kestell et du Plessis réclament la constitution d'une puissance économique autonome pour les Afrikaaners. Du Plessis, adepte d'un socialisme pragmatique et populiste, entonne un plaidoyer pour la création d'un capital coopératif. Et il ajoute: "une puissance d'argent basée sur du sable ne constitue nullement l'objectif de nos efforts, car cette puissance serait aux mains de l'étranger. Ce n'est pas là la voie qu'ont choisie les Afrikaaners". Dès cette époque, au-delà de la querelle raciale, deux économies vont s'affronter: l'économie mondialiste, portée par les Britanniques d'Afrique du Sud et par le système Oppenheimer et l'économie nationale, portée par les descendants des Trekkers. Sur le plan géopolitique, cette opposition va se révéler porteuse d'histoire.

Le défi de Cecil Rhodes

En effet, à cette époque où l'impérialisme est roi, Cecil Rhodes rêve de relier Le Caire au Cap par chemin de fer et de placer l'intégralité de cette ligne sous contrôle britannique. Pour réaliser ce plan, il faut sauter au-dessus de l'obstacle que constituent les deux petites républiques boers. La guerre des Boers se déclenchera dès lors pour trois raisons: 1) l'inclusion des mines d'or et de diamants dans la sphère d'une économie mondialisée, 2) l'annihilation d'un système politique de paysannat libre qui incite les peuples d'Europe à rejeter les jougs absolutistes et, enfin, 3) la réalisation du plan de Cecil Rhodes. Les Britanniques auront la rage de vaincre les deux républiques paysannes car ils savent que l'Europe, en son for intérieur, prend parti pour les Boers. Les Allemands y investissent des capitaux colossaux et construisent, avec l'aide des Hollandais, un chemin de fer entre Witwatersand et la côte mozambicaine de l'Océan Indien, sous juridiction portugaise. Cette ouverture sur une mer entièrement dominée par l'Empire britannique de trois puissances européennes est considérée par l'Angleterre comme un insupportable défi. C'est Bismarck, européocentriste, qui empêchera une

Deux antagonistes de l'époque de la Guerre des Boers: Krüger (à gauche) et Cecil Rhodes (à droite). Krüger représente un peuple qui cherche à réaliser son "utopie", c'est-à-dire à reproduire une société paysanne libre abritée derrière un discours biblique protestant. Cecil Rhodes représente le système impérial britannique, avec son économisme, talon de fer pour les peuples.







La Nation boer se dresse toute entière contre le capitalisme britannique appuyé par plusieurs divisions d'infanterie. Son armée authentiquement populaire tiendra longtemps les troupes de professionnels en échec. Il faudra inventer les camps de concentration et y parquer les familles des combattants pour faire capituler les armées des deux petites républiques.

coalition européenne contre l'Angleterre, arguant que l'équilibre de notre continent etait trop fragile pour être mis en jeu. L'Empereur d'Allemagne Guillaume II est, lui, moins prudent: il rappelle sans cesse les liens de sang qui unissent Boers et Allemands; à la suite d'un putsch avorté au Transvaal, fomenté par Rhodes, il congratule ouvertement le gouvernement Krüger et le félicite d'avoir contrecarré les visées britanniques. Les Boers s'imaginent dès lors que l'Allemagne interviendra à leurs côtés. L'Angleterre adopte la stratégie suivante: elle exige que les républiques donnent le droit de vote aux mineurs et chercheurs d'or blancs n'ayant pas la nationalité de l'Etat du Transvaal ou de l'Etat d'Orange. Krüger refuse pour la simple raison que son peuple n'est plus majoritaire dans son pays, du fait que le boom minier a draîné une population très hétérogène mais essentiellement blanche (les "Uitlanders") dans les villes nouvelles qui s'étendent comme des champignons. Krüger déclare au dernier messager britannique venu le voir: "Vous ne voulez pas le droit de vote, vous voulez nous voler notre pays!". La guerre éclate, l'Allemagne livre du matériel mais n'intervient pas directement, l'Europe prend parti pour les Boers mais l'Angleterre emporte la victoire.

Lénine pour l'apartheid?

Mais cette victoire n'imposera pas définitivement le principe d'égalité, c'est-à-dire, en fait et nonobstant la coloration "morale", la capitulation des fondateurs des deux républiques au profit des Britanniques. Cinq années après la signature du traité de paix, la démocratie de style britannique porte les anciens "jusqu'au-boutistes" Botha, Smuts et Hertzog au pouvoir. En 1910, le 31 mai, les deux républiques, la colonie du Cap et le Natal forment ensemble l'Union sud-africaine et adoptent une constitution ségrégationniste. Tous les Blancs y adhèrent, Britanniques comme Afrikaaners. Mais la lutte entre le principe libéral de mondialisation de l'économie et le principe autarcique des nationalistes boers n'est pas terminée pour autant. En 1922, les socialistes et les syndicalistes se révoltent contre l'admission de Noirs à certaines professions. Leur slogan: "Prolétaires de tous les pays, luttez pour une Afrique du Sud blanche!". Lénine approuve. La troupe tire sur les émeutiers. La morale à tirer, aujourd'hui, de cet événement historique, c'est qu'il y a soixante ou septante ans, la gauche prenait parti pour les Boers et la politique de ségrégation et la droite libérale favorisait l'intégration des races. Et de cette morale, nous devons tirer la leçon suivante: la situation actuelle en RSA ne peut en aucun cas s'analyser selon les schémas manichéens que propagent les médias d'Occident. Le clivage gauche/droite est ici également inopérant: la gauche ouest-européenne, avec des théoriciens comme Lipietz du parti des Verts à Paris, Grjébine proche du CERES, Lambert de la *Revue Nouvelle* et du parti Ecolo à Bruxelles, Werner Mayer-Larsen du *Spiegel,* Philippe Messine du *Monde Diplomatique,* Samir Amin, l'économiste égyptien qui réclame la déconnexion des économies du Tiers-Monde par rapport au système mondial, etc., cette gauche donc, s'est faite, avec raison, l'avocate de l'auto-centrage de nos économies, favorise les projets d'investissements locaux ou grand-européens et prône, à l'instar des Kathedersozialisten du XIXème, l'autarcie européenne. Comment peut-elle dès lors refuser aux Boers ce qu'elle réclame pour la classe ouvrière européenne? A droite, où l'on aime aujourd'hui se pavaner dans les frusques du libéralisme, version XVIIIème, on n'est pas plus logique quand on défend l'Afrique du Sud. Quand un Jean-Marie Le Pen, ou tout

autre polémiste, politicien ou journaliste dit de "droite", manifeste sa solidarité avec l'Afrique du Sud conjointement à son hostilité aux syndicats français, on est parfaitement en droit de lui demander quelle est la logique de ce bricolage de slogans? Et on est en droit de lui poser une question perfide: que pensez-vous, Monsieur Le Pen, en tant qu'historien, de la révolte des ouvriers sud-africains de 1922?

Une très grande Afrique du Sud

Mais ce pilpoul des cafés de commerce européens nous occulte l'enjeu réel que représente l'Afrique australe. Revenons à l'histoire. En s'affirmant petit à petit, entre 1910 et 1931, année où l'Union sud-africaine accède à l'indépendance formelle au sein du Commonwealth, les Afrikaaners chercheront à créer une plus grande Afrique du Sud, "a Greater South Africa". Première étape: l'absorption du Betschuanaland (l'actuel Botswana), du Swaziland et du Basutoland (l'actuel Lesotho). Deuxième étape: arriver à créer une grande confédération sud-équatoriale avec les possessions portugaises et le Congo belge (l'actuel Zaïre). Le projet renoue là avec une vieille idée allemande, celle de la Mittelafrika, s'étendant de l'Atlantique Sud à l'Océan Indien, de l'embouchure du fleuve Congo à Zanzibar. Pas étonnant dès lors que les Britanniques chercheront à tout prix à torpiller ce projet. Comment opèreront-ils? En essayant de créer un dominion fidèle au nord de l'Union, dominion rassemblant la Rhodésie du Nord (l'actuelle Zambie), le protectorat du Nyassaland (l'actuel Malawi) et la Rhodésie du Sud (l'actuel Zimbabwé). Pour les Britanniques, ce nouveau dominion plus aisément contrôlable servirait de barrage à l'expansion boer et surtout de pion contre la constitution d'une vaste zone semi-autarcique au sud de l'Equateur, indépendante du système d'échanges internes qu'était le Commonwealth.

Car c'est bien là que réside le problème sud-africain tout entier: le refus par les Britanniques d'abord, par les Américains ensuite, de voir se créer une zone totalement auto-suffisante dans l'hémisphère australe, capable de se passer de toute aide et de toute importation européenne ou américaine et, de surcroît, maîtresse des minerais. la stratégie de la balkanisation, celle de diviser pour régner, s'impose en Afrique équatoriale comme en Europe et surtout comme partout ailleurs sur le continent africain, ce qui a scellé l'effondrement de l'espoir panafricain, de la troisième voie panafricaine, dont rêvent tous les indépendantistes du continent noir. De plus, ce pôle austral se situerait à mi-chemin entre l'Australie et l'Amérique Latine, position géopolitique qui permettrait le contrôle de la circulation maritime de l'Atlantique Sud et de l'Océan Indien. La Grande-Bretagne impériale du début de ce siècle refusait à toute puissance l'accès direct à l'Océan Indien: ce fut le cas quand les Russes prirent pied en Asie Centrale, quand les Allemands construisirent le chemin de fer Berlin-Bagdad, quand les Italiens occupèrent l'Abyssinie. A fortiori, elle refusait qu'une de ses colonies, devenue indépendante, réitère la révolution américaine, se détache de la couronne et pratique une politique impériale dans une région où elle règne sans partage.

Les succès d'une diplomatie

Cette volonté d'empêcher le renforcement du pôle sud-africain, les Etats-Unis l'ont reprise à leur compte, tout en déclarant vouloir "a constructive engagement", un "engagement constructif". Ces dernières années en effet, la diplomatie sud-africaine avait enregistré des succès prometteurs. Le 16 février 1984, la RSA et l'Angola se mettent d'accord pour faire cesser les hostilités par personnes interposées entre les deux pays. L'Angola, avec ses 8,56 millions d'habitants est un pays agricole si riche qu'il pourrait être totalement suffisant. En plus, il possède du pétrole et une aile de son parti communisant au pouvoir (le MPLA) est prête à un dialogue plus reserré encore avec la RSA. Je me permets ici une petite question perfide: cette aile serait-elle la seule fidèle aux idées de Lénine? Le Malawi également est auto-suffisant au niveau alimentaire et entretient de bonnes relations avec la RSA. Le 16 mars 1984, Pieter Botha signe un pacte de bon voisinage et de non-agression avec le Mozambique de Samora Machel. Mais ce pacte est torpillé par les rebelles du RNM, qui font échouer le rapprochement entre les deux pays et la mise en œuvre d'une complémentarité industrielle. L'île Maurice entretient désormais de meilleures relations avec la RSA, grâce aux initiatives du leader social-démocrate Gaétan Duval, homme toutefois sérieusement contesté au sein de son propre parti.

Autre indice de l'hostilité des thalassocraties à l'encontre de la RSA: l'embargo rigoureux sur les ventes d'armes et de matériels, durant les années 60 et 70, notamment des pièces de rechange pour frégates et des hélicoptères anti-sous-marins de type Wasp. Pourtant, lors du Simonstown Agreement, pris à Londres en 1955, Britanniques et Sud-Africains étaient convenus de renforcer



Le Président du Mozambique, Samora Machel, est demeuré fidèle aux principes et aux souhaits de Lénine: voir se constituer en Afrique Australe une zone autarcique indépendante des métropoles capitalistes européennes et du système économique britannique en particulier. Le Mozambique et la RSA, malgré leurs différents, souhaitaient créer une sorte de marché commun en Afrique Australe.

substantiellement la marine de Pretoria et de mettre sur pied une force d'intervention capable d'agir au-delà des frontières sud-africaines. Ces accords londoniens ont été pris dans le cadre de l'OTAN, organisation qui tirait seule les bénéfices de l'opération, puisque la RSA mettait à l'entière disposition de l'Alliance Atlantique sa base navale de Simonstown. Certes les lignes maritimes sud-atlantiques n'étaient pas fréquentées, à l'époque, par les navires de guerre soviétiques. Ce qui ne faisait pas apparaître la région comme menacée. Au cours des années 60, la Grande-Bretagne retire ses navires de l'Atlantique Sud. Johnson décrète l'embargo sur les ventes d'armes en 1967 et interdit à l'US Navy de fréquenter les ports sud-africains. La riposte de Pretoria, qui tente de briser le boycott, prend en 1966 la forme d'une politique de dialogue avec les Etats latino-américains, appuyée par le Portugal encore maître de l'Angola et du Mozambique. L'Argentine est le premier Etat à répondre aux offres sud-africaines, suivie ensuite par le Brésil. En 1968 et en 1969, des manœuvres rassemblent les marines brésilienne, argentine, portugaise et sud-africaine. Le "Cinquième Empire", dont rêvait Dominique de Roux, prenait forme. Qui plus est, la RSA équipe alors son aviation de "Mirages" français, exprimant là, en quelque sorte, son soutien au désengagement gaullien vis-àvis de l'OTAN. Sous les pressions de l'opinion publique internationale, le Brésil quitte cette ébauche d'alliance.

Double embargo américain

Avec l'arrivée au pouvoir du conservateur Heath à Londres et du républicain Nixon à Washington, Pretoria croit que son isolement va prendre fin. Au contraire, rien ne bouge. Nixon ne change rien aux dispositions prises par Johnson. Quand le travailliste Wilson succède au conservateur Heath, la Grande-Bretagne renforce son embargo et dénonce les accords de Simonstown. La France, abandonnant la stratégie gaullienne, se joindra aux partisans de l'embargo en 1977. La RSA, parfaitement capable de devenir maîtresse du pôle austral de l'Afrique, ne peut opérer son décollage naval et n'acquiert de ce fait pas l'outil pour forger sa politique économique, pour concrétiser son projet de confédération sud-équatorial. Les Etats latino-américains ne sont pas mieux lotis. Washington prend ombrage de leurs initiatives et jugule le développement de leurs marines. Les Etats-Unis dissuadent leurs "alliés" sud-américains de se lancer dans l'acquisition d'armements modernes et insistent pour qu'ils consacrent davantage d'efforts à leur développement économique. Résultat de ces pressions: les Etats latino-américains se tournent vers l'Europe. Mais là encore, les Etats-Unis s'interposeront. Ils feront pression sur la République Fédérale pour faire annuler le contrat de livraison d'une centrale nucléaire au Brésil. Le Brésil ripostera en dénonçant tous les accords militaires qui le lient aux Etats-Unis. Mais la crise sera de courte durée.

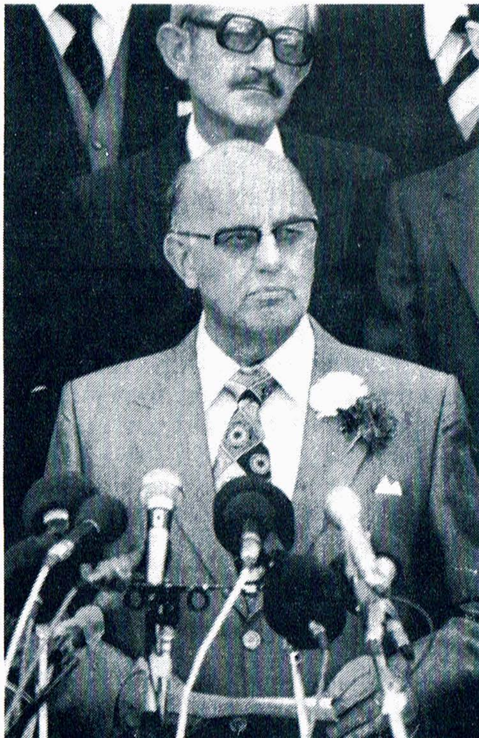
Avec Reagan, la collaboration reprend tant avec les Sud-Africains qu'avec les Latino-Américains pour s'enliser une fois de plus après la Guerre des Malouines. Comme le souligne très justement le géopoliticien français Hervé Coutau-Bégarie, l'Occident orchestré par Washington ne cherche pas à

ce que se constituent dans l'Atlantique Sud des blocs autonomes, en matières de défense et d'économie. Les Américains pratiquent là une politique semblable à celle qu'ils pratiquent en Europe: ils refusent que le pilier européen de l'OTAN acquière une certaine autonomie. L'affaire Kiessling, qui avait mobilisé les médias en janvier 1984, le prouve amplement. Ce général ouest-allemand, bras droit de Rodgers au QG de l'OTAN à Mons-Casteau, souhaitait que les Européens de l'OTAN puissent s'organiser de manière plus autonome et puissent répondre plus souplement à des défis diplomatiques régionaux. Kiessling voulait que se poursuive la Doctrine Harmel de dialogue inter-européen et que soit abandonnée la nouvelle guerre froide inaugurée par l'Administration Reagan. Mieux: Kiessling voulait que l'OTAN abandonne sa stratégie de limitation au théâtre européen d'un éventuel conflit nucléaire en Europe. En tant qu'Allemand, Kiessling ne pouvait admettre que sa patrie serve de terrain de combat sans pouvoir tenter au moins une solution diplomatique.

La géopolitique allemande avait une dimension européenne et c'est heureux que la pensée politique française soit en train de la redécouvrir et de la rééditer aujourd'hui. Elle souhaitait avant-guerre que les relations internationales ne soient plus dominées par les seules thalassocraties britannique et américaine, qui avaient éliminé la marine allemande à Versailles en 1919 et imposé une limitation de tonnage à la France et à l'Italie en 1923 (Georges Valois s'insurgera contre ses mesures). Dans plusieurs régions du monde, en Inde, dans le cône sud du continent latino-américain, en Europe et en RSA, se dressent de nouvelles puissances qui ne peuvent accepter sans conditions la tutelle imposée par Washington, sous prétexte que Moscou risque de frapper. Or Moscou a plutôt montré une radicale incompétence en Afrique. Les liens tissés entre Machel et Botha, le dialogue entre l'Angola et l'Afrique du Sud, prouve que la présence soviétique en Afrique n'est finalement plus qu'un souvenir. Le défi du XXIème siècle qui frappe à notre porte, c'est précisément de remplacer une économie mondialiste qui craque de toutes parts par des zones semi-autarciques auto-centrées.

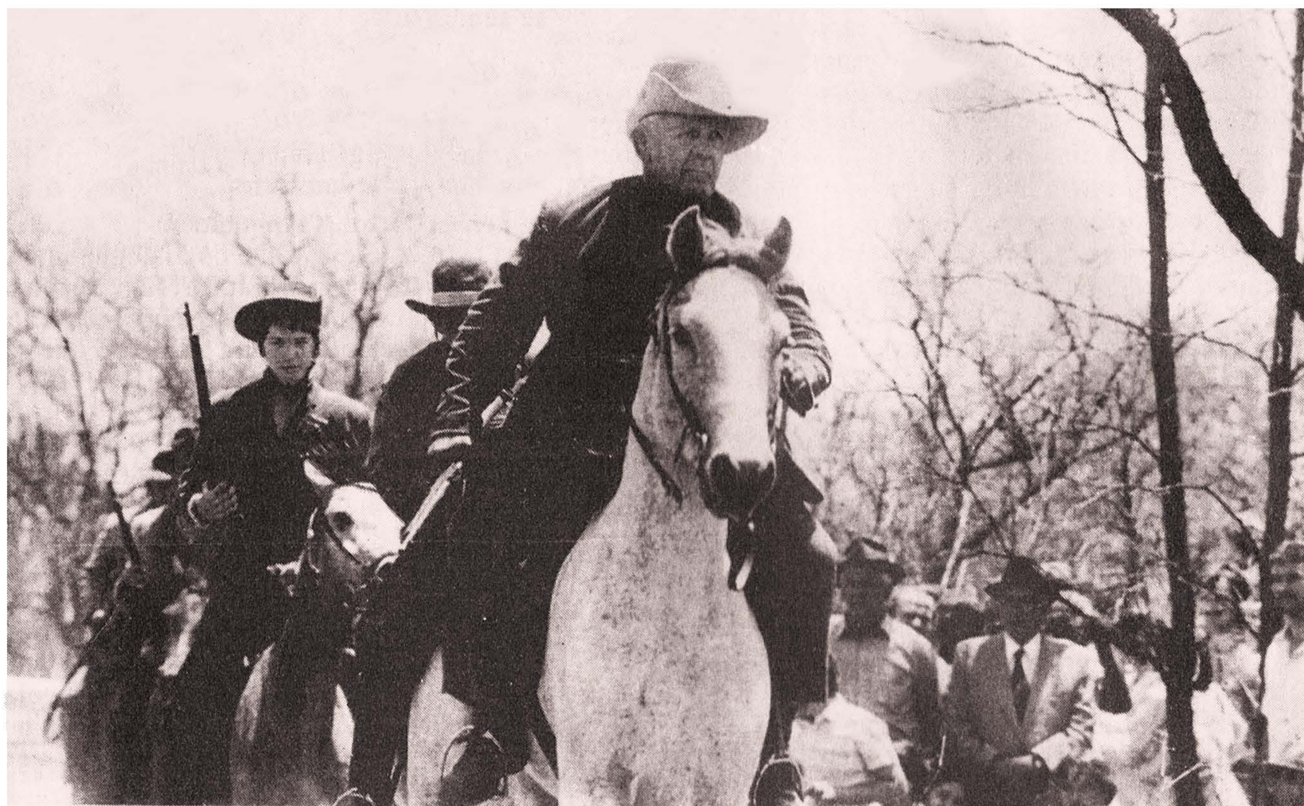
Gagner la bataille des médias

Les nations candidates à jouer un rôle déterminant dans ces futures confédérations doivent gagner la bataille des médias. Pour la RSA, il s'agit de rappeler, notamment aux forces de gauche, que Lénine bénissait l'apartheid et condamnait la politique des grands groupes capitalistes en Afrique australe, favorables, eux, à l'égalité des droits. Et qu'en conséquence, les discours anti-sud-africains aujourd'hui apparaissent particulièrement puérils quand on se réclame par ailleurs de la tradition socialiste ou marxiste européenne. Plus importante à mes yeux est cette option actuelle de la gauche politique et intellectuelle qui préconise l'auto-centrage des économies et la déconnexion vis-à-vis des institutions mondialistes. Auto-centrage et déconnexion qui trouvent d'ailleurs un large écho dans le Tiers-Monde: la Chine de Mao l'a pratiquée hier en enthousiasmant les jeunes contestataires européens, Kwame Nkrumah s'est fait l'avocat de cette forme moderne d'autarcie en Afrique Noire,



Les deux adversaires du jeu actuel en Afrique Australe: Botha et Monseigneur Tutu. Botha ménage trop le capitalisme cosmopolite qui s'implante en RSA et Tutu sert de pitre médiatique, annonant des bouffoneries chré-tiennes. Aucune solution...





La nation boer se souvient de son histoire mouvementée. Ces hommes miment les treks de leurs ancêtres lors d'une fête du peuple boer en 1985. Le sens de l'identité de cette population est très vivace, tout comme d'ailleurs le sens de l'identité des Zoulous.

l'Egyptien Samir Amin vient d'exprimer cet espoir avec brio dans un livre récemment paru à Paris... Et c'est là précisément que le bât blesse puisqu'on peut être simultanément partisan de l'émancipation du Tiers-Monde sur base de l'auto-centrage des économies et admettre que l'Afrique du Sud, en accord avec les forces qui sous-tendent son histoire, puisse se trouver une solution confédéraliste conforme à son passé et impliquant aussi une forme d'auto-centrage économique, tel que l'avaient préconisé les orateurs nationalistes Kestell et du Plessis en 1938 et en 1939. Dans les discours médiatiques européens d'aujourd'hui, tant la gauche que la droite manquent de cohérence et cette absence de cohérence provoque une dépolitisation par irréalisme et par inculture historique. Ces deux maux constituent l'assise de l'assomption de l'Europe dans les limbes de la transhistoire, où végètent nos peuples faute d'informateurs sérieux et d'hommes politiques valables.

Reste la question raciale. Les discours dits "racistes" ou assimilés comme tels ne sont finalement que paroles, tout comme sont vaines paroles les discours anti-racistes propagés par les médias occidentales. Ces discours relèvent du domaine des sentiments, pas du domaine de l'analyse politique sérieuse qui, lui, ne retient que les phénomènes de puissance politique. Le fond du problème racial sud-africain réside dans la distribution inéquitable des terres. Le géopoliticien allemand Walther Pahl avait déjà milité, entre 1937 et 1939, pour une redistribution des terres aux paysans noirs, de manière à ne pas condamner les ethnies non blanches à la dépendance économique totale. Comme le déclarait un citoyen sud-africain à Michel Droit: "Nul ici ne devrait avoir le pouvoir de dominer l'autre. Ni le plus fort numériquement ni le plus fort techniquement et culturellement". La tâche des Sud-Africains est immense; elle doit parvenir à harmoniser les desiderata de plusieurs dizaines d'ethnies sans léser personne. Mais n'est-ce pas le cas également en Europe, où la nécessité d'unir les efforts de tous nos peuples se heurte bien souvent à des mécompréhensions dramatiques, dictées parfois par de bonnes intentions, comme dans le dialogue franco-allemand sans cesse avorté? Ou dans le dialogue avec le monde slave, dont nous ignorons tout de l'histoire, ici à l'Ouest?

Les dettes en guise d'épée de Damoclès

L'avenir des relations entre l'Europe et la RSA dépendra de l'interdépendance entre les deux régions mais aussi du degré d'autonomie économique qu'elles pourront chacune acquérir. Certes l'Afrique du Sud doit vendre ses minerais dans l'hémisphère nord si elle veut survivre économiquement. Mais si les banques américaines acculent la RSA à l'illiquidité, un appauvrissement généralisé frappera

toutes les ethnies de l'Afrique australe qui répondra, comme l'URSS, par la création d'une industrie autonome produisant des biens de moindre qualité mais suffisants pour son marché intérieur soustrait, à cause du boycott, à la concurrence internationale. La RSA se verra alors contrainte de refuser de payer ses dettes aux banques américaines et de tenter au moins d'honorer celles qu'elle a contracté avec les banques européennes. La politique de Washington va-t-elle de ce fait rapprocher les Européens des Sud-Africains? Nous pouvons l'espérer mais rien ne se dessine à l'horizon pour reprendre la politique d'un De Gaulle qui avait livré des Mirages à la RSA, sans se préoccuper des boycotts anglais et américains.

Un humanisme de la différence

Si les Etats-Unis ont proclamé la Doctrine de Monroe en 1823 et voulu par là que l'Amérique soit aux Américains, nous voulons, nous que l'Afrique soit aux Africains, blancs ou noirs, et que l'Europe soit aux Européens, à tous les Européens qu'ils vivent aujourd'hui à l'Est ou à l'Ouest du Rideau de Fer. Ce souhait implique précisément une autre logique des relations internationales et un rejet des doctrines et des praxis qui postulent une mondialisation de l'économie et un arasement total des cultures et des modes de vie qui ont fait l'histoire, les littératures, les créations artistiques des peuples de notre planète. Ce que nous voulons voir triompher, c'est l'idée d'un confédéralisme, que ce soit celui suggéré par la RSA, ou celui présenté par l'URSS, avec ses potentialités et ses lacunes, l'URSS qui est, ne l'oublions pas, une "fédération d'Etats" ou par les divers projets qui en Scandinavie, en Europe Centrale ou dans les Balkans n'ont pas encore abouti. Dans la confédération, les principes fondamentaux de l'humanisme sont préservés, c'est-à-dire les principes fondamentaux de celui ou celle qui puit dire "rien d'humain ne m'est étranger". Humain signifiant ici, bien sûr, production originale, organique et non schéma conceptuel désincarné.

Robert STEUCKERS.
Le 4 juin 1986.

Bibliographie

1) Gerald ARABIN, Südafrika und seine Nachbarn, in: *Nation Europa*, 34/1, Januar 1984.
2) Jim BARKER, Afrika - der schwarze Kontinent, in: J. LöSER, *Gegen den dritten Weltkrieg. Strategie der Freien*, Verlag E.S. Mittler & Sohn, Herford, 1982.
3) Christiane CHOMBEAU, Afrique sud-tropicale, in: F. GEZE, A. VALLADãO, Y. LACOSTE, Th. PAQUOT, *L'état du monde 1985*, La Découverte, Paris,1986.
4) Hervé COUTAU-BEGARIE, *Géostratégie de l'Atlantique Sud*, PUF, Paris, 1985.
5) W.A. de KLERK, *The Puritans in Africa, A Story of Afrikanerdom*, Penguin, Harmondsworth, 1976.
6) Olaf Otto DILLMANN, Südafrika im Kräftespiel von Selbstbestimmung, Imperialismus und internationalen Wirtschaftsinteressen, in: *Nation Europa*, 34/1, Januar 1984.
7) Michel DROIT, *Et maintenant, si nous parlions de l'Afrique du Sud*, Plon, Paris, 1983.
8) Michael KIDRON & Ronald SEGAL, *The New State of the World Atlas*, Pan Books, London & Sidney, 1984.
9) G.H.L. LE MAY, *Black and White in South Africa. The Politics of Survival*, BPC, London, 1971.
10) Jordis von LOHAUSEN, *Les empires et la puissance. La géopolitique aujourd'hui*, Le Labyrinthe, Paris, 1985.
11) Martin LONEY, *Rhodesia. White Racism & Imperial Response*, Penguin, Harmondsworth, 1975.
12) Hans-Georg NACHTWEH, Peter SCHILLE, Paul M. SCHUMACHER, Erich WIEDEMANN, "Wir sind die Herren, das Land ist unser". Südafrika und die Angst der Buren vor der Zukunft, in: *Der Spiegel*, 1986/Nr.7-8-9-10-11.
13) Walther PAHL, *Das politische Antlitz der Erde*, Goldmann, Leipzig, 1938.
14) Walther PAHL, *Wetterzonen der Weltpolitik*, Goldmann, Leipzig, 1937.
15) Robert van TONDER, Die Opposition der Buren in zwei Weltkriegen, in: *Nation Europa*, 36/1-2, Januar/Februar 1986.
16) XXX, Is Reagan's America SA's Friend, in: *Ideas/Idees*, No. 4/5, 1985.





Friedrich List, économiste allemand du XIXème siècle, avait pensé, au-delà du libre-échangisme, la notion d'autarcie des grands espaces. Ses idées ont été appliquées et restent d'application aux Etats-Unis. L'Europe reste, elle, fidèle, à des conceptions complètement obsolète de l'économie politique: le laissez-faire, laissez-passer du XVIIIème siècle ou un socialisme redistributeur qui ruine les pays parce qu'il ne couvre pas sa politique de redistribution par un protectionnisme rigoureux et une doctrine militaire autonome. Ce social-démocratisme qui a été le lot de presque tous les pays de la CEE est une doctrine schizophrène: elle veut réaliser un objectif et refuse, au nom de vagues principes, d'appliquer les seules méthodes qui permettraient d'atteindre cet objectif. La Suède, tant décriée, est une exception notoire à cette règle.

Contre l'intégration mondialiste, pour un développement auto-centré

par Stefan Fadinger

l'héritage de Fichte

Johann Gottlieb FICHTE, dans son "*Geschlossener Handelsstaat* " ("L'Etat commercial fermé"), propose à son peuple, le peuple allemand, un modèle d'économie socialiste et nationale voire communiste et nationale. Ce modèle est inspiré des idées de Jean-Jacques ROUSSEAU, qui avait déjà influencé FICHTE pour la rédaction du "*Grundlage des Naturrechts nach Prinzipien des Wissenschaftlehre* " de 1796. Dans ces deux ouvrages, FICHTE pose le "commun" (c'est-à-dire la "Nation") comme l'idéal, comme une société gérée par les principes de la "raison pure" et basée sur l'égalité en droit de tous les citoyens. Et comme le fondement de la propriété humaine est le travail, chaque citoyen détient un "droit à l'activité (Tätigkeit)" et l'Etat doit veiller à ce que chacun puisse vivre du produit de son travail (FICHTE se fait ici l'avocat d'une sorte de subvention officielle pour ceux qui sont réduits au chômage). Le philosophe manifeste également son souci de créer une morale socialiste du travail. Pour lui, le travail possède une valeur morale et religieuse. L'Etat ne doit pas seulement protéger les droits de l'homme mais doit aussi veiller à encourager le libre déploiement des facultés morales et techniques des citoyens rangés sous sa protection. FICHTE, en outre, constate que vendeurs et acheteurs se livrent mutuellement une guerre incessante, guerre qui devient plus âpre, plus injuste, plus dangereuse en ses conséquences au fur et à mesure que le monde se peuple. Cette

guerre commerciale, générée par l'égoïsme, l'Etat doit l'éliminer par des moyens légaux. Le gouvernement a le devoir de veiller à ce que l'économie soit correctement régulée. Il doit prendre en charge le commerce extérieur, calculer le volume global des échanges commerciaux, équilibrer la production selon les lois de l'offre et de la demande et réglementer la division du travail. Tous les capitaux doivent se trouver dans les mains de l'Etat. FICHTE, socialiste-national, exige que l'Etat se ferme totalement à tout commerce avec l'étranger, sauf pour l'échange de biens et de marchandises absolument indispensables. La condition sine qua non pour pratiquer une telle politique, c'est que les citoyens renoncent progressivement à toute espèce de besoin de consommation qui ne contribue pas réellement à leur "bien-être" (Wohlsein). En langage moderne, nous traduirions par: couverture *des* besoins plutôt qu'éveil *de* besoins. Donc: renoncer aux biens superflus ou nuisibles!

l'héritage de Friedrich List

Friedrich LIST est considéré également, avec raison, comme l'un des principaux fondateurs de la théorie nationaliste de l'économie. Démocrate militant du "Vormärz" (1), il a lutté pour l'unité politique et économique de l'Allemagne, pour la suppression des barrières douanières internes et pour une politique nationale des chemins de fer. Le titre de son maître-ouvrage est, significativement: *Das Nationale System der Politischen Ökonomie* (Système national d'économie politique). Dans ce livre, LIST formule une découverte révolutionnaire: tout le bla-bla à propos de l'Homme (au singulier) et de son économie (encore au singulier) qui sert d'assise à la praxis de l'économie mondialiste n'est qu'abstraction et pilpoul intellectualiste; l'économiste doit davantage se montrer attentif au niveau intermédiaire de la réalité économique, situé entre celui de l'individu et celui des lois économiques générales. Ce niveau intermédiaire, c'est le niveau national. Et quand LIST déclare que l'arrière-plan de ses travaux, c'est la volonté de construire l'Allemagne, il exprime une perspective nouvelle qui postule qu'il n'existe aucune économie générale mondiale, mais seulement des économies nationales.

Selon LIST, au cours de l'histoire, les structures économiques se sont développées par paliers. Ainsi, l'Etat agraire pur se mue en Etat productiviste agricole et, finalement, quand les économies politiques atteignent un stade "supérieur", les Etats agricoles deviennent productivistes *et* commerciaux. Nous dirions aujourd'hui qu'ils sont des Etats industriels et agricoles modernes. Cette évolution globale doit être dirigée par l'Etat, selon les critères d'une économie politique sainement comprise. Ce qui signifie que l'agriculture et l'industrie doivent toujours s'équilibrer à tous les niveaux.

Lorsque LIST s'insurge contre le processus d'intégration multinational, il s'insurge principalement contre la doctrine anglaise du libre-échange, contre le libéralisme économique préconisé par Adam SMITH, idéologie qui camoufle la conquête impérialiste des marchés/débouchés sous le slogan de la "liberté" (liberté du commerce, s'entend). A cette "science" de camouflage propagée par les économistes libéraux, LIST oppose le primat de l'industrie nationale et, au niveau politique, la création de barrières douanières protectrices (les *Erziehungszölle*). Ces barrières, conçues comme des mesures temporaires limitées, doivent servir à élaborer une branche économique déterminée, à la rendre indépendante et rentable, de manière à ce qu'elle contribue à assurer la bonne marche de la Nation dans l'histoire.

Contrairement à ce qu'affirme la doctrine de SMITH, LIST ne reconnaît aucune autonomie à l'économie. Celle-ci a pour mission de servir les hommes et les peuples, sinon ce qui constitue la "liberté" pour les uns, ne signifie que l'exploitation pour les autres. Comparées à ces assertions sur l'économie politique, les thèses de Karl MARX à propos de cette thématique demeurent abstraites et universalistes, c'est-à-dire encore curieusement empreintes du libéralisme smithien.

Dieter Senghaas, avocat de la "dissociation"

Dans l'univers des pensées étiquettées de "gauche", aujourd'hui, Dieter SENGHAAS, professeur de sciences politiques, renoue avec cette théorie économique nationale de LIST. En effet, dans son livre *Weltwirtschaftsordnung und Entwicklungspolitik. Plädoyer für Dissoziation,* SENGHAAS traite en long et en large de



Le résultat déplorable de la schizophrénie sociale-démocrate, couplée aux illuminations néo-libérales: le chômage de masse. Ces Berlinois et Turco-Berlinois n'ont rien à envier aux Bruxellois et Maroxellois (Maghrébins de Bruxelles): ils attendent le bon plaisir des fonctionnaires du Ministère de l'Emploi (la sinistre ONEM), une crapulocratie immonde, dirigée par de véritables bandits, qui vivent du malheur d'autrui sans même essayer de trouver une solution raisonnable. On attend impatiemment le régime qui créera enfin des tribunaux pour punir leurs abus avec la plus implacable des sévérités.

la science économique nationaliste de LIST et la déclare largement "positive".

Pour SENGHAAS, les idéologies dominantes en matière économique préconisent globalement une politique de libre-échange qui conduit obligatoirement à l'inclusion de l'Amérique Latine, de l'Afrique et de l'Asie dans le mode de division du travail (DIT) imposé par les métropoles. Derrière les mots "liberté" (c'est-à-dire liberté de commerce), "intégration" et "coopération", derrière cet écran de belles paroles, le capital multinational construit son *One World*. De la complexité des économies nationales, on passe alors, sous la pression de ces doctrines économiques fortement idéologisées, à des monocultures déformées, incapables d'auto-approvisionner leurs propres peuples, dépendantes des diktats imposés par les QG des consortiums, caractérisées par des "déformations structurelles" et des "circuits économiques défaillants". Tous les reproches que peuvent adresser les forces de gauche ou les pays en voie de développement à cette économie "one-worldiste" restent nuls et non avenus tant que l'on ne s'attaque pas au fond du problème, tant que l'on ne rejette pas le principe de l'imbrication économique multinationale, tant que l'on ne refuse pas l'intégration dans le système du *One World*.

Contre cet engouement planétaire, SENGHAAS suggère une alternative: prôner la dissociation plutôt que l'intégration, déconnecter les sociétés périphériques du système économique mondialiste/capitaliste (dans une perspective nationale), favoriser la création d'espace de développement auto-centrés plutôt que d'accepter les main-mises étrangères. L'économie contribue ainsi à asseoir la conception "nationale-révolutionnaire" du socialisme, c'est-à-dire celle du socialisme selon la voie nationale.

La contradiction qui oppose la "libre-économie" impérialiste aux voies nationales de développement n'a pas été levée. Au contraire, elle s'est accentuée. Le conflit entre la cause du capital multinational et la cause des peuples, entre la stratégie de l'aliénation et l'idéal d'identité culturelle et nationale, est le conflit majeur, essentiel, de notre temps. Et SENGHAAS écrit: "L'option cosmopolite de la doctrine des avantages comparés et le plaidoyer pour le libre-échange sont pareils aujourd'hui à ce qu'ils étaient du temps de LIST. Il s'agit tout simplement de l'argumentaire des profiteurs d'une division internationale du travail inégale... Sans aucun doute, la théorie de Friedrich LIST (notamment la perspective analytique et pragmatique qu'il ouvre) est tout à fait actuelle, dans la mesure où les masses des sociétés périphériques se dressent contre le système, contre l'ordre économique international que leurs "élites" contribuent à renforcer".

La déconnexion par rapport au marché mondial a pour objectif de mettre sur pied une économie et une société autonomes et viables, basées sur leurs propres ressources et sur leurs propres besoins. Il suffit de se rappeler les modèles historiques qu'a connus l'Europe, aux différentes stades de son développement industriel, et le développement de certains pays socialistes (La Chine de MAO ZEDONG, la République Populaire de Corée, l'Albanie) et de les imiter, dans la mesure du possible et dans le respect des identités, dans les pays du Tiers-Monde. Les critiques actuels des idéologies économiques dominantes (les "dissociationnistes") mettent avec raison en exergue les points suivants en matière de politique de développement:

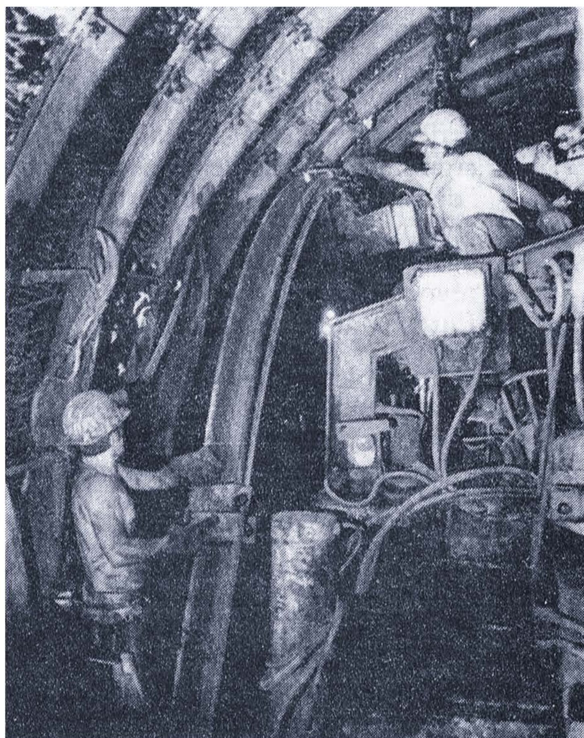
- Rupture avec la division internationale du travail et rejet des modèles basés sur l'exportation et caractérisés par les monocultures;
- Rupture avec le type d'industrialisation qui fonctionne selon les substitutions à l'importation.

Cette double rupture devra simplement être temporaire. Jusqu'au moment où les lacunes structurelles contemporaines des économies politiques des pays en voie de développement (chômage, inégalités criantes dans la redistribution des revenus, pauvreté, endettements, etc.) soient éliminées grâce à une stratégie de développement auto-centré. A ce moment, les économies nationales pourront prendre, sur le marché mondial, une place équivalente à celle des pays plus développés et participer efficacement à la concurrence, selon les critères de la doctrine des coûts comparatifs. Ainsi, le modèle de la déconnexion se pose comme contre-modèle à l'endroit de la praxis dominante actuelle en matière de développement; la déconnexion rompt les ponts avec le modèle du développement associatif (connecté) qui, dans le langage journalistique, s'impose aux mentalités grâce aux vocables sloganiques de *One World* et d'*intégration sur le marché mondial.*

Les "théories de la dépendance" démontrent que le développement dans la périphérie est impossible dans les conditions que dictent les dépendances à l'égard des métropoles. Ces théories analysent les formes "dépendantes" de développement, telles qu'elles sont mises en pratique dans certains pays. Elles mettent par ailleurs l'accent sur le fait que le sous-développement ne constitue pas un stade en soi, que les PVD (pays en voie

Le choix d'un type précis d'économie est aussi un choix politique et un choix éthico-politique. Madame Thatcher a choisi: elle opte pour la mondialisation dont les retombées pratiques sont l'installation de firmes japonaises et américaines en Grande-Bretagne qui ont la permission d'ignorer les lois sociales du pays et la vente, l'aliénation, de vieilles firmes britanniques à des consortiums américains. Résultat: un appauvrissement généralisé à long terme. Madame Thatcher rejette le principe élémentaire de l'autarcie: la protection des ressources énergétiques naturelles de son pays, dont le charbon (ci-contre: une mine dans la Ruhr). Les mineurs britanniques ont été un véritable exemple pour leurs camarades européens.





de développement) doivent traverser, mais est bien plutôt une "structure". Poursuivant leur raisonnement, ces théories affirment que les économies politiques déformées des PVD ne pourront sortir de leurs impasses que si elles acquièrent un certain degré d'indépendance, de libre compétence nationale dans les questions de production, de diversification, de distribution et de consommation. Dieter NOHLEN et Franz NUSCHELER ont ainsi mis en exergue les complémentarités qui pourraient résoudre les problèmes des économies des PVD: travail/emploi, croissance économique, justice sociale/modification structurelle, participation, indépendance politique et économique (in *Handbuch Dritte Welt,* Hamburg, 1982).

Kwame Nkrumah contre le néo-colonialisme, John Galtung, économiste de la "self-reliance"

Dans le Tiers-Monde lui-même, ces complémentarités ont été entrevues pour la première fois par le socialiste panafricain Kwame NKRUMAH dans son livre *Neo-Colonialism. The Last Stage of Imperialism.* L'essence du néo-colonialisme, selon NKRUMAH, consiste en ceci: l'Etat dominé par le néo-colonialisme possède théoriquement tous les attributs d'un Etat souverain, tandis qu'en réalité, son système économique et sa politique sont déterminés par l'extérieur. NKRUMAH constate de ce fait l'émergence d'une nouvelle lutte des classes, dont les "fronts" ne traversent plus les nations industrielles mais opposent les pays riches aux pays pauvres (puisque les travailleurs des pays riches profitent eux aussi du néo-colonialisme).

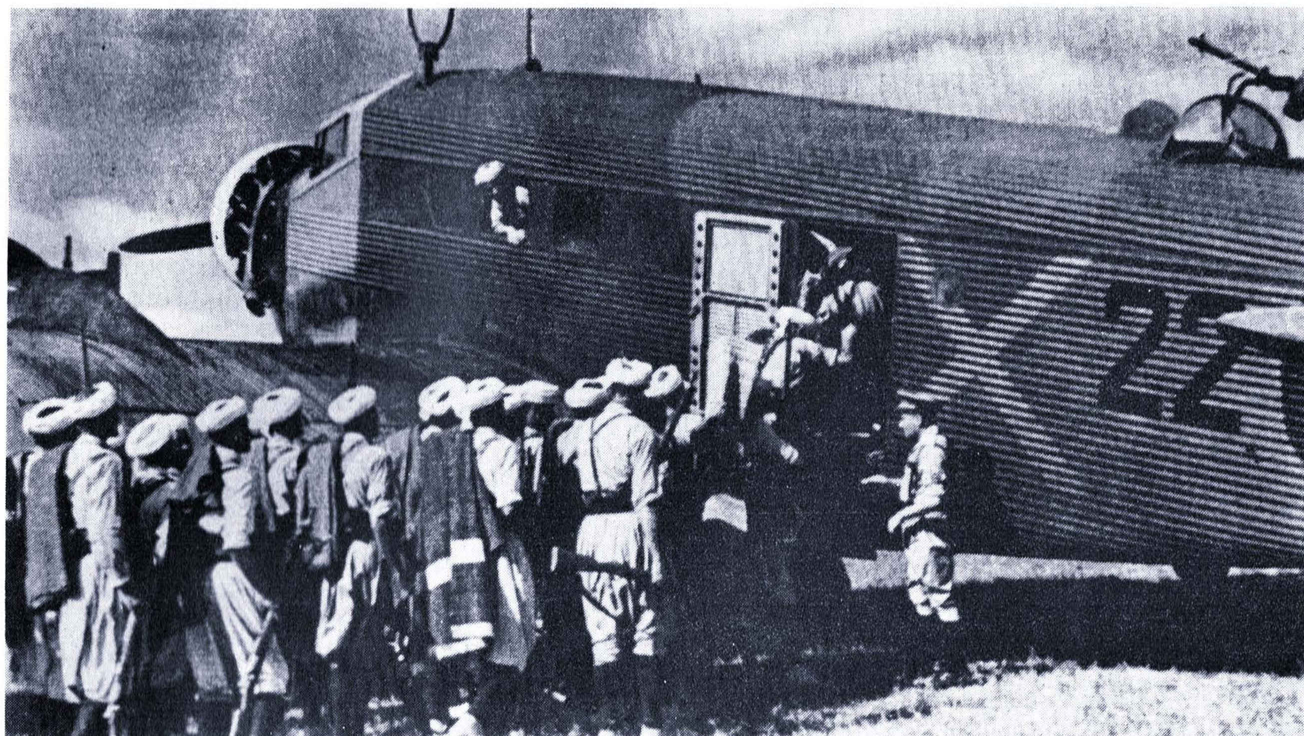
Le concept de *self-reliance* (c'est-à-dire le développement selon ses propres forces) a été découvert, cerné et systématisé par John GALTUNG dans un ouvrage intitulé précisément *Self-Reliance.* Ce concept, né dans les polémiques adressées à l'encontre des modèles occidentaux/capitalistes de développement, sert à déterminer une économie basée sur la confiance que déployerait une nation pour ses propres forces. Une telle économie utiliserait ses propres ressources pour satisfaire les besoins fondamentaux de sa population et chercherait à atteindre cet équilibre intérieur par la mobilisation des masses, par la concentration des forces économiques sur le marché intérieur et par la participation globale de la population aux décisions politiques et ce, aux différents niveaux hiérarchiques et territoriaux. La *self-reliance* est liée à la recherche des traditions autochtones, des valeurs culturelles enracinées, adaptées à la voie propre de développement choisie par le pays concerné. La self-reliance peut ainsi constituer une alternative sérieuse aux stratégies de développement orientées selon les logiques de la croissance et de la mondialisation du marché. Les modèles les plus réussis d'un tel développement autonome des forces productives sont les économies de la Tanzanie, du Zimbabwe, de la Guinée-Bissau et surtout de la République Populaire de Corée.

Mais ces modèles "déconnectés", illustrant la théorie "dissociationniste", ne sont que des premiers pas. Il faut aller plus loin. Et il ne faut pas qu'ils ne restent qu'à la périphérie du monde. L'intégration des peuples européens dans un réseau de dépendances et de déformations structurelles (GATT, CEE, etc.) doit être arrêtée.Car cette intégration ne signifie pas seulement une mutilation économique dangereuse mais aussi et surtout une "déformation" globale de la société. Ce ne sont pas que les nations périphériques qui souffrent de ces mutilations. Nos identités européennes, nos héritages culturels risquent également d'être totalement arasés. Le développement auto-centré est aujourd'hui une tâche révolutionnaire, pour le salut de toutes les nations du globe. Et ici aussi, en Allemagne, en Europe.

Stefan FADINGER.

(traduit de l'allemand par R. Steuckers; texte paru dans *Aufbruch* 4/1985)

(1) Le "Vormärz" désigne les préludes à la révolution de 1848 en Allemagne, marqués par une répression du pouvoir à l'égard de tous les innovateurs.



Le premier acte de la Guerre Civile espagnole: les troupes marocaines qui serviront Franco embarquent au Maroc dans des appareils Junker de fabrication allemande.

José Antonio et le National-Syndicalisme, 50 ans après

par Frédéric Meyer

Le 29 octobre 1933, deux mois après la chute du gouvernement de centre-gauche de Manuel Azaña, trois jeunes gens organisaient au Théatre de la Comédie de Madrid un meeting qualifié vaguement "d'affirmation nationale": un héros de l'aviation, Julio Ruiz de Alda, un professeur de droit civil, Alfonso Garcia Valdecasas, et un jeune aristocrate, espoir du Barreau madrilène, José Antonio Primo de Rivera. L'histoire devait retenir cette réunion, retransmise par radio mais passée pratiquement inaperçue dans la presse, comme acte de fondation de la Phalange espagnole.

Justice et Patrie

Lorsque les trois orateurs montent à la tribune, près de 2000 personnes se pressent dans la salle. Militaires, monarchistes, traditionnalistes, républicains-conservateurs, syndicalistes-révolutionnaires, étudiants et simples curieux composent un public aussi hétéroclite qu'enthousiaste. Pour le dernier orateur, l'expectative est à son comble. Pâle, un peu crispé, celui que l'Espagne entière appelera bientôt "José Antonio" s'avance vers l'estrade. Déjà, la chaude parole du jeune tribun pénètre incandescente dans les esprits et capte irrésistiblement l'émotion de l'auditoire. Le philosophe Unamuno se dira impressionné par la hauteur poétique et la radicale nouveauté du discours. En quelques mots, le futur leader de la Phalange présente son mouvement. Il s'agit -dit-il- d'un "anti-parti", "ni de droite ni de gauche", "au-dessus des intérêts de groupe et de classe", ses moyens et ses fins seront avant tout: le respect des valeurs éternelles de la personne humaine; l'irrévocable unité du destin de l'Espagne; la lutte contre le séparatisme; la participation du peuple au pouvoir -non plus au

moyen des partis politiques, instruments de désunion de la communauté mais au travers des entités naturelles que sont la famille, la commune et le syndicat; la défense du travail de tous et pour tous; le respect de l'esprit religieux mais la distinction de l'Eglise et de l'Etat; la restitution à l'Espagne du sens universel de sa culture et de son histoire; la violence, s'il le faut, mais après avoir épuisé tous les autres moyens car "il n'y a pas d'autre dialectique admissible que celle des poings et des revolvers quand on porte atteinte à la Justice et à la Patrie. Enfin, une nouvelle manière d'être: "il faut adopter devant la vie entière l'esprit de service et de sacrifice, le sens ascétique et militaire de la vie". Il conclut sous les ovations "le drapeau est levé. Nous allons maintenant le défendre avec poésie et gaieté."

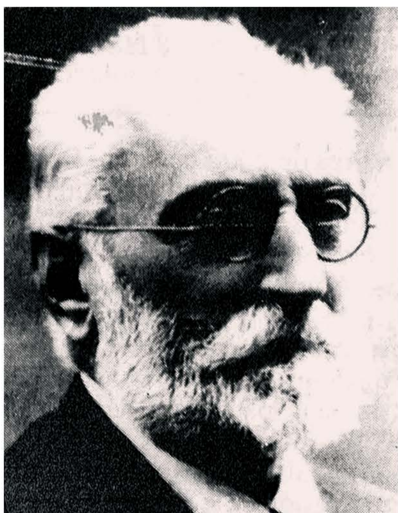
Rejetée par la droite pour sa conception avancée de la justice sociale et combattue par la gauche pour son respect de la tradition et sa vision chrétienne du monde, la Phalange de José Antonio allait connaître une vie aussi courte qu'agitée. Son histoire se confond dans une large mesure avec celle de son fondateur, dont le destin tragique -il fut exécuté à l'âge de 33 ans- apparaît empreint d'une profonde solitude de son vivant comme après sa mort.

Une famille de militaires et de propriértaires ruraux

José Antonio naît à Madrid le 24 avril 1903, dans une famille de militaires et de propriétaires ruraux. Fils du Général Primo de Rivera, Marquis d'Estella et Grand d'Espagne -qui sera investi de pouvoirs dictatoriaux par le Roi Alphonse XIII de 1923 à 1930- il est l'aîné de six enfants. Sa prime jeunesse se passe à Algeciras, ville andalouse dont était originaire son père. En 1923, à peine sorti de la faculté de droit, José Antonio s'inscrit au barreau de la capitale. Il se consacre entièrement à sa profession d'avocat qu'il exerce brillament et pour laquelle il éprouve une véritable passion. La politique ne s'emparera d'abord de lui que pour des raisons familiales.

En 1930, le Général Miguel Primo de Rivera meurt dans un modeste hôtel de Paris où il vivait en exil depuis la chute de son régime. Alors commence l'activité politique de José Antonio, centrée presque exclusivement, en ce début, sur la défense de la mémoire de son père. Il mène cette entreprise avec véhémence, ce qui ne l'empêche pas de reconnaître honnêtement les erreurs de la dictature. Il adhère d'abord à l'Union monarchique dont il sera quelques mois le secrétaire général adjoint. Peu de temps après, il se présente comme candidat au Parlement. Malgré ses 28.000 voix, il est battu. Les élections dégagent une majorité de centre-gauche. José Antonio ne tarde pas à perdre ses illusions sur la monarchie

A droite: le philosophe Miguel de Unamuno qui inspira fortement la vision du monde de José Antonio. Il déplorera la tournure que prendra la Guerre Civile et les outrances de certains militaires. A gauche, des gardes civils s'apprêtent à entrer dans le jeu terrible de la guerre.









Le peuple espagnol est déchiré: les partisans de la République se regroupent en milices où l'élément féminin était très présent. A gauche, portrait de José Antonio.

qu'il qualifie "d'institution glorieusement défunte". Parallèlement, il complète et approfondit sa culture politique. Jusque là, il avait surtout fréquenté les auteurs classiques et les traités de philosophie du droit. Il se plonge désormais dans la lecture de Lénine, Marx, Spengler, Sorel, Laski, et surout des Espagnols Unamuno et Ortega y Gasset.

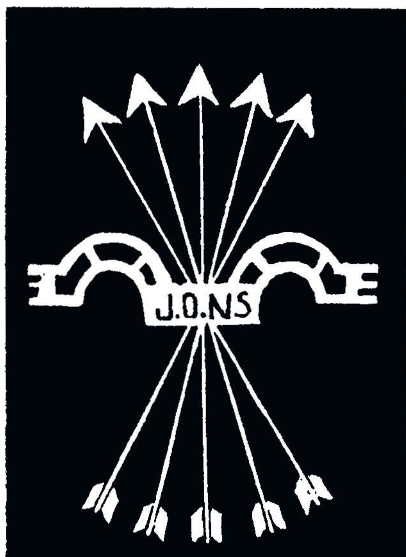
1933 est une année clef dans la vie de José Antonio. Avec la fondation de la Phalange, il entre définitivement dans l'arène politique. A peine né, son mouvement se lance dans la bataille électorale. Le 19 novembre 1934, il compte deux élus: José Antonio et Moreno Herrera. Aux Cortès, José Antonio exerce une véritable fascination. Ses discours, imprégnés d'un profond mysticisme et d'un souffle prophétique font chanter les imaginations. Il s'affirme comme un poète de la politique. De la Phalange, il dit "ce n'est pas une manière de penser, c'est une manière d'être". Voici, d'après les souvenirs de l'Ambassadeur des Etats-Unis, Bowers, comment José Antonio apparaissait à ceux qui l'approchaient: "...il était jeune et extrêmement séduisant. Je revois sa chevelure noire comme le jais, son visage mince et olivâtre. Il était courtois, modeste, plein de prévenances...C'était un héros de roman de cape et d'épée. Je le reverrai toujours tel que je le vis pour la première fois, grand, jeune, aimable et souriant, dans une villa de Saint Sébastien".

Phalange et J.O.N.S.

En février 1934, la Phalange fusionne avec un autre groupe, créé en 1931 à l'initiative de deux jeunes intellectuels, Ramiro Ledesma Ramos et Onesimo Redondo: les J.O.N.S. Le mouvement prend son nom définitif de *Falange Española de las Juntas de Ofensiva Nacionalsindicalista (FE de las JONS).* Le nouveau parti adopte le drapeau anarchiste rouge et noir, frappé de cinq flèches croisées (blason d'Isabelle Ière de Castille) et d'un joug (blason de Ferdinand V d'Aragon). La fusion de ces deux emblèmes symbolise l'unité espagnole, née de l'union des couronnes d'Aragon et de Castille.

Le 5 octobre 1934, le premier Conseil National du mouvement élit José Antonio Chef National à une voix de majorité. A 31 ans, encore en pleine jeunesse, il ignore qu'au terme de deux années, parmi les plus fébriles de l'histoire d'Espagne, le sceau de la mort paraphera son message.

En 1935, ses préoccupations sociales s'affirment plus nettement. L'idéologie restera toujours à l'état d'esquisse. Mais on y trouve des lignes de force et des analyses à valeur d'orientation. L'une des idées majeures de José Antonio s'exprime en deux mots: unité nationale. Patriote, plus que nationaliste, il s'oppose à toute forme de séparatisme. Mais c'est la justice sociale qui seule peut faire cette unité nationale. Seule, elle peut constituer la "base"





A droite, insigne de la JONS. En 1934, les gardes civils, au service de la République gouvernée à droite, matent une révolte ouvrière dans les Asturies.

sur laquelle "les peuples retourneront à la suprématie du spirituel". La Patrie -déclare José Antonio- est une unité totale, où s'intègrent tous les individus et toutes les classes. Elle ne peut être le privilège de la classe la plus forte, ni du parti le mieux organisé. La Patrie est une unité transcendante, une synthèse indivisible, qui a des fins propres à accomplir." Partant de cette prémisse, son programme propose: la défense de la propriété individuelle mais après la nationalisation des banques et des services publics, l'attribution aux Syndicats de la plus-value du travail, la réforme agraire en profondeur et la formation de patrimoines communaux collectifs. Il faut -dit-il- "substituer au capitalisme la propriété familiale, communale et syndicale". Traité de "national-bolchévik", José Antonio riposte en dénonçant le "bolchévisme des privilégiés": "...est bolchevik celui qui aspire à obtenir des avantages matériels pour lui et pour les siens, quoi qu'il arrive; est antibolchevik, celui qui est prêt à se priver de jouissances matérielles pour défendre des valeurs d'ordre spirituel". La Phalange s'explique donc par la volonté de renvoyer dos à dos la gauche et la droite et de réaliser une synthèse de la révolution et de la tradition.

Prolégomènes de la guerre civile

En décembre 1935, les Cortès sont dissoutes, à l'issue de la septième crise ministérielle de l'année. En vain, José Antonio tente de rompre l'isolement de son mouvement. Des envoyés phalangistes discutent à plusieurs reprises avec le leader syndicaliste-révolutionnaire Angel Pestaña. D'autres entrent en contact avec Juan Negrin, un des principaux représentants de la fraction non-marxiste du parti socialiste. Mais ces négociations répétées n'aboutissent à aucun accord. A la veille des élections de février 1936, obsédé par l'éventualité d'une seconde révolution socialo-marxiste -après la tentative manquée d'octobre 1934- José Antonio suggère la création d'un large front national. Proposition sans lendemain! L'échec des pourparlers -cette fois avec des dirigeants de droite- laisse la Phalange en dehors du "Bloc national", coalition comprenant les conservateurs-républicains, les démocrates-chrétiens, les monarchistes, les traditionnalistes carlistes, les agrariens et les divers modérés de droite. Cinq mois plus tard, ce "Bloc national" constituera l'essentiel des forces civiles qui soutiendront le soulèvement militaire.

Aux élections, la gauche reprend l'avantage. Le Front populaire s'installe au pouvoir sous la direction de Manuel Azaña. Pour la Phalange, le scrutin a été un désastre. Paradoxalement, le mouvement enregistre un afflux extraordinaire d'adhésions. Il ne comptait que 15.000 adhérents début 1936, pour la plupart étudiants et employés, il en aura 500.000 à la fin de l'année. Jusqu'alors les militants de la Phalange se recrutaient à droite comme à gau-

che. A l'inverse au lendemain de la victoire du Front populaire, les nouveaux venus proviennent presque exclusivemrnt des partis de droite.

Dès son arrivée au pouvoir, le Front populaire ordonne la clôture de tous les centres de la Phalange et l'interdiciton de ses publications. Le 14 mars, José Antonio est incarcéré en même temps que la quasi totalité des membres du Comité exécutif et près de 2.000 militants. Il ne recouvrera plus jamais la liberté. Le jour même de sa détention, José Antonio déclare: "aujourd'hui, deux conceptions totales du monde s'affrontent. Celle qui vaincra interrompra définitivement l'alternance. Ou la conception spirituelle, occidentale, chrétienne, espagnole, avec ce qu'elle suppose de sacrifice, mais aussi de dignité individuelle et politique, vaincra, ou vaincra la conception matérialiste, russe, de l'existence...".

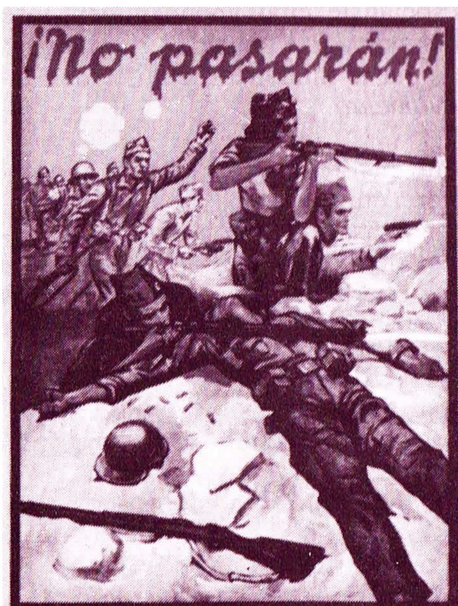
Héritière de structures incompatibles avec la démocratie libérale, se heurtant à l'hostilité et à la frénésie révolutionnaire de la gauche, survenant enfin en pleine crise mondiale du libéralisme, la IIème République espagnole s'achemine irrémédiablement vers le désastre. Dans la phase finale, le désordre public, véritable plaie du régime, prend des proprotions alarmantes. De février à juin 1936, on ne compte pas moins de 269 morts et 1287 blessés. Atterré, le leader socialiste Prieto commente: "Nous vivons déjà une intense guerre civile".

A droite, les complots se multiplient. Averti du soulèvement national qui se prépare, le chef de la Phalange donne son accord définitif aux militaires à la fin du mois de juin. Dans l'esprit de José Antonio, le soulèvement -auquel il n'accepte de collaborer qu'à la dernière heure- est l'ultime recours pour stopper l'autodestruction de la société espagnole. A tort, il croit que la majeure partie de l'armée se soulèvera et que le reste suivra peu de temps après. Cette illusion explique son attitude ultérieure. Lorsque le putsch s'avèrera inefficace, son angoisse, sa préoccupation essentielle sera d'éviter la guerre civile. Pour cela, de sa prison, il essaiera désespérément de persuader les belligérants de négocier par tous les moyens: comme en ont témoigné les ministres du Front Populaire Prieto et Echevarria.

Le 12 juillet 1936, Calvo Sotelo, chef de l'opposition, est enlevé sur ordre du gouvernement puis assassiné. La découverte de son cadavre met le feu aux poudres. Le 18 juillet, l'armée du Maroc, commandée par le Général Franco, se soulève. La guerre civile commence. Elle ne s'achèvera que le 1er avril 1939.

Dès le début du conflit, la Phalange paie le prix du sang. En l'espace de quelques mois, 60% de ses dirigreants sont tués: tombés dans des embuscades ou assassinés en prison. Condamné à mort par un "tribunal populaire", José Antonio est fusillé le 20 novembre,

Devenu célèbre, le slogan des milices républicaines de Madrid: ¡ No pasarán! Les Madrilènes, fidèles à la République ont défendu leur Cité pied à pied. A Tolède, le Général Moscardo (sur la photo de gauche en casquette), rallié à Franco, soutiendra héroïquement le siège de l'Alcazar devant les troupes républicaines.





malgré l'intervention de plusieurs diplomates étrangers et du Foreign Office britannique. En pleine tourmente, la Phalange se retrouve décapitée. Trop peu nombreux, les quelques cadres rescapés s'avèrent incapables d'assimiler l'énorme avalanche de recues.

Franco met la Phalange au pas

Cinq mois plus tard, le Conseil national, soucieux de bien marquer son indépendance à l'égard des militaires, décide d'élire Manuel Hedilla second chef national. Mais il est alors trop tard; l'Etat Major et Franco ne l'entendent pas ainsi! Le lendemain, 19 avril 1937, Franco annonce la fusion de tous les partis politiques insurgés contre le Front populaire et la création d'un nouveau mouvement: la "Phalange Traditionnaliste". Beaucoup de phalangistes accepteront le fait accompli, d'autres résisteront. Manuel hedilla, estimant que cette unification forcée revient à faire perdre toute autonomie à la Phalange et "neutralise" son idéal social et révolutionnaire, refuse de s'incliner. La réaction est immédiate. Accusé de rébellion, déféré devant un tribunal, le second chef de la Phalange sera condamné à mort, condamnation commuée par la suite en détention de 1937 à 1946.

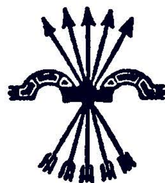
Après l'éviction de Manuel Hedilla, une Phalange "proscrite", dissidente et plus ou moins clandestine s'organise en marge du régime. Elle ne cesse de dénoncer la "récupération" et la "trahison" de Franco mais son action politique demeure très limitée. La Phalange Traditionnaliste, appelée bientôt *Movimiento,* reprend les mots d'ordre du phalangisme originel en les dépouillant progressivement de leur contenu. Très vite, le Caudillo comprend le parti qu'il peut tirer de l'instauration d'un culte voué à José Antonio. Il exalte son exemple et son sacrifice, élimine de sa doctrine les sujets dangereux et mène l'Espagne par des chemins fort différents de ceux que José Antonio voulait emprunter. Encore tout récemment, le beau-frère du Caudillo, Ramón Serrano Suñer, Ministre de 1938 à 1942, déclarait sans détours, "Franco et José Antonio n'avaient ni sympathie ni estime l'un pour l'autre... Ils se trouvaient dans des mondes très éloignés par leurs mentalités, leurs sensibilités et leurs idéologies... Il n'y eut jamais de dialogue politique, ni d'accord entre les deux!

La mort du Caudillo, en 1975, allait sonner le glas du *Movimiento* (non point de la Phalange car la référence à celle-ci avait déjà été supprimée par la loi organique de l'Etat du 14 décembre 1966), dont la plupart des représentants devaient se rallier rapidement au nouveau régime mis en place sous la conduite du Roi Juan Carlos et de son Premier Ministre, ex-secrétaire général du *Movimiento,* Adolfo Suarez.

Pendant près de 40 ans, les personnalités les plus diverses affirmèrent leur foi phalangiste ou rendirent hommage aux vertus du "Fondateur". Manuel Fraga Iribarne, leader de l'opposition conservatrice, écrivait: "La postérité verra en José Antonio...le premier homme politique de l'Espagne contemporaine" (1961). Joaquim Ruiz-Gimenez, principal responsable des catholiques de gauche, exaltait "l'élégance de son esprit" et "la noblesse de son âme" (1961). Eduardo Sotillos, porte-parole du gouvenement socialiste, citait abondamment José Antonio dans une apologie de la révolutioon nationale-syndicaliste ("Ariel", 1963) et ses propos élogieux n'auraient sans doute pas été démentis par le ministre socialiste de l'Intérieur, José Barrionuevo, alors haut responsable du *Movimiento.*

On comprend que l'historiographie post-franquiste hésite encore entre le silence, la polémique ou la condamnation d'ensemble lorsqu'elle aborde l'étude d'un passé aussi embarrassant. Gageons cependant que les interprétatiosn-schématisations qui prédominent aujourd'hui, ne tarderont pas à lasser. Jean Jaurès, dont le talentueux esprit jette parfois de soudaines clartés, déclarait en 1903 au Parlement, dans une formule suggestive que les historiens de la Phalange devraient méditer: "Pour juger le passé, il aurait fallu y vivre; pour le condamner, il faudrait ne rien lui devoir".

Frédéric MEYER.





Ce qui tourmente les Occidentaux actuellement: les progrès de l'intégrisme islamique. Ci-dessus, le Cheich Amin s'adresse à ses militants au Liban sous le portrait de l'Ayatollah Khomeiny. Un phénomène politco-religieux que les Occidentaux se refuse à analyser et à comprendre. Ange Sampieru analyse ici les traits fondamentaux de cette planète idéologique inconnue.

Radicalismes Islamiques

par Ange Sampieru

Le renouveau islamique à travers le monde, renouveau concrétisé par la montée de la contestation tant contre les régimes arabes conservateurs que contre l'ordre international, tel est l'objet des études contenues dans les deux tomes que nous allons ici recenser. En évoquant le "radicalisme islamique" dans son aspect militant, guerrier, c'est moins d'un Islam du Djihad, de la "guerre sainte" qu'il s'agit, que d'un Islam fer de lance de la lutte contre les pseudo-valeurs et les obligations politico-économiques qu'implique l'actuel concert mondial impérialiste. Ce radicalisme n'est pas, comme la presse occidentale aime à le présenter, un bloc monolithique. Il n'y a pas, en réalité, de cohérence entre les différents mouvements radicaux. Souvent même, on peut constater une opposition entre les divers radicalismes, comme, par exemple, entre le*wahabisme* séoudien et le mouvement des Frères musulmans. Nous assistons de toute évidence à une multiplicité de réactions face aux injustices de la société moderne matérialiste. Le dénominateur commun de toutes ces réactions, c'est qu'elles s'appuient sur un retour à une voie spirituelle, qu'elles tendent à la restauration des valeurs politiques et sociales prônées par le message du Prophète. En deçà, il est difficile de dégager une coordination objective entre tous ces mouvements, situés sur un éventail politique très large. Pour Olivier Carré, on distingue deux lieux majeurs de cette renaissance islamique: l'Iran révolutionnaire, où s'opère la fusion entre un "intégralisme intégriste" et un "intégralisme moderniste", et le Liban, où s'exercent simultanément l'activisme sunnite et la mobilisation chiite.

Sayyid Qutb, théoricien des frères musulmans égyptiens

Ces lieux de haute mobilisation radicale infirment par ailleurs l'idée d'une Internationale islamique, présentée comme une organisation mondiale ayant un centre, des branches et des agents de liaison. Certains mouvements, par contre, possèdent pareille structure internationale et sont implantés dans de nombreux pays. Le cas le plus notoire est le mouvement des Frères Musulmans. A la tête de sections réparties dans tout le monde musulman, on trouve en effet un conseil et un exécutif, avec, au sommet de la pyramide, un "guide" appelé *murshid'ãmn.* Ce mouvement, dont le dernier exploit fut l'assassinat du président égyptien Anouar el Sadate, coupable, aux yeux des Frères, de collusion avec l'ennemi sioniste (cf. les accords de Camp





Une lutte implacable contre les deux grands impérialismes de la planète: en Afghanistan contre l'URSS, où les communautés de paysans-soldats, enracinées dans leur sol, se dressent contre l'étranger; au Liban, où la lutte prend un visage spectaculaire et dramatique. Ici, des soldats américains devant les débris de leur ambassade détruite.

David), est un groupement clandestin politico-religieux. Nous avons affaire ici à un véritable "parti" de l'Islam, puisque, fondé sur les textes coraniques (le mouvement est d'inspiration sunnite), il a élaboré un programme, une doctrine, une stratégie et des actions. Un des idéologues les plus connus des Frères Musulmans, Sayyid Qutb, est un professeur égyptien dont l'opposition sans concessions au régime nasserien lui vaudra la prison (entre 1954 et 1966) puis la mort par pendaison. Ses œuvres principales, écrites en prison, marquent le discours de la plupart des groupes activistes musulmans dans le monde. Citons, parmi elles: *A l'ombre du Coran* et *Jalons sur le chemin*. Qutb s'inspire d'ailleurs fortement de la pensée d'un intellectuel activiste musulman pakistanais, Maudûdi, décédé en 1979 et dont le mouvement, *Jamaat-i islami*, est exemplatif en matière d'activisme islamique et constitue un élément déterminant pour comprendre le régime actuel du Pakistan, dirigé par le Général Ziya ul-Hacq. Rappelons que le sous-continent indien a été une région importante dans le développement de la pensée islamique radicale. A ce propos, citons le penseur indien Nedevi qui avait rencontré l'idéologue des Frères Musulmans, lors d'un voyage au Caire.

Le courant islamique, d'un point de vue intellectuel, nous présente une grande variété de tendances, de points de vue sur la modernité et ses conséquences,... Cette diversité extrême fait de l'islamisme un grand courant idéologique contemporain, au même titre que le marxisme ou le libéralisme. De Maudûdi le doctrinaire politique conservateur, proche des milieux de possédants et partisan d'une ligne "opportuniste", à Ali Shariati, le Persan non conformiste et socialisant des années 60, sans oublier le célèbre Musa Sadr, chef spirituel des chiites libanais, et Saïd i-Nursi, fondateur des Nurcu en Turquie kémaliste, favorable à un Islam moderniste et scientiste, la palette est d'une inconstable richesse. L'étude, dirigée par Carré et Dumont, se veut précise également à propos de l'Islam européen, sujet particulièrement complexe, où se mélangent de manière détonnante les questions religieuses et les nationalismes, rendant difficile ipso facto toute recherche d'un solution (le cas de la Yougoslavie). Le livre collectif aborde aussi le courant wahabite au Mali et dans de nombreux pays d'Afrique noire (ainsi Abd al-Rahmân, après une formation "à la française", devint un leader incontesté de la tendance néo-radicale en Afrique).

raisons du radicalisme: l'Islam parallèle conteste l'Islam officiel

Mais le radicalisme, finalement, qu'est-ce que c'est? Il peut se définir comme la revendication, à partir de l'Islam comme conception du monde intégrale, d'un projet politique révolutionnaire. Face à la légalité du pouvoir (*potestas*), les radicaux opposent une **légitimité totale**, niant l'autorité de ce pouvoir sur les membres de la communauté musulmane (*umma*). Cette revendication s'exprime par des stratégies diverses, qui vont de la simple pression (Turquie, Mali) à la rebellion (Afghanistan, Iran, Syrie), en passant par la participation (Jordanie, Soudan). La justification de ces révoltes trouve sa racine dans le Coran lui-même, qui incite le bon musulman à la lutte violente contre le pouvoir tyrannique et "païen". Le combat violent, connu sous le nom de *Jihad* en Europe (*petite Jihad* ou, en termes coraniques, *qitâl)* est légitime lorsqu'il s'exerce contre le pouvoir infidèle. Le Coran prône la mobilisation totale contre ce type de pouvoir, en particulier dans les années 60 avec la naissance des régimes arabes modernisateurs, systèmes politiques totalitaires, ou du moins autoritaires, chargés de mener les peuples sur la voie du développement et de la modernisation (cf. l'influence de la théorie dites des "cinq étapes" de W.W. Rostow sur les pratiques de ces régimes). Le développement économique était aussi un moyen de consolidation du pouvoir central face à la puissance traditionnelle des propriétaires fonciers. Le désenchantement général des populations musulmanes face à l'échec global de ces modernisations autoritaires a ensuite toute naturellement renforcé l'aspect protecteur de la doctrine islamique dans l'esprit des classes pauvres et moyennes. L'Islam devenait un discours cohérent de revendication sociale et politique. Certains auteurs ont pu ainsi évoquer une "utopie sociale islamique", notamment dans la réduction de l'analyse au principe coranique de Dieu, seul propriétaire des biens de ce monde. Olivier Carré distingue trois types de radicalismes: 1) celui qui sert de caution à un pouvoir autoritaire modernisateur; 2) celui qui constitue un refuge passif face aux réalités; enfin, 3) celui d'un slogan mobilisateur d'un groupe islamique "intégraliste" en action. C'est dans la troisième perspective que Carré place son étude. Reprenant les propos de Paul Dumont, auteur d'un chapitre consacré au mouvement radical nurcu (nourdjou) en Turquie (pp. 215 à 245), Olivier Carré écrit: "L'Islam parallèle conteste l'Islam officiel".

En d'autres termes, l'Islam radical est un mouvement profondément révolutionnaire. Et la puissance révolutionnaire qu'il déploie est nettement supérieure à celle des partis d'obédience marxiste, en ce sens qu'il s'inscrit dans une conception du monde étroitement imbriquée dans un projet politique et social déjà existant depuis plusieurs siècles.

un projet holiste pour la justice sociale

La puissance mobilisatrice de ce radicalisme entraîne les classes pauvres de la société musulmane (paysans et ouvriers) mais aussi les classes moyennes déçues par l'occidentalisation brutale et maladroite de leur société. Mais le fondement démographique de cette puissance réside surtout dans la jeunesse des peuples musulmans. La révolution islamique, constatent Olivier Carré et les autres collaborateurs de l'ouvrage, est la révolution de jeunes contre les vieilles structures et les vieilles mentalités dominantes héritées de la période coloniale et post-coloniale. Il n'est plus désormais question de critiquer les colonialisme, attitude qui revient finalement à recueillir une partie de son héritage en se soumettant consciemment ou inconsciemment à un mode de raisonnement hérité de lui, mais de dépasser l'idéologie coloniale en retrouvant une légitimité spirituelle autochtone et transhistorique.

La "guerilla spirituelle" contre les idéologies dominantes du système, qui en découle, peut ensuite déboucher sur une guerilla armée. C'est le phénomène que nous constatons aujourd'hui avec les actions militaires des groupes islamiques au Liban. Ou avec ce phénomène que la presse occidentale nomme le "terrorisme international".

Pour atteindre son objectif final, à savoir l'application intégrale de la Loi islamique, tant sur le plan constitutionnel que dans la rédaction du droit civil et criminel, la guerre est une voie obligée. C'est en outre une "voie divine" qui complète, par le sacrifice de soi dans des actes héroïques, la "grande guerre sainte", celle que chaque musulman doit engager contre lui-même, contre ses propres faiblesses humaines, trop humaines. Signalons que ce combat ne peut se réduire à une

analyse schématique comme les média occidentaux aiment à la faire: le militant islamique n'est pas un partisan des blocs, il ne se reconnaît pas dans les deux grands discours matérialistes dominants, il ne se bat pas pour une augmentation de son niveau de vie ni pour une meilleure organisation de la production. Si la justice sociale est un point important de ses revendications, c'est moins par souci matérialiste (rejoindre le mode de vie occidental, aujourd'hui considéré comme le référent universel de tout projet de développement) que par conviction religieuse: pour le radical islamique, Dieu n'aime pas l'injustice entre les croyants. Ensuite, tout projet islamique est un projet holiste, qui ne veut pas tenir compte des intérêts étroitement individualistes.

la vision de Shariati

Parmi tous les radicalismes étudiés, notre attention s'est portée tout particulièrement sur le chapitre consacré au radicalisme chiite d'Ali Shariati. L'auteur de cette partie de l'ouvrage collectif, N. Yavari d'Hellencourt, nous décrit une des figures les plus controversées du courant radical. Présenté comme un idéologie islamique "moderniste" et "anticlérical", Shariati est, peut-être, l'idéologue islamique le plus compréhensible pour l'observateur européen. Tout au long de son œuvre, on peut retrouver en permanence les mêmes concepts: Dieu, Islam, Chiisme et "socialisme". Comme nous l'avions déjà indiqué, le "socialisme" n'est pas ici une doctrine spécifique qui se rattache au courant connu sous ce nom dans le monde occidental, mais un souci permanent de justice sociale. Pour Shariati, l'image même de l'Islam est symbolisée dans un des compagnons du Prophète Mohammed: Abuzar-e-Qaffâri.

Pour Shariati, le chiisme n'est pas une secte de l'Islam, il est "l'expression authentique de l'orientation idéologique de l'Islam". A ce titre, il est le support véritable de toute révolution islamique. A partir du califat d'Osman, il devient "subversif". La fidélité exclusive d'Ali au Coran et à la sunna du Prophète lui interdit d'occuper toute fonction qui impliquerait d'autre lien que ces derniers. Pour Shariati, cette attitude d'Ali, fondateur du courant chiite, fait du chiisme une doctrine encore plus sunnite que le sunnisme lui-même. D'où les dix points du credo chiite de Shariati: la doctrine du modèle (le Prophète et les "gens de sa maison"), le radicalisme du "non" envers tout ce qui n'est pas conforme à ce modèle, le sunnisme intégral du chiisme (le Coran et le Prophète comme référents exclusifs), la reconnaissance d'un guide politico-religieux comme "guide vertueux" pour la Communauté, la voie du *Jihad* pour Dieu est aussi voie du *Jihad* pour le peuple (contre les injustices et les privilèges des possédants), la complémentarité entre l'intellectuel conscient et les représentants de l'Imam que sont les Ulémas dans l'œuvre de guides du peuple.

Shariati est fasciné par la position radicale d'Ali face au pouvoir. Mais cette fascination le ramène tout naturellement à une réflexion sur le politique et non au refus définitif de l'organisation de la



La population féminine d'Iran semble soutenir la révolution islamique, contrairement à ce qu'affirme une certaine presse occidentale, très inquiète que les mœurs dépravées d'Hollywood ne puissent plus s'emparer de ce vieux pays du Moyen-Orient. La femme islamique affirme au contraire retrouver une dignité perdue par le consumérisme d'inspiration américaine.

Cité. Ce qui d'ailleurs différencie essentiellement l'Islam radical des sectes chrétiennes, c'est l'intérêt permanent porté par les premiers à intégrer le projet de Dieu dans celui de la Cité terrestre. Il n'y a pas de césure radicale entre Dieu et les hommes mais un rapport à la fois hiérarchique et complémentaire. Le Prophète, écrit Shariati, en parlant d'une "cité vertueuse" n'évoque pas une construction théorique mais une construction *objective*. L'Islam de Shariati est donc une doctrine volontariste, porteuse d'un projet idéal mobilisateur. Nous avons ainsi affaire à un projet politique, soucieux de résoudre les questions fondamentales de la communauté islamique. La question à laquelle renvoie la problématique radicale de Shariati est moins celle de l'Etat en tant qu'instance suprême du politique que celle de la Communauté *(umma)* constituée en nation. La nation *(ar-watan;* en persan: *mellat)* n'est pas la Communauté puisque son unité objective est réduite "aux liens du sang". Elle est, de ce fait, englobée dans une unité universelle, celle de l'*Umma,* à la fois unité de Foi (spirituelle) et unité idéologique (voie, but). On peut identifier ces catégories dans un certain discours traditionnel européen, discours tout aussi subversif, dans les notions hiérarchisées d' *Imperium* et de *natio*. Cette soumission de la nation est le refus explicite de Shariati des idéologies nationalistes qui tendent vers la xénophobie et le racisme. Sans nier les identités ethniques données par l'observation de la nature, Shariati privilégie, dans sa pyramide des valeurs, les valeurs idéologiques.

L'*Umma* (en persan: *Ommat),* communauté supra-nationale, est un mouvement dont la finalité est la recherche incessante de la "perfection". Ce mouvement peut malheureusement être dévié de sa voie pure par la transformation de l'Islam-idéologie en Islam-culture. Cette dichotomie culture/idéologie recouvre au fond le rapport entre les liens du sang et ceux de l'esprit. l'espace-temps joue un rôle déterminant sur les groupes humains; il ne peut néanmoins interdire à l'idéologie de prendre le pas sur la "longue durée". L'Imperium/*Umma* ne peut accepter que son aspect universel et divin soit soumis aux intérêts de groupes "nationaux", de nature biologique, donc inférieure.

le peuple est mandataire de la volonté de Dieu

Pour assurer la cohérence de l'*Umma* et son ciment idéologique, une structure est indispensable: celle de l'Etat légitime et juste. L'Etat islamique est l'antithèse de la "démocratie occidentale laïque". Cette opposition n'implique pas le désir d'un Etat "clérical ou califal". Shariati est clairement opposé à tout système autocratique déguisé en théocratie réactionnaire. Il prône alors, entre le laïcisme et le cléricalisme, une **troisième voie**: celle de l'Etat islamique légitimé par le Coran et la volonté populaire. Dire que la souveraineté appartient à Dieu signifie que la voie d'orientation de l'Etat est une voie divine. Le fondement du pouvoir, sa philosophie sont d'essence divine. L'Etat, pour suivre la voie de Dieu, a besoin d'un guide et non d'un gestionnaire. Celui-ci tire son autorité de Dieu et du peuple. Selon le schéma radical de Shariati, Dieu délègue son pouvoir au peuple qui est seul habilité à transmettre des droits divins au guide. Comment s'opère ce transfert? Par la technique de la **consultation.** Le Prophète, comme Ali lui-même, faisait de cette pratique un des piliers de sa conduite politique. La consultation populaire, selon la Tradition, était symbole de la reconnaissance de la liberté et de la responsabilité du peuple. Elle pouvait s'exercer dans de nombreux cas: outre la délégation de pouvoir constitutionnelle au guide (similaire à la notion gaullienne de referendum), elle s'exerce pour le choix des responsables politiques, pour l'expression des opinions politiques, pour le droit à la contestation du pouvoir politique (droit que l'on retrouve aussi dans la tradition politique européenne); enfin, elle s'exerce dans l'optique du contrôle (la base contrôle la tête) et dans celle de la révocation (qui peut aller jusqu'au tyrannicide) du chef de la Communauté dans sa version nationale. Si le souverain absolu est Dieu, le peuple exerce, comme mandataire direct du pouvoir absolu, les droits et les devoirs inhérents à son mandat. Le guide est donc soumis à cette double souveraineté, déléguante et déléguée, et son rôle est d'assumer l'idéologie de Dieu sur la terre.

Un des principaux devoirs du guide est d'assurer entre les croyants la justice sociale. La société moderne occidentale a exacerbé les privilèges de classe. L'Islam comme révolution doit appliquer un système juridique où les règles et valeurs coraniques agissent comme fondement des réformes. Globalement, toutes les sources de production, secteur industriel compris, sont des bienfaits de Dieu. D'où une conception limitative de la valeur du droit de propriété. C'est une valeur relative, qui ne reconnaît pas l'idéologie, venue d'Occident, consacrant la propriété comme droit absolu.

On retrouve d'ailleurs ce courant "socialiste islamique" dans d'autres pays. Au Liban, par



Des commandos suicide iraniens partent au combat contre les troupes irakiennes de Saddam Hussein. L'intégrisme islamique règle ses comptes avec le laïcisme baasiste qu'il juge opportuniste et d'inspiration occidentale, tout comme le kémalisme turc. Malgré toutes les prophéties américaines et sionistes, l'Iran ne s'est pas effondré et la guerre s'enlise depuis bientôt six ans. Les deux peuples du Moyen-Orient ont payé un lourd tribu de sang sans qu'aucune solution ne soit encore en vue.

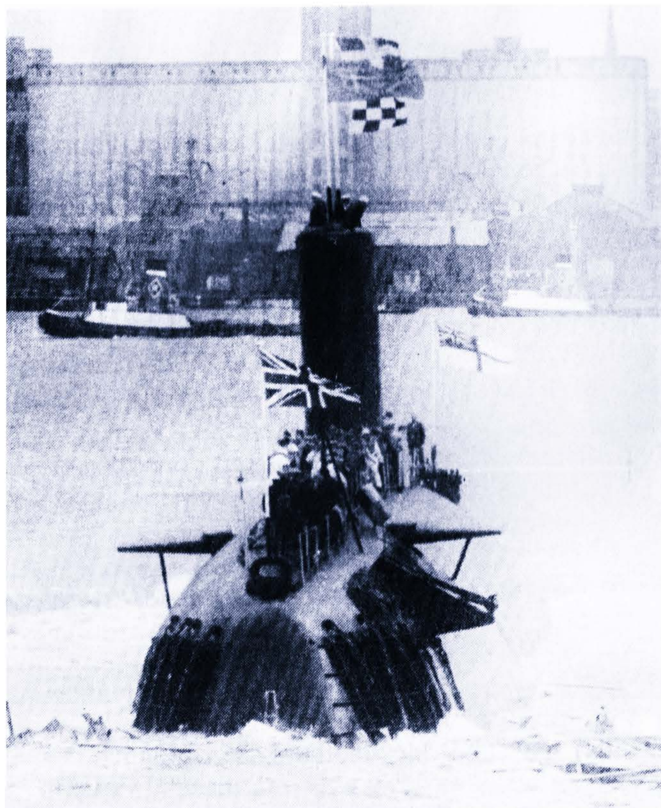
exemple, où il se confond avec des traditions locales. Celle de Tripoli notamment avec le mouvement issu de la révole d'Ali Akkaoui. Héros populaire d'origine paysanne, ce dernier s'adressait aux masses sunnites. Pour ce faire, il créa un parti qui se voulait nationaliste, révolutionnaire et "inspiré du modèle guevarien". ses adversaires furent clairement désignés: les notables, le parti communiste libanais, l'Etat libanais et, enfin, les féodaux. Son mouvement, l'organisation démocratique socialiste, était aussi un adversaire déclaré du sionisme, qu'il dénonçait comme "mouvement chauviniste racial soutenu par les capitalistes du monde" (entendez les Américains). Anti-capitaliste, anti-étatique, nationaliste et égalitaire, l'ODS d'Akkaoui fut durement combattu par les forces officielles. Ali Akkaoui lui-même fut assassiné en 1974 dans un hôpital militaire libanais. Dès sa disparition, son frère, Khalil Akkaoui, reprit le flambeau en ajoutant un élément: l'idéologie islamique. La confession religieuse devint un fondement de la lutte menée.

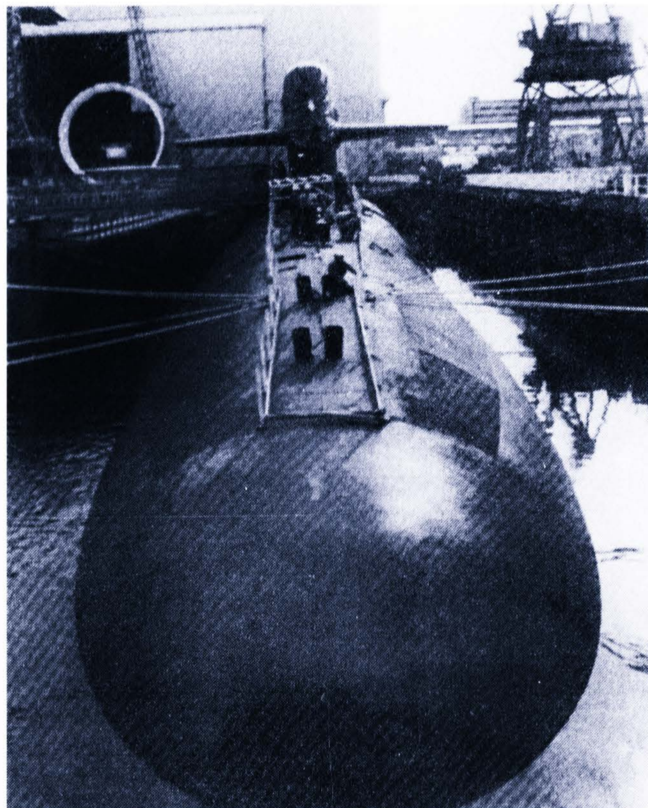
De Shariati aux frères Akkaoui, en passant par Qutb ou Hassan Al-Banna en Egypte, le radicalisme islamique nous apparaît comme l'archétype du mouvement militant traditionaliste-révolutionnaire. Sa fonction d'éveil s'appuie néanmoins sur une approche populaire et non élitiste. Le radicalisme islamique est un mouvement de mobilisation des masses. Sa position dans le monde contemporain, qui en fait la grande peur des "bien-pensants" d'Occident, nous incite à mieux étudier son discours. Les deux tomes ici recensés peuvent nous y aider.

Ange SAMPIERU.

Radicalismes islamiques (deux tomes; T.1: Iran, Liban, Turquie; T.2: Maroc, Pakistan, Inde, Yougoslavie, Mali), sous la direction d'Olivier CARRE et Paul DUMONT, éd. L'Harmattan, Paris, 1986, 110 FF.







Deux types de sous-marins modernes: le "Conqueror" britannique (à gauche) et un submersible américain de la classe "Ohio". Ces armes constituent l'épine dorsale de la stratégie actuelle des thalassocraties, comme nous l'expliquent Philippe Masson et Ange Sampieru.

De la mer et de sa stratégie
à propos d'un livre de Philippe Masson

par Ange Sampieru

deux pensées géopolitiques

La réflexion sur la stratégie maritime, à l'heure du retour de la géopolitique en politologie, participe de cette volonté des hommes de mieux intégrer dans leur intelligence du jeu des Etats les éléments de la géographie planétaire. Carl SCHMITT le faisait remarquer: nous vivons sur une planète que nous avons appelé la "Terre"; or, les 2/3 de la surface de cette "Terre" sont composés d'étendues marines!! L'école traditionnelle de géopolitique se compose dès lors de deux courants: le courant "continental", très répandu dans les milieux européens (HAUSHOFER, mais aussi CLAUSEWITZ) et le courant "océanique", mis en valeur dans l'aire culturelle anglo-saxonne (MAHAN) mais aussi, paradoxalement, en France, avec l'Amiral CASTEX, le Contre-Amiral SANGUINETTI ou l'Amiral Pierre LACOSTE.

Pour Philippe MASSON, l'école des stratèges européens, dont CLAUSEWITZ fut le maître à penser, révèle deux lacunes: la première, c'est de ne pas tenir suffisamment compte, dans sa théorie des guerres de partisans, de la guerilla comme force armée populaire (l'écrivain Ernst JüNGER est le seul, avec sa fameuse théorie du partisan à avoir abordé ce thème, encore que ce soit sous une forme moins directement militaire que guerrière et philosophique). La seconde lacune concerne précisément la puissance maritime. Philippe MASSON souligne en effet l'absence totale, chez CLAUSEWITZ, de réflexions construites sur le rôle des océans dans la guerre ni sur le poids pourtant réel des escadres dans les rapports de force entre Etats.

Dans cette pensée, la "frontière" stratégique reste essentiellement terrestre et l'absence de spéculations relatives aux thalassocraties apparaît générale dans la grande majorité des théories stratégiques en Europe (GUIBERT, JOMINI, von der GOLTZ, FOCH, LUDENDORFF). Cette ignorance oppose ce courant continental-européen au courant océanique, dont le plus illustre représentant fut l'Amiral américain MAHAN. Son ouvrage fondamental, paru en 1890 et intitulé "La puissance maritime dans l'Histoire", constitue une révolution dans le sens où la place accordée à la mer dans la stratégie militaire acquiert désormais une importance considérable. Le Times anglais a comparé d'ailleurs cette révolution à celle de NEWTON en astronomie. De telles réactions sont indices de l'intérêt immédiat que les théories de MAHAN connurent dans les milieux dirigeants de son époque, surtout en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Contrairement au "Vom Kriege" de CLAUSEWITZ, le livre de MAHAN s'est révélé déterminant dans les décisions concrètes prises par les Etats maritimes, en matière de stratégie. La politique internationale des Etats-Unis, notamment, en a été constamment imprégnée et le demeure.

les bases du Sea-Power selon Mahan

La question que pose MAHAN, et à laquelle il apporte une réponse cohérente, est la suivante: quelles sont les bases du "Sea Power", autrement dit de la puissance maritime? L'étude de l'histoire lui fournit les matériaux d'une réponse complète. Il dégage d'abord les facteurs déterminants:
1) La position géographique d'abord. La position en bordure des routes maritimes fréquentées par exemple; un découpage des côtes favorables à l'établissement de ports, avec ressources suffisantes en "gens de mer" et base arrière industrielle à forte capacité productive pour soutenir l'activité maritime (construction et entretien d'une flotte de guerre).
2) Un facteur social ensuite. La pauvreté d'un pays côtier, tant du point de vue des ressources du sous-sol (richesses en matières premières ou en ressources alimentaires) que de la population (esprit d'aventure). MAHAN juge d'ailleurs les médiocres prestations maritimes françaises dues à la relative richesse des terres et à la clémence du climat.
3) Un facteur psycho-culturel aussi. La mentalité de "boutiquiers" des Hollandais et des Anglais est à l'origine de leur réussite maritime. La France, tournée vers une économie de nature "colbertienne", construite sur un mépris catholique de la profession commerciale, est exclue de cette philosophie mercantiliste, propice à l'économie d'échanges.
4) Un facteur institutionnel enfin: l'Etat peut réellement jouer un "rôle d'entraînement", appuyé en cela par les opinions dominantes de la société, prise au sens le plus large.

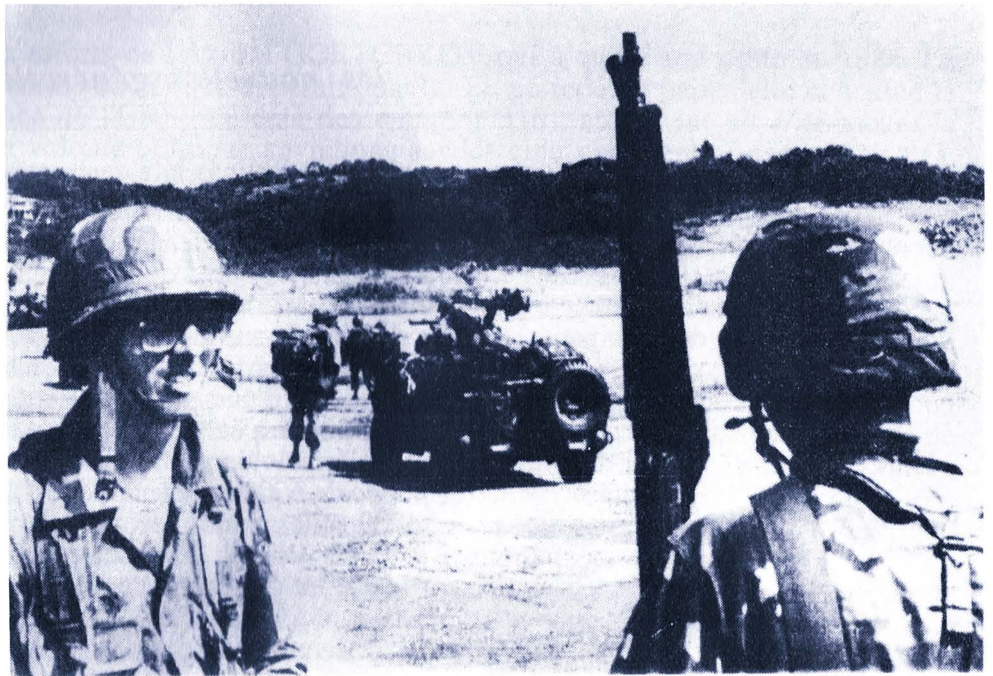
Bien entendu, chacun de ces facteurs cités peut être sujet à contestation. Ainsi, par exemple, nous pourrions évoquer le développement remarquable de l'activité maritime sous le règne de Louis XIV où les négociants bordelais, malouins ou nantais tenaient une place importante dans le commerce maritime mondial (toiles, draps, céréales).

les stratégies des années 80

A partir de ces constatations de départ, Philippe MASSON développe son étude en quatre points: après une analyse des théories stratégiques maritimes, il compare, dans une seconde partie, les différents types de stratégies développés et leurs enjeux. Dans une troisième partie de son travail, intitulée "La bataille", MASSON introduit ses lecteurs aux principes généraux de la bataille navale, à l'histoire des tactiques navales ainsi qu'à une typologie du personnel maritime. Il conclut par une étude aussi courte que concise sur le thème du "Chef et du hasard". Dans une quatrième partie, la stratégie maritime est replacée dans l'environnement moderne, celui du nucléaire et des missiles.

Nous nous intéresserons tout particulièrement à cette quatrième partie, dans la mesure où elle contient des implications directes sur la situation mondiale des années 80. L'invention de l'arme atomique a profondément modifié les règles de la stratégie maritime. Mais elle a aussi modifié la composition et la physionimie des flottes de combat.

Dans une première période, l'arme nucléaire est le monopole de fait d'une et une seule puissance mondiale: les Etats-Unis d'Amérique. Forte de ce monopole, cette dernière suit une stratégie répondant à l'absence de forces nucléaires chez son principal adversaire soviétique et cette stratégie sera celle des représailles massives. La maîtrise de l'arme atomique, à partir de 1955, en URSS,



Soldats américains fraîchement débarqués à la Grenade. La maîtrise des îles est une nécessité impérieuse pour tous les Etats qui tirent leur puissance de la mer. Les Etats-Unis ne pouvaient tolérer la moindre mainmise d'une puissance hostile sur une île stratégiquement importante, située dans leur arrière-cour, la Mer des Caraïbes.

modifie la politique d'emploi de cette arme. Face à ce rétablissement de "l'équilibre" stratégique, on passe à une nouvelle stratégie, celle de la "destruction mutuelle assurée" (ou "Mutual Assured Destruction"; en abrégé, "MAD"), encore appelée "équilibre de la terreur".

Plus tard, de nouveaux pays entreront dans ce "club atomique" des possesseurs de l'armement nucléaire. Bien entendu, les forces navales de ces puissances n'échapperont pas aux mutations qu'induit ce phénomène, tant sur le plan de la réflexion stratégique que sur l'évolution de l'équipement. Les navires de la nouvelle flotte de guerre seront dotés de toute la gamme des missiles modernes, tant les classiques que ceux munis de charges nucléaires.

Suivant en cela les enseignements traditionnels, le porte-avion constitue toujours le pivot de toute flotte de combat (les Anglais parlant à son sujet de "capital ship"). Le meilleur exemple d'utilisation de ce type de navire est le porte-avion américain Nimitz. Avec ses 325 m de long et ses 41 m de large, ce porte-avion déplace une charge de 91.000 tonnes. Grâce à ses deux réacteurs nucléaires, il développe une puissance de 260.000 chevaux, soit une vitesse de croisière supérieure à 30 noeuds et un rayon d'action quasi illimité.

De plus, il peut emporter à son bord un arsenal impressionnant d'appareils de l'aéronavale: de l'intercepteur Tomcat à l'avion d'assaut Hornet ou Phantom, en passant par les hélicoptères Seaking, les avions de guerre électroniques Prowler ou encore l'appareil de veille et d'exploration Hawkeye. Chacun de ces porte-avions est par ailleurs accompagné d'une flotille de protection, allant du croiseur au destroyer, en comptant les frégates aptes à la lutte anti-sous-marine et à une riposte aux attaques aériennes; ces dernières sont équipées en général de missiles air-mer (dont la portée est de plus de 100 km), venant compléter une DCA plus classique. On a pu néanmoins constater au cours de la Guerre des Malouines la relative faiblesse de ces moyens de protection, notamment face à des chasseurs armés de missiles de type air-mer Exocet AM 39 qui, lancés en vol rasant, sont assez difficiles à intercepter. Dans la même catégorie, on peut signaler le danger que représente, pour les forces navales, le bombardier soviétique Backfire qui dispose d'un rayon d'action de 9000 km à une vitesse de 1 à 2,5 mach et dont l'armement, redoutable pour un navire de gros tonnage même bien protégé, se compose de missiles AS4 "Kitchen", à autodirecteur actif, munis de charges nucléaires et d'une portée impressionnante: 300 km.

Les autres bâtiments de surface de ces flottes possèdent aussi les missiles surface-surface, éventuellement équipés en charges nucléaires. Le premier essai d'utilisation opérationnelle de ce type de missile fut la destruction en juin 1967 de la vedette israëlienne "Elath" par un engin "Styx" de fabrication soviétique. Depuis, de nombreux modèles ont été mis au point, comme l'Exocet français, le Harpoon américain ou le Saab suédois. Les Américains ont même réussi à améliorer les performances de cette catégorie de missiles par le lancement d'un missile de croisière appelé Tomahawk. Ce dernier peut être mis en oeuvre aussi bien à partir d'un avion que d'un navire de surface ou d'un sous-marin. Il vole à une vitesse de 800 km/h à basse altitude avec un rayon d'action de 1300 km.

les nouvelles générations de submersibles

A cette famille de missile, souvent nucléaires, destinés à la destruction des navires de surface, il faut ajouter les nouvelles générations de submersibles. Inauguré en 1955 avec l'apparition du sous-marin américain Nautilus, les submersibles modernes possèdent des caractéristiques exceptionnelles: vitesse élevée, supérieure aux navires de surface, rayon d'action pratiquement illimité, affranchissement total vis-à-vis de la surface. La seule limite est en fait la résistance psychologique des équipages, séparés de tout durant les périodes longues de plongée. On trouve aujourd'hui deux types d'unités à propulsion nucléaires: 1) les sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE), instruments très fiables dans le cadre d'une politique de dissuasion; ils sont armés de missiles ballistiques (entre 16 et 24) dont la portée a été régulièrement augmentée depuis les années 60... En 1960, les missiles américains Polaris avaient une portée de 1500 miles nautiques; les futurs Trident II D5 auront, eux, une portée de 6000 miles nautiques! L'Union Soviétique possède les missiles SS N8 d'une portée de 4500 miles nautiques, les nouveaux SS20 étant en cours d'élaboration. Quant aux cinq SNLE français, ils sont armés de missiles M20 (portée: 3000 km), en attendant la nouvelle génération des M4 ayant une portée de 4000 km.

Ajoutons à ces performances de longue portée et de vitesse, celle de la précision. Le "cercle d'erreur probable", autrement dit la dispersion des engins, varie de 1200 mètres pour les anciens missiles américains Poséidon à 500 mètres pour les Tridents I4. Tous ces missiles sont d'autre part améliorés dans le sens d'une multiplication des ogives portées et d'une réduction de leur puissance. Les missiles américains possèdent de 8 à 14 têtes de 50 à 100 kilotonnes qui, de surcroît, sont "marvées". C'est-à-dire qu'ils assument eux-mêmes leur trajectoire, de façon à éviter les risques d'interception et à faciliter la pénétration. La flotte soviétique est demeurée, quant à elle, au stade des missiles dits "mirvés", c'est-à-dire non guidés et lancés en grappe. Les nouveaux SSN20 seront sans aucun doute "marvés" et prêts à recevoir de 7 à 9 têtes marvées.

2) La seconde catégorie de sous-marins est celle des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA). D'un tonnage moins important que les SNLE, ils peuvent atteindre 40 noeuds en plongée et 450 m d'immersion. Leur armement est à la fois très sophistiqué et très varié. A la base, une panoplie de torpilles filo-guidées ou auto-guidées, ainsi que des missiles aérodynamiques (type Subharpoon ou SM39, dérivé de l'Exocet français). La mission des SNA est plutôt d'ordre stratégique, de "mission stratégique". Repérer, pister et éventuellement détruire les SNLE adverses. D'où la constante amélioration en matière de silence et de discrétion des SNLE pour échapper aux recherches des SNA. Leur deuxième mission est l'attaque des forces de surface. Durant le conflit des Malouines, le SNA Conqueror a torpillé le bâtiment de surface argentin "General Belgrano", prouvant ainsi le danger de ce type de submersible mais aussi le caractère indispensable, dans une flotte moderne, de posséder des moyens réels et efficaces de lutte anti sous-marine. Le SNA est en outre armé de missiles qu'il peut lancer en immersion, à des distances variant entre 30 et 300 miles nautiques. Une troisième mission est celle, plus classique, d'action contre les lignes de communication. Le SNA peut aussi assurer, mission nouvelle, l'attaque contre des objectifs continentaux, soit situés sur le littoral soit franchement à l'intérieur des terres.

Face à cette diversification des tâches confiées à l'arme navale, l'Europe semble ne pas avoir répondu. Si, en 1939, ses flottes de guerre représentaient la majorité en terme de tonnage (60%), en 1980, elle n'est plus que de 15%! Les marines européennes, en dépit de capacités technologiques et industrielles élevées, ne peuvent plus répondre à l'éventail des missions exigées, à l'éventail des menaces potentielles ni même au maintien d'ensembles homogènes. Le cas le plus frappant est celui des pays nordiques, notamment en ce qui concerne un éventuel affrontement en Mer Baltique. Face aux forces du Pacte de Varsovie, en général bien adaptées aux conditions hydrographiques locales, les forces navales des pays riverains (RFA, Norvège, Danemark,...), englobés dans le système de défense occidental, ne pourraient pas aligner des qualités au moins égales aux forces qui leur font face.

la stratégie navale soviétique

Une évolution remarquable est celle de l'Union Soviétique. A l'origine puissance continentale, elle est devenue aujourd'hui une véritable puissance navale. D'où une politique efficace où la géostratégie joue un rôle majeur. Les mutations technologiques ont été intégrées par ailleurs dans une politique mondiale où l'engagement naval tient une place prépondérante. Cette œuvre historique est,

en partie, le résultat des efforts de l'Amiral GORTCHKOV qui a quitté son poste en 1986. La mission actuelle de la marine soviétique apparaît double. En période de paix, "elle constitue la projection de la puissance de l'URSS au-delà des mers" (p.310), autrement dit, elle assure la présence physique de la volonté politique soviétique sur les cinq continents (visites amicales, surveillance des "points chauds", etc.). Elle constitue aussi un vecteur de la propagande et de l'action révolutionnaires dans le monde. Comme le déclarait l'Amiral GORTCHKOV lui-même: "La marine soviétique marque et neutralise les forces navales américaines et facilite les processus révolutionnaires en Occident". Par là même, l'arme navale retrouve sa place dans une vision clausewitzienne de la politique extérieure d'un Etat. En outre, elle s'inscrit dans une approche traditionnelle des relations entre les forces armées et le pouvoir politique. La célèbre dichotomie proposée par le stratège allemand entre finalité politique et objectif militaire stratégique est implicitement restaurée dans la doctrine militaire de l'armée et de la marine soviétiques. Cette mission de présence et d'action "subversive" (nous préférons écrire "politique") est réservée à la flotte de surface, en liaison avec des navires "civils" soviétiques (flotilles de pêche, navires océanographiques, etc.) dont les missions complètent celle de la première (surveillance, observation, etc.). En temps de guerre, la mission de la marine soviétique est plus "traditionnelle". Elle assure la défense des approches maritimes de l'URSS, mais surtout participe directement aux actions de destruction du "potentiel militaro-économique" de l'adversaire. Pour le chef de la marine soviétique, il s'agit là de l'objectif majeur de son arme. Le but est moins le contrôle de la mer en soi que la participation à la guerre contre la terre adverse. La marine, ici, ne joue pas un rôle préventif mais *préemptif*, c'est-à-dire qu'elle devance une action d'offensive générale contre l'ennemi. Dans ce cas, elle a pour objectif la destruction des forces navales ennemies, autrement appelée dans le langage soviétique "bataille de la première salve", suivie d'opérations de plus grande ampleur contre les territoires ennemis en liaison étroite avec les forces de terre et de l'air. Les SNA soviétiques pourraient ainsi détruire le potentiel industriel ennemi situé en bordure du littoral au moyen de missiles aérodynamiques.

Nous nous devons donc de signaler la double nature de l'Union Soviétique en tant que grande puissance mondiale: elle est à la fois continentale et maritime. En dépit de certaines erreurs d'appréciation (comme la prétendue supériorité des transports terrestres sur les transports maritimes), le géopoliticien britannique MACKINDER a trouvé, a posteriori, dans le jeu mondial de l'URSS, une éclatante confirmation de ses théories. L'Union Soviétique est bien en effet le *Heartland* identifié par le théoricien MACKINDER. Sa politique extérieure consiste bien en une destruction ou un affaiblissement réguliers des "croissants extérieurs", des cordons surpeuplés et sur-industrialisés, qui, par leur puissance économique et l'attraction qu'ils exercent, pourraient menacer à terme la sécurité et l'expansion de l'URSS. L'exportation de la révolution communiste comme soutien à l'objectif géopolitique jette un éclairage nouveau sur l'histoire des quarante dernières années, rejettant comme superficiel et schématique les analyses des anti-communistes professionnels.

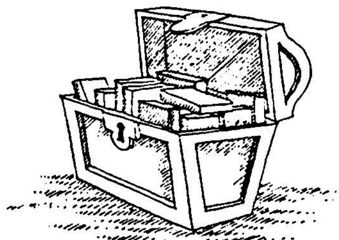
en conclusion

Philippe MASSON, en près de 350 pages, où les annexes assurent une fonction importante dans l'analyse des stratégies maritimes (notamment les cartes), nous démontre que, loin de disparaître, les marines tendent à jouer un rôle croissant dans la politique extérieure des Etats. Par l'intégration intelligente des progrès technologiques, les forces navales conjuguent une certaine autonomie vis-à-vis des points fixes (aérodromes et pistes terrestres) à une souplesse d'adaptation aux missions qui lui sont imparties. L'invulnérabilité des SNLE et autres SNA, totalement invisibles et irrepérables dans les fonds marins, permet une quasi efficacité de la politique de dissuasion, notamment dans le cadre de la doctrine de la seconde frappe.

Le seul handicap est la lenteur de leurs interventions. Aujourd'hui, les mers ne sont plus seulement des soutiens aux conflits terrestres; elles jouent désormais un rôle "à part entière" que personne ne peut plus leur contester. Aux Européens de prendre en compte cette nouvelle dimension de la politique, la dimension planétaire.

Ange SAMPIERU.

Philippe MASSON, ***De la mer et de sa stratégie***, éditions Tallandier, Paris, 1986, 120 FF.



Bibliographie

théorie politique

Arthur BENZ, *Föderalismus als dynamisches System. Zentralisierung und Dezentralisierung im föderativen Staat*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 1985, 294 S., DM 39,50. Le fédéralisme et la décentralisation parviennent à mieux affronter les réalités mouvantes de ce monde. Telle est la conclusion de cet ouvrage rigoureux, âpre, mais incontournable pour tout qui envisage de doter les nations européennes d'un système souple, tenant compte des innombrables différences qui font la trame de notre vieux continent. Le travail de Benz permet de donner des assises juridiques sérieuses au souhait confédératif. Le désir de flexibilité administrative s'aperçoit, explique Benz, dans l'approche différente (par rapport aux années 50 et 60) de la planification de l'espace, urbain notamment. Un livre qui intéressera donc aussi architectes et urbanistes.

Bernd GUGGENBERGER / Claus OFFE (Hrsg.), *An den Grenzen der Mehrheitsdemokratie. Politik und Soziologie der Mehrheitsregel*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 1984, 326 S., DM 34. La "majorité": voilà bien un thème politique fondamental pour les démocraties parlementaires. Ce livre collectif nous propose d'abord deux textes classiques: d'Otto von Gierke et de Simmel. Ensuite aborde la problématique de la "majorité" dans le cadre des Etats constitutionnels démocratiques. Parmi les collaborateurs de cette partie centrale, nous trouvons les Italiens Bobbio et Sartori. Dans une troisième partie, les auteurs abordent les défis qu'enregistre la règle majoritaire dans le monde actuel. Urs Müller-Plantenberg analyse comment le bricolage idéologique para-reaganien, mi-néo-libéral, mi-néo-conservateur, tente de tourner la règle majoritaire.

Ernest GELLNER, *Nations and Nationalism*, Basil Blackwell, Oxford, 1983/84 (2d ed.), 150 p., £ 4.95 (paperback)/ £ 12.50 (Library edition). Un ouvrage concis parmi les innombrables ouvrages qui ont déjà tenté de définir le ou les nationalismes. Gellner évoque beaucoup la transition de la "période agraire" à la "société industrielle" et l'émergence des nationalismes qui découle de cette mutation. Un chapitre 7 s'essaye à une typologie des nationalismes. Travail toujours d'une grande utilité.

Kenneth DYSON, *The State Tradition in Western Europe*, Basil Blackwell, Oxford, s.d., 310 p., £ 8.50 (paperback)/ £ 22.50 (Hardback). Quelle est la tradition historique porteuse de l'Etat en Europe? Que s'est-il passé au moment de son émergence? Quelles sont les différences entre les traditions continentales et la tradition britannique, cas qualifié d'aberrant par Dyson? L'Etat est à la fois puissance, droit et legitimité pour le praticien du politique et objet d'investigation pour l'intellectuel; celui-ci abordera généralement l'Etat, fait objectif, selon une tradition philosophique et culturelle propre à sa patrie, à sa culture. Dyson analyse avec une remarquable précision les traditions étatiques allemande et française.

Hans BURKHARDT, *Gleichheitswahn, Parteienwahn. Massenpsychosen der Gegenwart*, Hohenrain, Tübingen, 1985, 159 S., DM 16,80. Une critique fouillée, par un psychologue, du dogme égalitaire. Les idéologies postulant en principe l'égalité régentent officiellement le monde d'aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest. Pour Burkhardt, ces idéologies menacent l'autonomie de l'individu et la dignité humaine. D'où vient cette religion laïque? Quelles sont ces racines, ses implications idéologiques, ses retombées politiques concrètes? Un petit manuel pratique pour qui cherche à comprendre ou à assimiler l'anti-égalitarisme des droites.

Wolfram HORMANN, *Biologie und Politik. Der Staat am Steuer der Evolution*, Hohenrain, Tübingen, 1985, 158 S., DM 16,80. La biopolitique n'est pas un sujet très prisé aujourd'hui. Pourtant les sciences de la vie éclairent désormais certaines facettes idéologiquement occultées des mécanismes politiques. Les phénomènes migratoires, les planifications à trop court terme, la mort lente de certains peuples, etc.: autant de sujets peu exploités en littérature politologique et dans les médias. L'argumentation de Hormann est "conservatrice" mais non libérale, puisque l'Etat, le politique, doit constituer le gouvernail de l'évolution.

Thomas CHAIMOWICZ, *Freiheit und Gleichgewicht im Denken Montesquieus und Burkes*, Springer-Verlag, Wien/New York, 202 S., 580 Schilling, DM 82. Huit chapitres de ce que les Anglo-Saxons appellent avec beaucoup de pertinence "cross-fertilization". Chaimowicz, à l'heure où les idéologies libérales du XVIIIème siècle reviennent à la mode, nous replonge dans les thèmes politologiques majeurs de ce siècle des "Lumières". Après avoir décrit les idées-forces de Montesquieu, Chaimowicz analyse les évaluations des systèmes de gouvernement posées par Montesquieu. Ensuite, il examine le couple antinomique monarchie/despotisme. Il scrute également l'origine de la séparation des pouvoirs, analyse les "Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et leur décadence". Au chapitre septième, il évalue la part d'hérédité et la part de liberté que contient la "constitution mixte " de Burke. Dernier chapitre: l'esprit de Burke dans la tradition politique américaine. Ouvrage de référence indispensable.

polémiques

Erik R. von KUEHNELT-LEDDIHN, *Gleichheit oder Freiheit? Demokratie - ein babylonischer Turmbau?*, Hohenrain, Tübingen, 1985, 487 S., DM 48. Américain d'origine autrichienne, figure de proue des polémistes conservateurs, Erik v. Kuehnelt-Leddihn ne laissera personne indifférent. Dès 1953, il publiait un ouvrage au titre marqué d'une inhabituelle disjonction: "La liberté ou l'égalité?". Cité abondamment comme ouvrage de référence, ce livre est épuisé depuis longtemps. La thématique, qui est la thématique essentielle du libéral-conservatisme anglo-saxon, constitue un plaidoyer contre l'Age des Masses, contre les collectivismes de toutes epsèces; on peut être d'accord ou non avec cette optique, l'ouvrage demeure de toute façon, un classique. Anti-totalitaire, anti-égalitaire, anti-collectiviste, il représente la quintessence du retour en force des libéral-conservatismes et du rejet des constructivismes. Mais l'atout et l'originalité de v. Kuehnelt-Leddihn, c'est essentiellement de procéder de manière plus "historique", de retracer davantage la filiation de l'égalitarisme que ces homologues néo-libéraux plus actuels. Le présent essai est en quelque sorte une réactualisation de l'ouvrage de 1953, assortie d'une

impressionnante batterie de notes et servie souvent par un humour corrosif, un humour que les autres néo-libéraux, confis dans leurs mauvais calculs, n'ont jamais été capables de déployer. Un classique à lire pour jauger la force des adversaires du politique.

sociologie

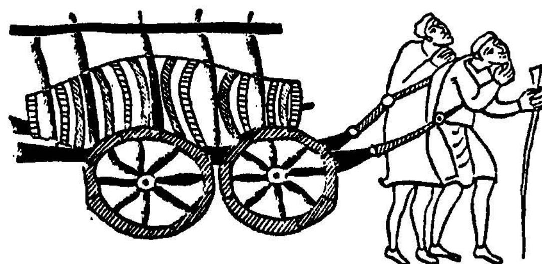
Joachim H. KNOLL / Julius H. SCHOEPS, ***Die zwiespältige Generation. Jugend zwischen Anpassung und Protest,*** Burg Verlag, Sachsenheim, 1985, 320 S., DM 38 . Un remarquable aréopage de sociologues ouest-allemands se penche sur les problèmes de la jeunesse. Colle-t-elle systématiquement à l'esprit du temps? Innove-t-elle ou est-elle nostalgique? Arno Klönne analyse méticuleusement l'anti-bourgeoisisme des mouvements de jeunesse du début du siècle (Wandervogel, etc.). D'autres auteurs de cet ouvrage collectif expliquent les diverses facettes de la "science de la jeunesse": la problématique du conflit des générations (Ott), l'historique des recherches entreprises (Kolfhaus), la typologie des jeunesses (Jaide). Le phénomène des sectes attire l'attention d'Adelheid Herrmann-Pfandt et de Manfred Müller-Küppers. Alphons Silbermann aborde lui la problématique centrale de la sexualité. Un bilan bien nécessaire pour comprendre notre temps, ses modes et ses fluctuations.

théoriciens

Stefan BREUER / Hubert TREIBER (Hrsg.), ***Zur Rechtssoziologie Max Webers. Interpretation, Kritik, Weiterentwicklung,*** Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 1984, 333 S., 44 DM. Six auteurs analysent la sociologie du droit chez Max Weber. Hubert Treiber ébauche une étude parallèle entre les processus de rationalisation dans les domaines de la religion et du droit. Il met particulièrement en exergue la notion de "couche sociale porteuse du processus de rationalisation". Stefan Breuer analyse, quant à lui, les retombées de la constitution politique sur le droit. Il puise ses exemples dans les Empires patrimoniaux de Rome et de Chine et dans les féodalismes européen et japonais. David M. Trubek explore les relations existant entre le droit, les structures du pouvoir et l'économie dans la phase d'émergence du capitalisme européen. Il explique pourquoi l'Angleterre a eu une longueur d'avance sur les autres pays européens, malgré le fait que son droit ait été casuistique, donc moins "rationnel" que les droits continentaux. Béatrice Caesar-Wolf et Nico Roos abordent le problème de l'anti-formalisme qui émerge dans la praxis du droit actuellement et que l'on désigne généralement par l'appellation "crise du droit régulatif".

Philip G. CERNY, ***Une politique de grandeur,*** Préface de Michel JOBERT, Flammarion, 1986, 342 p., 120 FF. Une analyse britannique méticuleuse de la politique gaullienne. L'auteur insiste sur la portée idéologique et spirituelle de la politique étrangère de Charles De Gaulle. Pourquoi la politique étrangère? Parce ce que c'est elle qui doit constituer, dans l'optique gaullienne, la clef de voûte du consensus. C'est elle qui définit le plus clairement les objectifs globaux que doit s'assigner une nation. Deux excellents chapitres sur les démêlés entre De Gaulle et le système atlantiste.

Maurice PAZ, ***Un révolutionnaire professionnel, Auguste Blanqui,*** Fayard, 1984, 315 p., 89 FF. Une vie entière vouée à la révolution. Trente-six années d'incarcération. Tel est le bilan le plus sommaire que l'on puisse faire de la vie de Blanqui. Une existence aussi tragique ne peut donner naissance qu'à un élitisme politique rigoureux et intransigeant. Paz esquisse ici une biographie de Blanqui, où la psychologie du "pur" qu'il fut ressort parfaitement. Un livre poignant qui se lit comme un roman, mais où il manque peut-être une perspective historico-idéologique.



histoire contemporaine

Alexander FISCHER (Hrsg.), ***Teheran, Jalta, Potsdam. Die sowjetischen Protokolle von den Kriegskonferenzen der "Großen Drei",*** Verlag Wissenschaft und Politik, Köln, 1985 (3. Auflage), 414 S., DM 28,-. L'analyse des implications des conciliabules de Téhéran, Yalta et Potsdam, qui ont changé la face de l'Europe et du monde, se heurtait jusqu'ici à des limites: seuls les communiqués officiels et les documents américains étaient accessibles aux chercheurs. Mais depuis 1961, le Ministère soviétique des Affaires Etrangères a également ouvert ses archives et a fait paraître successivement plusieurs articles, dans la revue officieuse "Mejdounarodnaïa Jizn", articles se référant aux documents originaux. En 1967, enfin, un livre reprenant l'ensemble des documents disponibles paraissait à Moscou. Cette édition allemande des documents soviétiques est non seulement complète mais compare les assertions soviétiques aux assertions américaines et met les divergences en exergue. Ces sources sont indispensables à qui veut saisir les retombées de la seconde guerre mondiale.

Gerhard SCHULZ (Hrsg.), ***Die Große Krise der dreißiger Jahre. Vom Niedergang der Weltwirtschaft zum Zweiten Weltkrieg,*** Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1985, 280 S., DM 29,80. Un panorama absolument époustouflant des années 30, consécutives à la grande crise économique de 1929. Harald Winkel analyse la croyance, qui sévit toujours et imagine que les crises sont facilement maîtrisables. W. Schieder, G. Schulz, P. Bertaux et M.G. Steinert analysent l'avènement du national-socialisme. K. Scholder examine l'impact de la crise sur la pensée religieuse. Dans une seconde partie, le groupe d'historiens qui a rédigé cet ouvrage collectif se penche sur le monde extérieur à l'Allemagne. D. Geyer aborde le stalinisme. D. Beyrau retrace l'histoire des pays situés entre le Reich et l'URSS et montre à quel degré ils étaient dépendants ou indépendants de leurs puissants voisins (ainsi que des pays de l'Entente). K. Schwabe nous brosse un tableau de l'ère Roosevelt aux Etats-Unis et de l'impact que les succès ou les échecs du New Deal ont eu sur la politique internationale. T Grimm nous parle des vicissitudes historiques qui ont animé l'Extrême-Orient pendant les années 30. B.-J. Wendt évoque un chapitre très important de l'histoire européenne: la volonté d'*appeasement* de certains dirigeants britanniques avant 1939, sujet trop peu traité jusqu'ici et occulté par le culte "churchilliste". F. Steppat analyse, quant à lui, l'impact de la révolution nationale-socialiste dans les pays arabes.



problèmes actuels

Robert BERLOZNIK / Patrick DE BOOSERE, ***Star Wars***, Uitgeverij EPO, Berchem, 1986, 318 blz., 576 FB. Analyse très complète de la farce reaganienne nommée "guerre des étoiles", IDS ou SDI. Malheureusement, la démonstration est empreinte de misérabilisme gauchiste commercial. Malgré cela, on apprend l'inutilité et le danger de l'entreprise. On découvre aussi combien cette "guerre des étoiles" sert les desseins de la grande industrie américaine qui a volonté d'écraser ses concurrentes européennes. En fin de livre, on trouve un chapitre dénonciateur bien intéressant sur le lobby pro-IDS en Belgique.

Michel JAMET, ***L'alternative libérale. La droite paradoxale de Raymond Bourgine***, La Table Ronde, Paris, 1986, 392 p., 120 FF. Une analyse méticuleuse de l'entreprise et des idéaux du patron de presse Raymond Bourgine, propriétaire de *Valeurs actuelles* et du *Spectacle du monde*. Jamet analyse parfaitement l'extrême-libéralisme occidentaliste de Bourgine qui ne tolère aucune déviation à ses principes. On comprends aisément sa rupture avec Alain de Benoist qui n'a que fort peu de respect pour le fétiche "Occident" et pour la vieille lune qu'est le libéralisme, perpétuellement en crise et assassin des peuples.

revues

LA NOUVELLE REVUE DE PARIS, n°5, mars 1986 (Adresse: Editions du Rocher, 28, rue Comte-Félix-Gastaldi, Monaco), prix du numéro: 54 FF. Un superbe dossier sur Hermann von KEYSERLING, le conservateur allemand des années 20 et 30 qui a connu un succès fou en France. Outre des textes et des interviews des enfants du Comte balte, nous relevons, dans ce dossier, "Hermann de Keyserling et l'Inde" par Anne-Marie Bouisson, "L'esprit européen de Keyserling" de Hugo Dyserinck, "Keyserling et Dostoïevsky" d'Alexis Klimov, etc. Accompagné d'une bibliographie et d'une chronologie.

LA LIBERTE DE L'ESPRIT, n°12, juin 1986 (publié chez Hachette), prix du numéro: 79 FF. Six auteurs non conformistes, pourfendeurs des rationalismes étroits, des positivismes stériélisants prennent la parole et nous introduisent dans l'univers de leurs philosophies prospectives: "La topologie énergétique" de Stéphane Lupasco, "Prélude à l'homme" d'Aimé Michel, "Un cheminement intellectuel" d'Olivier Costa de Beauregard, "La sortie du XXème siècle" de Gilbert Durand, "Structure absolue et présent vivant" de Raymond Abellio, "Le Pont-lavie" de Marc Beigbeder. Avec cette chrestomathie, on déchiffre le cosmos, notre cosmos et on apprend à l'aimer en dépit de ceux qui font profession d'insulter la Vie.





questions allemandes

Joachim SCHULZ-NAUMANN, ***Unter Kaisersflagge. Deutschlands Schutzgebiete im Pazifik und in China einst und heute***, Universitas, München, 1985, 352 S., 38 DM. Un panorama très complet de l'aventure coloniale allemande dans le Pacifique avant et pendant la première guerre mondiale. L'auteur n'omet toutefois pas de jeter un regard sur l'histoire des Iles du Pacifique après la domination allemande: les mandats post-allemands, les souffrances qu'elles ont endurées pendant le second conflit mondial, les tentatives d'indépendance après celui-ci. Parmi les originalités de cet ouvrage historique, citons une analyse précise des systèmes sociaux d'avant-garde mis en place par l'administration allemande à Samoa et en Nouvelle-Guinée.

Erich SCHWINGE, ***Bilanz der Kreigsgeneration. Ein Beitrag zur Geschichte unserer Zeit*** (11. verbesserte Auflage), N.G. Elwert Verlag, Marburg, 102 S., 18 DM. Pour l'Allemagne actuelle, tirer le bilan de la génération de la guerre est bien une nécessité impérieuse. Avant 1939, Hitler était soit le paria de l'Europe soit "l'archange Michel" qui allait annihiler le bolchévisme soit le "George Washington de l'Allemagne" (Lloyd George). Les assertions des hommes politiques britanniques étaient généralement favorables, mis à part celles de quelques bellicistes dont Lord Lothian. Même Churchill expliquait avec lyrisme son admiration pour le "Führer". Erich Schwinge, grand juriste international, explore une quantité de documents peu connus du grand public tels les mémoires de personnalités subalternes du monde diplomatique (secrétaires, etc.). A la lumière de ces documents, l'histoire de la seconde guerre mondiale nous apparaît toute différente du schéma habituel. Schwinge analyse avec minutie les antécédents et les retombées de la guerre aérienne et des bombardements et souligne la responsabilité de Churchill, oublieux de ces anciens éloges... La réalité, notamment les agissements réels des diplomaties, a été sévèrement occultée depuis 1945. Une ère de manichéisme simpliste s'est alors ouverte, où les acteurs allemands de la tragédie ont été marqués du sceau du diable. Schwinge s'insurge contre ce simplisme qui oblitère l'existence de son peuple. En annexe du livre, une lettre de Rossevelt à Pie XII envoyée en septembre 1941, où le Président des Etats-Unis essaye d'expliquer au Pape, avec une curieuse naïveté, que le nazisme est plus anti-religieux, donc plus satanique, que le "bolchévisme".

Emil SCHLEE (Hrsg.), ***Deutsche Frage - Deutsche Antworten***, (Beiträge von Volker Beecken, Alain de Benoist, Franz Pahl, Emil Schlee, Wolfgang Seiffert, Michael Vogt), Arndt Verlag, Kiel, 1985, 94 S., 18 DM. Outre une communication d'Alain de Benoist, où le fondateur et

l'impulseur principal de la "Nouvelle Droite" explique son intérêt pour les questions allemandes, nous trouvons dans ce petit volume un solide plaidoyer pour la neutralité de Michael Vogt (Cf. ORIENTATIONS n°7) et une réfutation radicale des structures "dinosauriennes" de la CEE par Volker Beecken.

Eberhard SCHULZ, Peter DANYLOW, ***Bewegung in der deutschen Frage? Die ausländischen Besorgnisse über die Entwicklung in den beiden deutschen Staaten,*** Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V., Bonn, 224 S., DM 12. Excellent petit ouvrage, très didactique, sur l'ensemble des options d'avenir possibles qui s'offrent aux Allemands aujourd'hui. Est-ce un malaise typiquement allemand? Un prurit de révolutionnite comme en 1848? Quelle identité recherchent les Allemands? Veulent-ils mettre à bas l'ordre né à Yalta et à Potsdam? Souhaitent-ils vraiment restaurer un Etat grand-allemand, au-delà de l'actuelle division idéologie du pays? Sont-ils déçus de l'Alliance Atlantique? Espèrent-ils un accord spécial avec l'URSS? Avec ou sans l'appui des fusées américaines à moyenne portée? Quel rôle réservent-ils à la Pologne? Qu'espèrent-ils d'une éventuelle "finlandisation"? La RDA cherche-t-elle sa propre voie, indépendamment du reste du COMECON? Le chapitre 3 du livre explique quelles sont les motivations, en RFA et en RDA, qui poussent les citoyens conscients à vouloir une modification profonde et durable du statu quo. En résumé, un excellent petit livre, surtout pour le public non allemand, peu familiarisé avec la complexité du problème.

littérature

Mogens BRØNSTED (ed.), ***Nordische Literaturgeschichte, Band II, Von 1860 bis zur Gegenwart,*** Wilhelm Fink Verlag, 1984, 697 S., 168 DM. Un panorama très complet des littératures scandinaves: Norvège, Suède, Danemark, Finlande, Islande et Iles Féroé. Cet ouvrage de référence majeur, dont voici le second volume, commence par l'âge du naturalisme (1860-1890), marqué par une "lutte des idées". L'objet de la littérature scandinave est alors de "débattre ouvertement de problèmes". Le théâtre sera simultanément bourgeois et réaliste; il sera critique à l'égard des formes sociales conventionnelles. De 1890 à 1910, les pays scandinaves connaîtront une époque néo-romantique avec, à partir de 1900, une transition progressive vers le néo-réalisme. La fantaisie créatrice se trouve réintronisée et se double d'un culte du "beau". On assiste alors à une renaissance du lyrisme où le poète retrouve sa position de barde et de visionnaire. Parallèlement à cet idéalisme et cet esthétisme, surviennent, à partir de 1900, un retour à la matière et une poésie des faits. C'est à ce moment précis qu'une littérature propre aux Iles Féroé prend son envol. De 1910 à 1935, le néo-réalisme règne en maître. La littérature oscille alors entre le volontarisme et la description des milieux ouvriers, entre le vitalisme et l'extrémisme social. De 1935 à 1960, nous avons une poésie moderniste et entre 1960 et 1980, un rejet des symboles et de la fiction, où le rôle du poète est démystifié et où des écoles comme le concrétisme et le documentarisme, le réalisme local ou social s'imposent. Les valeurs, dans cette ambiance, sont relativisées à l'extrême et la littérature féminine connaît un succès croissant.

John P. McCARTHY, ***Hilaire Belloc: Edwardian Radical,*** Liberty Press, Indianapolis (Indiana, USA), 373 p., 8 US$. On se souvient généralement d'Hilaire Belloc, mi-britannique mi-français, comme d'un poète, d'un critique littéraire et d'un catholique intransigeant. Mais jamais ses options politiques n'ont été analysées à

Sommaires des numéros encore disponibles

Numéro 4 (novembre-décembre 1983)

La Russie, l'Europe et l'Occident (Robert Steuckers); Politique, effervescence, mobilité, faut-il lire conjointement Ernst Bloch et Ernst Niekisch? (Robert Steuckers); Les origines d'une certaine russophilie allemande (Robert Steuckers); Les thèses de Castoriadis (Bernard Marchand); L'Europe et la Russie: affinités et contrastes géopolitiques (Général Heinrich Jordis von Lohausen); Les anarques des plaines de Sibérie (Kurt Marko); Le mythe dostoïevskien (Friedrich Kabermann); Herder, Baader, Stein,...(Gerd-Klaus Kaltenbrunner); L'Allemagne entre l'Est et l'Ouest (Hermann Rauschning); Francs, Saxons et Frisons en Flandre (Dr. Theo Luyckx); les origines de la population flamande (Léon Vanderkinderen); L'expansion du néerlandais (Marius Valkhoff).

Numéro 5 (août-septembre 1984)

Contre le système occidental (Guillaume Faye); L'occident, concept polémique (Robert Steuckers); La notion d'Ernstfall (R.Steuckers); Repères pour une histoire alternative de l'économie (R.Steuckers); Friedrich List: une alternative au libéralisme (Thierry Mudry); Contestation du libre-échangisme (G.Faye); Les objectifs politiques et géopolitiques de l'autarcie européenne, (G.Faye); Nationalisme et démocratie au XIXème siècle (Ange Sampieru); La notion de "Volk" dans l'idéologie allemande (Thierry Mudry); etc.

Numéro 6 (septembre-octobre 1985)

L'ennemi américain, un tour d'horizon (Michael Walker); Le destin californien des Etats-Unis (Robert Steuckers); Etats-Unis contre Autriche-Hongrie: une lutte du XIXème siècle (Jean Kaerelmans); Gordon Craig: quelques réflexions sur l'histoire diplomatique (René Lauwers); La guerre de Roosevelt (Luc Nannens); Les mémoires de Hamilton Fish, l'adversaire républicain de Roosevelt (Jean Kaerelmans); Les néo-conservateurs américains, exemple des contradictions internes de l'idéologie égalitaire (G.Faye); A la découverte de Thorstein Veblen (G.Faye), etc.

Numéro 7 (septembre-octobre 1986)

Axes conceptuels pour construire l'Europe du XXIème siècle (R.Steuckers); le neutralisme allemand actuel: ses bases historiques (R. Steuckers); 1955: l'Autriche accède au statut de neutralité (Roland Van Hertendaele); Le "socialisme allemand": analyse du télescopage entre nationalisme et socialisme de 1900 à 1933 en Allemagne (Thierry Mudry); L'arrière-plan du "national-bolchévisme": Versailles et l'occupation de la Ruhr (Luc Nannens); L'itinéraire d'Ernst Niekisch (Th.Mudry); L'itinéraire d'Otto Strasser (Th.Mudry); L'idée d'un espace économique européen: de Napoléon au marché Commun (R.Steuckers), etc.



leur juste mesure. Telle est essentiellement la nouveauté du travail de McCarthy. Pour Belloc, en effet, la démocratie est un principe sacré mais qui ne demeurera tel que si on l'épure du système des partis. Belloc était très proche de Maurras quand il réclamait la restauration du principe monarchiste au non de la "nation". La division d'une nation en partis, propre du "nouveau libéralisme" qui s'est imposé au XXème siècle en oubliant ses principes libertaires anciens, implique la soumission de tout et de tous à une ploutocratie omniprésente. L'Angleterre, sous un tel régime, marchait droit vers un système politique qui n'était ni chair ni poisson, ni entièrement socialiste ni purement capitaliste mais servile. *The Servile State* est donc, aux yeux de McCarthy, l'ouvrage le plus important du poète Belloc car il a constitué un avertissement à l'encontre de ce que nous subissons aujourd'hui: l'Etat-Providence. Mais la critique de Belloc à l'égard de l'Etat en passe de devenir providentiel ne relève pas du "libéralisme" économique, ni d'un conservatisme obtus: de là son grand intérêt.

Edward A. MARTIN, ***H.L. Mencken and the Debunkers,*** The University of Georgia Press, Athens (Georgia, USA), 1984, 251 p., US$ 22.50. Dans les années 1880, les Etats-Unis ont vu naître une sacrée génération d'écrivains qui, arrivés à l'âge mûr, soumettront les grimaces conventionnelles, les rhétoriques officielles et les discours habituels de la société américaine à une critique hyper-sévère, très agressive, renforcée par un humour noir terrible ou une satire cruellissime. Ils se nommeront les "debunkers". Figure centrale de ce mouvement: H.L. Mencken, un nietzschéo-darwinien dans la veine de Shaw. Il fut un nostalgique de la beauté de la langue anglaise. La disparition de l'élégance linguistique, la déchéance de l'expression verbale et écrite, entraîne la dissolution des modèles et des institutions et engendre, ipso facto, le déclin. Pour Mencken et un autre "debunker", Philip Wylie, auteur de *Generation of Vipers,* l'étroitesse d'esprit de l'américanisme a conduit le peuple américain à suivre le bellicisme pathologique de Roosevelt et le déclin de la langue a permis aux lieux communs de la propagande d'exercer leurs ravages dans les esprits.

Abel BONNARD, ***Les modérés, le drame du présent,*** Le Labyrinthe, Paris, 1986, 245 p., 145 FF. Abel Bonnard (1883-1968), académicien français, ministre de l'Education nationale du Maréchal Pétain (en 1942), était tombé dans l'oubli. Inconnu des jeunes générations, souvent trahi ou "récupéré" par la vieille droite poussiéreuse, Abel Bonnard est sur le point d'être réhabilité par Olivier Mathieu, son héritier et spécialiste incontesté. O.Mathieu vient en effet de superviser et de préfacer la réédition du chef-d'oeuvre de Bonnard, *Les modérés,* et prépare pour dans quelques mois la toute première biographie de l'écrivain. Victime d'une classe intello-médiatique en proie à l'ignorance et au recentrage, Bonnard fait ici le procès de la démocratie, de l'individualisme, de l'égalitarisme, de l'obsession du bonheur économique, et affirme la nécessité de sortir de la fausse alternative libéralisme-marxisme. Ni pétainiste ni maurrassien mais bien païen, révolutionnaire et partisan d'une Europe nouvelle, Abel Bonnard peut être considéré à juste titre comme un précurseur de la "Nouvelle Droite". Livre admirable aussi bien par la pertinence et l'actualité de ses analyses que par la pureté d'un style qui a su retrouver la majesté des auteurs du Grand Siècle, *Les modérés* sont une réflexion magistrale sur la décadence d'une civilisation. Cette réédition est agrémentée de deux textes inédits d'Abel Bonnard, des lettres reçues par ce dernier au moment de la première parution de l'ouvrage et d'une bibliographie exhaustive.

Hans Egon HOLTHUSEN, ***Gottfried Benn. Leben, Werk, Widerspruch 1886-1922,*** Klett-Cotta, Stuttgart, 1986, 308 S., DM . Voici le premier volume d'une biographie exhaustive du poète Gottfried Benn, rédigée sur la base d'une documentation absolument inédite qui permet à Holthusen de réfuter les inexactitudes énoncées à propos de Benn et de rectifier les imprécisions habituelles qui affectaient le récit de son existence. Holthusen explore les arcanes de la révolution expressionniste dont Benn fut l'un des plus brillants représentants. Il aborde également la période bruxelloise de Benn (l'occupation allemande de 1914 à 1918). Après la première guerre mondiale, quand s'amorce l'ère weimarienne, Benn subit les mutations de sa génération, mutations qui, sur le plan philosophique, signifient un adieu ferme à l'idée de causalité, propre à l'Occident libéral du XIXème siècle, et une adhésion subséquente aux idées de mutation, de discontinuité et de "saut" ("le qualitativement nouveau"). Mais pour opérer ce saut vers un nouveau règne du "qualitatif", il faut marquer, désigner, la monstruosité, l'obscénité, la vulgarité du présent: Holthusen signale avec brio ce passage, cette transition qui s'opère dans l'âme du poète Benn.

voyages

Walter HANSEN, ***Asgard. Entdeckungsfahrt in die germanische Götterwelt*** (Fotografiert von Eberhard Grames), Lübbe, Bergisch Gladbach, 1985, 248 S., DM 36. Le monde des dieux germaniques n'avait pas de *lieu,* pense W. Hansen, contrairement à leurs confrères des mythologies grecque et romaine. Hansen, lui, a découvert le site où ces dieux ont agi. Tout à coup, l'Asgard existe, l'infra-monde de l'Helheim aussi. Soudainement, le pont qui mène au règne des morts acquiert une existence, tout comme les châteaux des géants et les plaines où se joue la lutte ultime, celle du crépuscule des dieux. Pour Hansen, ce site, c'est l'Islande, terre volcanique, terre de glaciers. Cette Islande qu'il a arpenté de long en large, sac au dos. De cette aventure de randonneur chevronné, Hansen tire un livre superbe, d'autant plus superbe qu'un photographe de renommée internationale, Eberhard Grames, l'a rehaussé de quelques-unes de ses plus sensationnelles productions. Le lecteur attentif de l'Edda qu'est Hansen a su lier le verbe et l'image dans une alchimie étonnante. Les spécialistes mettront toutefois en doute sa thèse du site islandais. L'Edda ne relate-t-elle pas une mémoire plus ancienne que celle des premiers colons norvégiens de l'Islande?

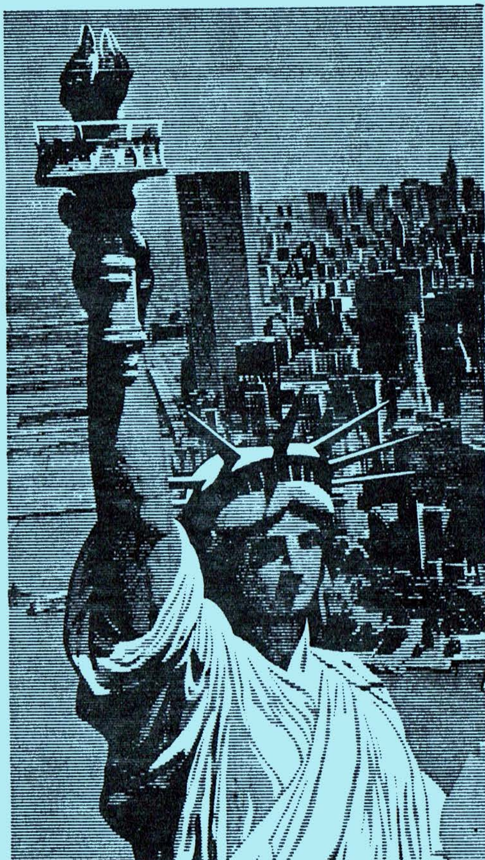


DIORAMA *LETTERARIO*

N. 97 - Ottobre 1986 **Lire 2.000**

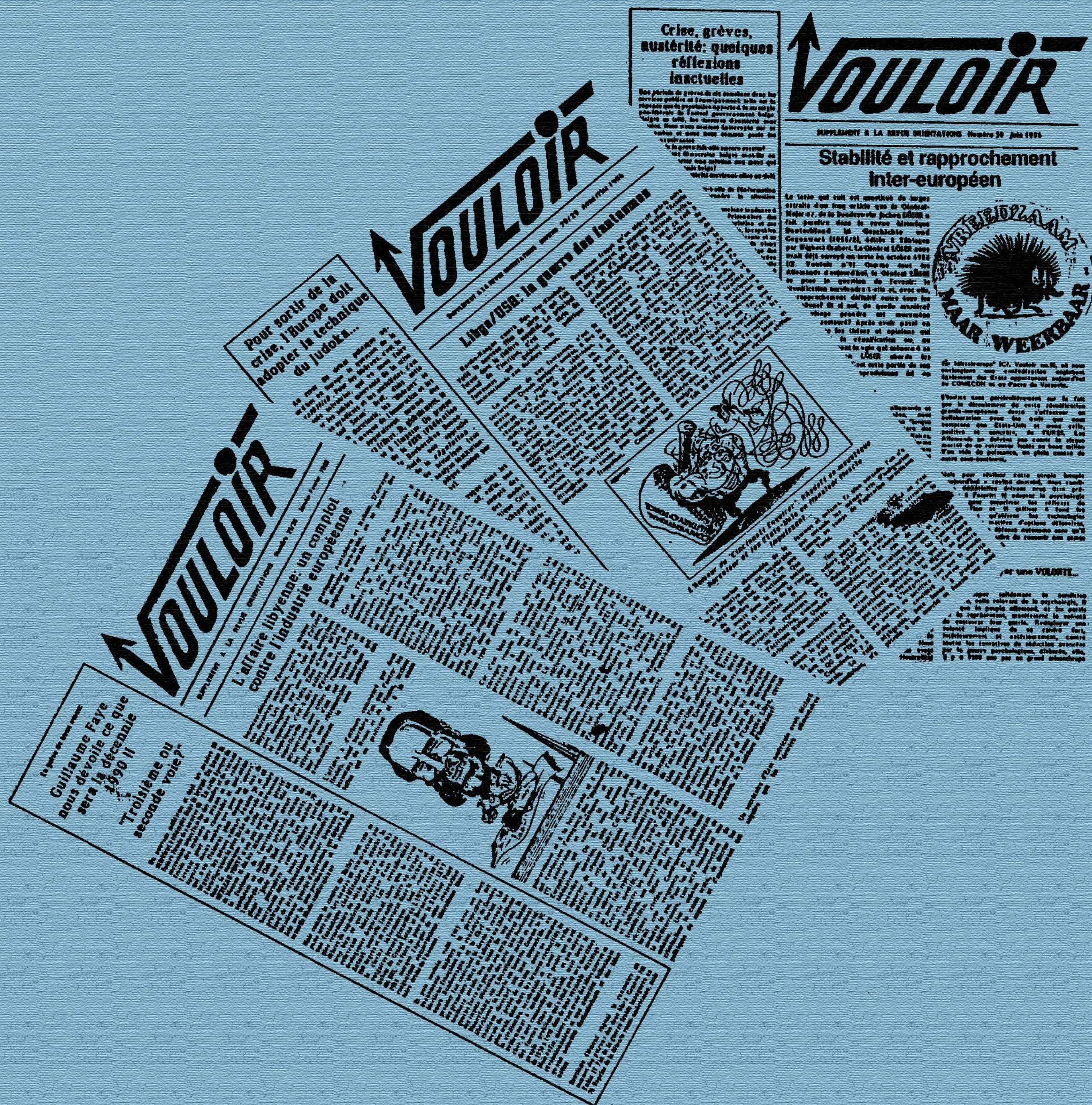
OLTRE YALTA

SCENARI DEL POST DOPOGUERRA



Un dossier exceptionnel sur la nécessité de dépasser Yalta. Textes de Marco Tarchi (Per un neutralismo attivo/ Il compito dei "vinti"), d'Alain de Benoist (L'Europa sotto tutela), de Michael Walker (Noi, gli altri europei), de Guillaume Faye (La strategia del condominio), de Robert Steuckers (Una terza via per l'Europa), de Martin Werner Kamp (Scenari tedeschi), de Manuel Domingo (La Spagna e la NATO) et une entrevue avec le Général Gert Bastian (Bundeswehr), ancien député des Verts au Bundestag.

Indispensable:
notre supplément mensuel!!



VOULOIR

Crise, grèves, austérité: quelques réflexions inactuelles

Stabilité et rapprochement inter-européen

VOULOIR

Libye/USA: la guerre des fantasmes

Pour sortir de la crise, l'Europe doit adopter la technique du judoka...

VOULOIR

L'affaire libyenne: un complot contre l'industrie européenne

Guillaume Faye nous dévoile ce que sera la décennie 1990 !!

"Troisième ou seconde voie?"

Chaque mois, lisez VOULOIR, notre supplément bibliographique mensuel. Vous vous plongerez ainsi dans un univers que vous occultent les médias de la société marchande.

Au sommaire des trois derniers numéros: L'éclipse du sacré, le paganisme vu de Berlin, un dossier sur l'histoire des mouvements de jeunesse allemands de 1896 à 1933, la déconnexion économique selon Samir Amin, refuser ou accepter le développement selon Latouche, Stabilité et rapprochement inter-européen selon le Général Löser (Bundeswehr), le Général Kiessling et la Doctrine Harmel, hommage à Mircea Eliade, Europe-Tiers-Monde même combat (A. de Benoist), le "triomphe", fondement du politique?, l'économie du gaspillage, la question allemande, la géopolitique de Mackinder, la géopolitique de Haushofer, les Wisigoths et le catharisme,...

Abonnement: 320 FB ou 90 FF (12 numéros). Belgique: versements au compte BBL n°310-0049870-01. France: chèques à l'ordre de Trystan Mordrel.

Ed.resp.: R. STEUCKERS, BP n°41, B-1970 Wezembeek-Oppem.